

# Rapport de suivi et d'évaluation des performances (RSEP) concernant le budget-programme pour 2017

# RAPPORT DE SUIVI ET D'ÉVALUATION DES PERFORMANCES CONCERNANT LE BUDGET-PROGRAMME POUR 2017

---

## Introduction

Le Rapport de suivi et d'évaluation des performances 2017 (Performance Monitoring and Evaluation Report, PMER) présente un résumé des accomplissements du Secrétariat tout au long de l'année par rapport au Plan stratégique 2011-2015. Le PMER 2017 met en lumière les avancées réalisées dans le cadre des priorités stratégiques, des objectifs et des indicateurs définis dans le Programme de travail et Budget 2017. Le présent rapport reprend le même format que l'édition de 2016. Le PMER est présenté tous les ans à la Conférence du PROE par le Secrétariat, conformément à l'obligation qui incombe au Directeur général en vertu du règlement intérieur de la Conférence.

Des rapports connexes complètent par ailleurs le rapport de suivi et d'évaluation des performances, à savoir les états financiers 2017 et le rapport annuel du directeur général.

## Faits marquants en 2017

Le moins que l'on puisse dire, c'est que le Secrétariat ne s'est pas tourné les pouces en 2017 : il a continué de soutenir les Membres tout en s'attellant à faire avancer l'ordre du jour environnemental pour la région du Pacifique, tant à l'international qu'à l'échelon régional. Tout au long de l'année, le Secrétariat a intensifié ses efforts pour soutenir et impliquer davantage les Membres et répondre aux priorités communautaires, nationales, régionales et internationales.

Bien que de nombreux objectifs stratégiques fixés pour la période 2011-2015 ne soient plus pertinents, ou soient devenus secondaires en 2017, il est à noter qu'à la fin 2017, les programmes sont parvenus à atteindre entre 80 et 100 % de la majorité des objectifs.

Plusieurs résultats des activités de 2011-2015 restaient importants pour les Membres en 2017. Malgré l'atteinte de ses objectifs stratégiques et lorsque des ressources ont pu être obtenues, le Secrétariat a continué à soutenir les efforts vers la réalisation des objectifs afin d'aider les Membres à satisfaire leurs priorités. S'agissant des rapports soumis pour le PMER 2017, les objectifs fixés pour 2011-2015 sont donc considérés comme ayant été surpassés.

## Succès organisationnels

L'année 2017 a vu les faits suivants :

- Adoption par la 28<sup>e</sup> Conférence du PROE du premier PIP bisannuel.
- La nouvelle structure organisationnelle a été adoptée par la 28<sup>e</sup> Conférence du PROE en vue de permettre la réalisation de l'approche programmatique et des objectifs stratégiques identifiés dans le Plan stratégique 2017-2026 et dans le PIP 2018-2019.
- La gestion financière durable a été établie comme le montre l'avis du commissaire aux comptes pour l'exercice financier 2017, et on note un excédent net de 445 982 USD enregistré qui annule le solde négatif des réserves des années précédentes.
- Un soutien efficace a été apporté aux ÉTIO pour les préparatifs et la coordination autour de la 13<sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique ainsi que la 22<sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique et la Conférence des Nations Unies sur l'océan.
- Les processus de gestion des risques financiers et de gouvernance ont été améliorés par l'élaboration de nouvelles politiques, ou la révision de nombreuses politiques existantes du Secrétariat, notamment les politiques relatives à la gouvernance, au voyage, au change, au recouvrement de fonds, à la gestion des risques, à la prévention des fraudes, et aux lanceurs d'alerte, ainsi que les manuels reprenant les procédures financières et en matière de passation de marchés, et la charte régissant les audits internes.
- La capacité du PROE en matière de gestion des risques a été renforcée dans son ensemble, grâce à l'achèvement du registre des risques et à l'établissement du Comité des risques, ainsi qu'au renforcement du Comité d'audit interne, qui transmet activement des avis à l'équipe de direction.
- Développement et mise en œuvre d'un système en ligne d'information pour la gestion des projets.
- Les capacités du PROE à remplir son rôle d'agence régionale accréditée auprès du Fonds vert pour le climat (FVC) et d'autres mécanismes financiers internationaux ont été confirmées par l'approbation de ses premiers projets dans le cadre du Fonds d'adaptation et du Fonds vert pour le climat.

## RAPPORT DE SUIVI ET D'ÉVALUATION DES PERFORMANCES CONCERNANT LE BUDGET-PROGRAMME POUR 2017

---

- Le développement annuel des résultats du personnel a permis de constater que 84 % du personnel ont un niveau de performance « totalement efficace » et que 7 % sont au-delà. Deux agents ont reçu le prix d'excellence du Directeur général pour leurs résultats et comportements exceptionnels
- Renforcement des capacités de l'équipe de direction grâce à la nomination tant attendue de directeurs pour les divisions surveillance et gouvernance environnementales (SGE) et gestion des déchets et lutte contre la pollution (GDLP).

### Faits marquants des programmes

Le programme pour la **résilience au changement climatique (RCC)** a atteint la plupart de ses objectifs en 2017 et en a même surpassé certains.

Le budget alloué à ce programme a légèrement augmenté par rapport à 2016 (+ 12,8 %) en raison de l'achèvement du PPCR (programme pilote pour la résilience face au climat) alors que les projets de la FINPAC ont été prolongés jusqu'en mai 2017.

Faits marquants :

- Clôture définitive de tous les engagements pris dans le cadre du projet PIGGAREP ; les enseignements tirés ont été communiqués et partagés avec les pays Membres.
- Soutien au comité de pilotage du Centre sur le changement climatique dans le Pacifique (PCCC) pour la finalisation des préparations pour la construction du PCCC.
- Élaboration d'un projet de plan de développement du PCCC afin que celui-ci soit examiné par le comité de pilotage du PCCC.
- Développement des programmes qui devront être réalisés via le PCCC.
- La Table ronde du Pacifique sur le changement climatique a été organisée à Suva, aux Fidji, conjointement avec les réunions organisées dans le cadre de la Semaine pour la résilience du Pacifique.
- Capacités d'adaptation nationales renforcées dans 14 États Membres grâce à une amélioration de l'accès aux informations météorologiques.

- Les projets pour la résilience du Pacifique face au climat Intra ACP GCCA+ du FED11 sont établis, un montant total de 12 millions EUR leur a été alloué pour les soutenir.
  - Mise en œuvre de priorités nationales en matière d'adaptation au changement climatique et d'atténuation,
  - Les contributions prévues ont été déterminées au niveau national (CPDN)
  - Autres éléments de l'Accord de Paris
  - Engagement du PROE en faveur du FRDP (Cadre pour un développement résilient dans le Pacifique).

**Biodiversité et gestion écosystémique**, ce programme a réalisé 80 à 100 % de 75 % des objectifs de son plan stratégique. Faits notables :

- Meilleure sensibilisation aux questions relatives aux espèces envahissantes dans les États insulaires océaniques et en particulier à la contribution à la gestion des espèces envahissantes des Membres afin de satisfaire les objectifs d'Aichi de la CBD.
- L'efficacité de l'appui fourni par le PROE à la gestion des espèces envahissantes exotiques est démontrée dans l'évaluation de l'Alliance FEM-Pacifique.
- Des partenariats sont établis avec les Membres en vue de leur fournir une assistance qui leur a permis de mieux gérer les domaines océaniques et les zones protégées.
- La défense et le soutien comme outils d'amélioration de la gestion des océans figurent parmi les principaux points de l'ordre du jour de la Stratégie pour un Pacifique bleu des PIP.
- Soutien apporté à la 7<sup>e</sup> réunion régionale Ramsar Oceania, et à ses conclusions, notamment :
  - l'identification des priorités des Membres dans le cadre du Plan d'action régional pour les zones humides
  - la planification des projets de résolutions de la CoP14 portant sur le carbone bleu, la culture et les zones humides
  - l'élaboration d'une proposition pour une initiative régionale Oceania Ramsar

## RAPPORT DE SUIVI ET D'ÉVALUATION DES PERFORMANCES CONCERNANT LE BUDGET-PROGRAMME POUR 2017

---

- Un soutien apporté aux experts régionaux et internationaux afin qu'ils recommandent la reconnaissance de 18 zones du Pacifique en tant que Zone importante pour les mammifères marins (IMMA), ainsi que la proposition de cinq zones candidates à l'acquisition du même statut d'IMMA.
- La finalisation du document de projet du projet du FEM 6 intitulé « Renforcer les capacités nationales et régionales pour réduire l'impact des espèces exotiques envahissantes sur la biodiversité d'importance mondiale dans le Pacifique », pour lequel le fonds alloué s'élève à 6,25 millions USD.

**Gestion des Déchets et Lutte Contre la Pollution** La mise en œuvre du programme pour un Pacifique plus propre 2025 s'est poursuivie, malgré les contraintes budgétaires. De nombreux efforts ont été entrepris afin d'explorer de nouvelles pistes d'investissement grâce à de nouvelles propositions de projets, et le renforcement de la collaboration a permis de générer de nouveaux investissements dans la gestion des déchets dans le Pacifique via le mécanisme de financement du FED11 ainsi qu'une prolongation du projet PacWaste du FED10 afin d'y inclure davantage de filières de déchets.

### Faits marquants :

- L'accord pour une mise en œuvre conjointe, avec la CPS et l'USP (université du Pacifique Sud), du projet PacWaste Plus du FED11 en collaboration avec d'autres programmes régionaux dont le J-PRISM qui est déjà implanté auprès du PROE et aligné sur la Stratégie décennale régionale pour la gestion des déchets et de la pollution dans le Pacifique pour 2016-2025 (*Cleaner Pacific 2025 : Pacifique plus propre 2025*).
- L'exécution efficace des projets PacWaste et uPOP Reduction de l'Alliance FEM-Pacifique qui a permis l'élaboration de directives régionales relatives à la gestion des déchets tels que les conteneurs de pesticides et les débris métalliques, avec notamment :
  - une évaluation de référence des débris métalliques à Samoa, et élaboration et diffusion de :
    - lignes directrices relatives à la gestion des débris métalliques
    - outils et manuel de formation pour la gestion des produits chimiques.

- L'étude portant sur les impacts potentiels de l'ingestion de plastiques marins par les poissons menée par un doctorant de l'université d'Auckland est désormais achevée et est en attente de publication
- Les travaux relatifs à la lutte contre la pollution incluent :
  - la surveillance des projets pilotes sur le compostage et la gestion des déchets sanitaires
  - l'organisation de deux ateliers/formations régionaux financés par l'OMI sur
    - l'Annexe V de la Convention MARPOL et la formation sur la méthode d'analyse des lacunes des installations de réception portuaires ;
    - la ratification de l'accord de Capetown et sa mise en œuvre afin de se conformer à ses exigences relatives aux navires de pêche, aux plastiques marins et au respect de la Convention MARPOL.
- L'accroissement rapide des inquiétudes, au niveau mondial, concernant les débris marins a poussé les partenaires de développement à adopter des approches innovantes qui ont amélioré les connaissances, les comportements, les attitudes et les pratiques, en conjonction avec des initiatives de réduction des déchets comme la promotion de la réduction des déchets et le soutien à 6R.
- La formation sur la gestion des débris métalliques a entraîné la création de la toute première association de recyclage dans la région par Samoa Recyclage et l'Association pour la gestion des déchets.

**Surveillance et Gouvernance Environnementale** a continué à renforcer les capacités des Membres en matière d'EIE, via des formations ciblées, des conseils techniques et l'élaboration de cadres politiques favorables. Le programme de SGE a atteint 80 % à 100 % des résultats escomptés pour 12 des 19 objectifs du plan stratégique, parmi lesquels 10 ont été réalisés à 100 %. Les objectifs réalisés à moins de 80 % continueront d'être soutenus grâce au nouveau projet régional Inform du PNUE-FEM, dont la mise en œuvre a débuté en 2017.

## RAPPORT DE SUIVI ET D'ÉVALUATION DES PERFORMANCES CONCERNANT LE BUDGET-PROGRAMME POUR 2017

### Faits marquants :

- Développement de lignes directrices régionales pour les ÉIE relatives au tourisme côtier (approuvées par les Membres du PROE et les membres du conseil d'administration du SPTO) afin de renforcer l'intégration des questions environnementales dans le développement du tourisme côtier et de développer un tourisme plus durable dans la région.
- Les Membres ont continué à demander l'aide du PROE dans le renforcement des capacités et pour l'organisation de formations sur les ÉIE afin d'améliorer les capacités individuelles, systémiques et institutionnelles, le renforcement des capacités des employés en matière de surveillance environnementale, d'utilisation et d'interprétation des données dans le cadre des processus relatifs à l'étude sur l'état de l'environnement (SoE), et d'aider à la préparation des lois et réglementations nationales sur l'environnement. Le soutien fourni par la SGE a résulté en l'établissement de 14 nouvelles lois environnementales.
- Des formations à la conformité et à l'application des processus, outils et approches clés ont été organisées aux Fidji et à Samoa afin de renforcer les capacités des principaux responsables en charge de la conformité et de l'application, et de leur permettre de remplir leurs missions de manière plus efficace et plus pertinente.
- Contribution à l'élaboration de la feuille de route pour le développement durable dans le Pacifique via le groupe de travail du CORP dédié aux ODD, et adoption de cette feuille de route par les dirigeants lors du 48<sup>e</sup> Forum des dirigeants organisé à Apia.
- Organisation de l'atelier initial du projet régional Inform du PNUE-FEM qui a notamment identifié les besoins en matière de gestion des données environnementales et de rapports des pays, y compris les interventions pratiques adaptées afin que ces éléments soient pris en compte dans le projet Inform.

### Note sur l'interprétation des chiffres du budget et des dépenses

Le Programme de travail et budget 2017 sur lequel se fonde le présent Rapport de suivi et d'évaluation des performances a été approuvé lors de la 27<sup>e</sup> Conférence des représentants officiels du PROE en septembre 2016. Le Programme de travail se fondait sur les meilleures informations disponibles au milieu de l'année 2016. Certaines des hypothèses et circonstances avaient changé lorsque le Budget a été mis en œuvre en janvier 2017, notamment le paiement total des contributions des Membres à hauteur des montants promis lors de la Conférence du PROE au début de l'exercice financier, les niveaux prévus de financements par les bailleurs, et les taux de change cohérents.

Le budget total approuvé par la 27<sup>e</sup> Conférence du PROE pour l'année 2017 s'élevait à 15 164 886 USD. Un total de 15 924 200 USD (soit 105 %) a été dépensé par le Secrétariat en 2017. Ce léger dépassement des dépenses (5 %) par rapport au budget est principalement dû au report de certaines d'activités de projets à l'année 2017, en particulier pour les divisions Résilience face au changement climatique (RCC) et Surveillance et gouvernance environnementales (SGE) alors que de nouveaux fonds ont été accordés par des bailleurs en 2017 à la Division Biodiversité et gestion écosystémique.

En raison des excès de dépenses des programmes techniques, les mises en application de certaines activités ont été reportées de 2016 à 2017

Budget total approuvé	Dépenses effectives totales	Taux d'exécution budgétaire
15 164 886 USD	15 924 200 USD	105 %

## 1. Résilience au changement climatique

**Objectif du programme : D'ici 2017, tous les pays et territoires insulaires océaniques auront renforcé leur capacité de riposte au changement climatique en améliorant leurs politiques, en mettant en œuvre des mesures pratiques d'adaptation, en améliorant la résistance des écosystèmes aux impacts du changement climatique et en exécutant des initiatives visant un développement à faible intensité de carbone**

Les résultats atteints par la RCC en 2017 restent cohérents avec le Plan stratégique 2011-2015 avec toutefois une légère augmentation (12,8 %) des dépenses totales par rapport à 2016.

L'année 2017 a vu la clôture définitive des engagements pris dans le cadre du projet PIGGAREP.

Le budget total de la RCC pour 2017 s'élevait à 2,994 millions USD, une diminution de 43 % par rapport au budget 2016. Bien que la DCC ait réussi à obtenir 98 % du financement réel (5,2 millions en 2016), une légère augmentation de 12,8 %, des dépenses par rapport au budget a été enregistrée en 2017. La DCC a réussi à réaliser 81 % du budget 2017 prévu, soit un montant de 4,258 millions USD.

La principale cause de cette diminution est l'achèvement des projets PPCR (projet pilote pour la résilience face au climat) et FINPAC (Finlande-Pacifique). Le projet PPCR a été prolongé jusqu'en mai 2017, et le 1,3 million restant du budget 2016 a été partiellement dépensé en 2017.

### Faits marquants :

- Évaluation générale des réalisations à 100 % des objectifs du Plan stratégique 2011-2015, y compris des objectifs qui ont excédés les 100 %.
- Les travaux concernant l'élaboration de programmes qui seront menés par le centre sur le changement climatique dans le Pacifique (PCCC) se sont poursuivis. La RCC a également été fortement impliquée dans le Comité du PCCC chargé de la construction du PCCC et a rédigé un projet de plan d'activités qui doit être présenté au Comité de pilotage du PCCC.
- L'organisation réussie de la Table ronde du Pacifique sur le changement climatique, en conjonction avec les réunions de la Semaine de la résilience dans le Pacifique, à Suva, aux Fidji.

### Adaptation

- Les outils développés dans le cadre du PPCR à Kosrae et aux Tuvalu en vue d'intégrer les risques liés au changement climatique et aux catastrophes naturelles dans les plans nationaux et sectoriels et dans les processus budgétaires associés, comme les analyses coût-bénéfice (ACB), la surveillance et l'évaluation (S&E) et la liste de vérification des évaluations de l'agence centrale (CAAC) ont été intégrés dans le cycle de gestion de projets du PROE et seront inclus dans le PCCP en 2018.
- Renforcement des capacités d'adaptation des secteurs grâce à de meilleures informations météorologiques et la facilitation de leur accès pour 14 États membres.
- Plan de gestion de la sécheresse développé pour les îles Salomon et Tuvalu.
- Renforcement des capacités de négociation nationale pour la CCNUCC et la CdP grâce à un partenariat avec le HSLM en dispensant des formations nationales et régionales comme il ressort de l'importante participation des délégations des îles du Pacifique à la CdP 23. Le PROE a également préparé une série de notes de politique régionales pour les délégations océaniques et également en prévision de la présidence des Fidji lors de la CdP23.
- Après examens et tests en interne, la refonte des outils d'appui aux décisions du Portail du Pacifique sur le changement climatique - [www.pacificclimatechange.net](http://www.pacificclimatechange.net) (PCCP) se poursuit. Le projet Pacific iCLIM 2 est actif dans quatre nouveaux pays. Les travaux nationaux relatifs à la gestion des connaissances et de l'information portés par des consultations, des bilans et des mises à niveau ont été positivement perçus par les utilisateurs. Le développement et le lancement de nouveaux portails nationaux sur le changement climatique grâce au « Starter Pack » mis au point via le projet Pacific iCLIM ont eu lieu en 2017 et seront terminés en 2018. Des modules complémentaires qui compléteront le Starter Pack sont en cours d'élaboration et seront lancés en 2018 ou 2019.

- Le projet PROE-USAID portant sur les données et informations nationales relatives au changement climatique aux Kiribati et aux îles Salomon a été examiné et les enseignements tirés ont été intégrés à d'autres projets.
- Début des travaux visant au développement de projets nécessitant des fonds conséquents dans le cadre du programme AMCC de l'UE pour que ceux-ci débutent en 2018.

### **Politique et science**

- Le lancement du projet IMPACT en juin 2017 permettra de renforcer les capacités en matière de connaissances scientifiques du changement climatique de la région, notamment grâce au détachement d'un expert scientifique auprès du PROE.
- Organisation réussie de la quatrième réunion du Conseil météorologique océanien (CMO-4) aux îles Salomon, dans le but de discuter des priorités des services météorologiques océaniques comme le prévoit la Stratégie météorologique du Pacifique 2021, avec l'appui financier des parties prenantes suivantes : COSPPac, FINPAC, OMM, PNUD, PROE, et le gouvernement des îles Salomon.
- La deuxième Réunion ministérielle océanienne sur la météorologie (PMMM-2) s'est tenue à Honiara (dans le cadre du Conseil météorologique océanien [CMO]) et a adopté la Déclaration ministérielle de Honiara sur une météorologie, un climat, des océans et des services hydriques durables pour un Pacifique résilient. Le monde politique reste attentif et continue à soutenir les travaux et les services liés à la météorologie dans la région.
- Approbation du nouveau groupe de travail du CMO sur l'hydrologie lors du CMO-4 en vue de combler les lacunes en matière d'hydrologie dans la région.
- La mise en place de systèmes d'alerte précoce communautaires dans huit communautés pilotes dans les îles Cook (Tautu-Aitutaki), aux Kiribati (Niuataia et Ripono), dans les îles Marshall (Jenrok), à Samoa (Lefagoali'i), dans les îles Salomon (Lord Howe Settlement à Honiara), aux Tonga (Mouga'one), aux Tuvalu (Teone) et au Vanuatu (Epau) grâce au projet FINPAC renforce la préparation et la réaction des communautés.
- Formation sur les médias et les moyens de communication fournie pour donner aux services météorologiques nationaux la capacité de mieux communiquer les informations au public et encourager des partenariats efficaces avec les médias.
- Développement de Plans de résilience communautaires face au changement climatique et aux catastrophes auxquels sont formées les communautés. 8 collectivités ont été désignées intervenantes en cas de catastrophes, elles agiront en partenariat avec les services météorologiques nationaux et les bureaux nationaux de gestion des catastrophes (BNGC).
- Publication par les services météorologiques nationaux (ci-après désigné « SMN » ou « SMHN ») d'un recueil d'études de cas en partenariat avec l'OMM. Recueil lancé également pour refléter les efforts nationaux réalisés dans la mise en application des informations sur le climat afin de soutenir les secteurs.
- Publication du Glossaire des termes météorologiques et climatiques de Samoa afin de sensibiliser davantage les parties prenantes locales dans l'utilisation des informations climatiques et météorologiques lors de la prise de décisions et le renforcement de la résilience communautaire.
- Installation du système SMARTMet dans 7 SMN (Fidji, PNG, Samoa, Îles Salomon, Tonga et Vanuatu). Ce nouvel outil permet aux SMN de visualiser et de modifier les données météorologiques avec la capacité de générer des prévisions personnalisées et animées et des graphiques automatisés. Le système Smart ALERT également installé dans les 6 SMHN permet de visualiser les capacités d'alertes et les événements météorologiques violents sur internet et sur les smartphones.
- Équipement RBSN/RBCN fourni à 11 SNM (Fidji, États fédérés de Micronésie, Kiribati, îles Marshall, Nauru, Nioué, Palaos, PNG, îles Salomon, Tonga et Tuvalu). Il s'agit d'une contribution significative pour une meilleure qualité des observations météorologiques et des données dans la région. Une nouvelle station météorologique automatique a été financée par le FINPAC pour l'aéroport d'Alofi (Nioué).
- Renforcement des capacités en matière de prévisions saisonnières pour les services météorologiques nationaux avec l'installation d'un nouvel outil de prévision saisonnière dynamique CLIK-P (voir : <http://clikp.sprep.org/>) pour les îles Cook, les États fédérés de Micronésie, les Fidji, les Kiribati, la République des Îles Marshall, Nauru, Nioué, Palaos, la PNG, Samoa, les îles Salomon, les Tonga, Tuvalu et Vanuatu.
- Renforcement des capacités en matière de prévisions saisonnières pour les services météorologiques nationaux avec l'installation d'un nouveau logiciel informatique de prévision saisonnière « PICASO », pour Pacific Islands Climate Advance Seasonal Outlook, adapté à la région insulaire océanienne et qui fournit des informations de prévisions dynamiques localisées, au niveau de la station.
- Renforcement des capacités en matière de prévisions saisonnières pour les services météorologiques nationaux avec l'installation d'une nouvelle version du logiciel SCOPIC dans tous les SMN.
- Discussions mensuelles sur les données actualisées et les prévisions relatives à l'ENSO et au climat via le Forum sur les perspectives climatiques en ligne (OCOF).

- Formations sur la science et les prévisions climatiques proposées aux îles Salomon et à Vanuatu.
- Formation régionale sur les logiciels SCOPIC et PICASO dispensée avec succès auprès de 15 SMN.
- Installation réussie de la Base de données des connaissances traditionnelles sur la météorologie et le climat au bureau du service météorologique national des Tonga.
- Amélioration de la collecte, du stockage, de la base de données et du suivi des données sur les connaissances traditionnelles grâce à une formation nationale organisée au Vanuatu, aux îles Salomon, à Nioué, à Samoa, et aux Tonga.
- Renforcement des capacités du SMN des Tonga pour la gestion informatique et la fourniture de soutien technique par le biais de deux (2) affectations de personnel auprès du PROE
- Publication des Lignes directrices pratiques sur les prévisions climatiques saisonnières pour 14 SMN (les îles Cook, les États fédérés de Micronésie, les Fidji, les Kiribati, la République des îles Marshall, Nauru, Nioué, Palaos, la PNG, le Samoa, les îles Salomon, les Tonga, les Tuvalu et le Vanuatu) afin de comprendre les facteurs climatiques locaux et d'interpréter des prévisions climatiques sur mesure.
- Signature d'un nouveau protocole d'accord avec le centre sur le climat de l'APEC (APCC) en vue de renforcer les services climatiques saisonniers dans la région
- Renforcement du soutien apporté aux services météorologiques nationaux par la mise en œuvre de la transition COSPPac
- Amélioration du renforcement des capacités de Tokélaou grâce à une collaboration avec le PROE afin de perfectionner les outils et produits de prévision climatique.
- Approbation par le Fond vert pour le climat d'un projet de 20,5 millions USD visant à l'amélioration des services d'information climatique pour un développement résilient (CISRDP) de Vanuatu. Le projet soutenait les mises à jour de l'équipement d'observation et de surveillance, les efforts de recherche, de prévisions et de modélisation météorologiques et climatiques ainsi que le renforcement des capacités d'utilisation des informations climatiques afin d'éclairer la prise de décisions quant aux actions à prendre relativement au climat par le département de météorologie et des géorisques du Vanuatu (VMGD) mais également différents secteurs, en particulier ceux du tourisme, de l'agriculture, de la pêche, de l'infrastructure et de la santé, ainsi que des communautés locales dans
- Approbation d'une subvention de 9 millions USD par le Conseil du Fond d'adaptation destinée à la mise en place accompagnée d'activités contribuant à « Renforcer la résilience face au changement climatique des communautés insulaires des États fédérés de Micronésie » par les États fédérés de Micronésie.
- Signature de l'accord pour le projet pour la résilience au changement climatique du Pacifique Intra ACP ACCM+ du FED11 (PACRES) pour une subvention s'élevant à 12 millions EUR destinée à l'organisation d'activités qui sont directement pertinentes pour la mise en œuvre des priorités nationales en matière d'adaptation et d'atténuation du changement climatique, aux contributions déterminées au niveau national, et autres éléments de l'Accord de Paris et du FRDP (Cadre pour un développement résilient dans le Pacifique).
- Approbation par le Fond vert pour le climat (FVC) de projets de préparation pour Nioué et la République des îles Marshall visant au renforcement des capacités institutionnelles et techniques à la mise à disposition d'un appui technique pour les autorités nationales de ces pays en charge de, l'établissement d'une coordination impliquant plusieurs parties prenantes et de mécanismes de consultation, au développement d'un programme national du FVC et d'un Manuel opérationnel pour les autorités nationales désignées.

### **Atténuation**

- Le PROE a dispensé des conseils lors d'ateliers et de réunions auprès de certains pays dans le cadre de la préparation de la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national (CDN) fixées par l'Accord de Paris, notamment s'agissant de la mise en œuvre des activités relatives à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables.
- Les enseignements tirés du projet PIGGAREP ont été diffusés, y compris lors d'ateliers de travail régionaux sur les CDN et HLSM ainsi que durant les réunions et événements en marge de la CCNUCC.
- Tous les pays insulaires océaniques ont confirmé leur CDN dans le cadre du processus de ratification. Celles-ci seront affinées à temps pour l'application effective de l'Accord de Paris en 2020, suite à l'initiative lancée en 2017 visant à établir un pôle régional des CDN.
- Engagement continu du PROE auprès du programme SIDS Dock, qui aide les PÉID à devenir une organisation internationale à part entière. Le bureau océanique du programme SIDS Dock sera implanté au sein du PCCC.
- Le PROE a commandé des projets PIGGAREP+/SIDS Dock à Palaos, à Samoa et à Tuvalu.



# PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1 : CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2017

Composante : CC 1.1 – MISE EN ŒUVRE DES MESURES D'ADAPTATION

Stratégie 1.1: Aider les Membres à élaborer et mettre en œuvre des mesures appropriées d'adaptation et de réduction des risques de catastrophe

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif CC 1.1 pour 2017 – L'adaptation au changement climatique, y compris les approches écosystémiques, est intégrée dans les politiques, stratégies et plans nationaux et sectoriels et est mise en œuvre grâce à des dispositions institutionnelles coordonnées bénéficiant d'environnements favorables à tous les niveaux et dans tous les secteurs ; les activités d'adaptation et d'atténuation sont intégrées pour éviter tout effet délétère sur les écosystèmes.						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : L'adaptation est reconnue comme un aspect essentiel de la réponse au changement climatique, et est intégrée dans les processus de planification nationale de l'adaptation.						
CC 1.1.1 Au moins 10 PIP (Pays insulaires du Pacifique) ont intégré l'adaptation au changement climatique, y compris les approches écosystémiques, et la réduction des risques dans leurs stratégies nationales de développement durable (SNDD) ou leurs équivalents, et des ressources ont été mobilisées en vue de leur mise en œuvre.	<ul style="list-style-type: none"><li>Nombre de Membres ayant intégré l'adaptation au changement climatique dans leurs stratégies nationales de développement durable</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>15 Membres ÉTIO ont intégré l'adaptation dans leurs SNDD (Stratégies nationales de développement durable), et des représentants de ces pays ont été aidés grâce à plusieurs ateliers de renforcement des capacités du système PROE-ONU, lesquels visaient à développer des Plans d'action nationaux (PAN).</li><li>Les activités d'adaptation du PROE ont contribué à intégrer le changement climatique dans les politiques et processus nationaux de 15 ÉTIO.</li><li>Les outils développés dans le cadre du projet PPCR sont utilisés dans les États fédérés de Micronésie et Tuvalu (évaluation de l'adaptation, analyse coût-bénéfice, évaluation de l'agence centrale, et intégration)</li><li>Manuels, lignes directrices et produits issus des connaissances relatifs à l'utilisation des outils développés et transmis aux ÉTIO, notamment grâce au PCCP.</li></ul>	Objectif dépassé		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	97 733	104 584
				Coûts de fonctionnement	415 021	731 258
				Frais d'investissement		
				Sous-total	512 754	835 842
			S'agissant des coûts opérationnels : dépassement des dépenses en raison des fonds supplémentaires débloqués par la Banque asiatique de développement (BAD) pour l'achèvement du PPCR et pour les activités reportées de 2016.			
CC 1.1.2 D'ici 2016, les enseignements des efforts d'adaptation déployés dans la région, y compris dans le cadre du Projet océanien d'adaptation au changement climatique (PACC), auront été documentés dans tous les pays participants et reproduits dans d'autres secteurs dans au moins cinq pays participants au PACC	<ul style="list-style-type: none"><li>Nombre de Membres ayant documenté les enseignements du PACC et d'autres initiatives</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>14 Membres ont documenté les enseignements tirés et largement diffusés du PACC, notamment grâce à des vidéos disponibles via le PCCP.</li><li>Les enseignements tirés du PACC sont utilisés comme référence dans les conférences régionales et internationales.</li></ul>	100%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	85 671	68 852
				Coûts de fonctionnement	897	9 721
				Frais d'investissement		971
				Sous-total	86 568	79 544
			À lire en conjonction avec le point 1111 ci-dessus relatif aux fonds reçus de la part de la BAD.			
	<ul style="list-style-type: none"><li>Nombre de Membres ayant reproduit ces enseignements dans d'autres secteurs.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>La conception du FA dans les États fédérés de Micronésie a intégré les enseignements tirés du PACC dans les domaines de l'eau, de la gestion du littoral, de l'éducation et de la santé.</li><li>En outre, le processus de conception de projet a eu pour résultat le développement d'une nouvelle législation dans les États fédérés de Micronésie, qui imposera l'intégration des risques liés au changement climatique dans l'élaboration des nouveaux projets.</li></ul>	100%			

# PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1 : CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2017

**Stratégie 1.2:** Amélioration des partenariats et de la participation de l'ensemble des intervenants régionaux et internationaux, et renforcement des actions coordonnées de réduction des risques des incidences du changement climatique en conformité avec les dispositions du Cadre océanien d'intervention sur les changements climatiques révisé, à l'appui des initiatives et priorités nationales

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2017 pour le volet CC 1.2.1 Les initiatives régionales et la prestation des services ayant trait à la lutte contre le changement climatique sont bien coordonnées, cohérentes et engendrent des partenariats						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : La coordination a été renforcée par le biais de l'établissement du Partenariat océanien pour la résilience.						
CC 1.2.1 D'ici à 2017, tous les projets d'adaptation seront conformes aux objectifs régionaux approuvés	• Évaluation satisfaisante de la coordination des activités d'adaptation	• coordination de l'adaptation réalisée au travers de plusieurs mécanismes, notamment les DPCC (partenaires de développement en matière de changement climatique), le WARD (Sous-comité exécutif du CORP sur le changement climatique et le développement à l'épreuve des catastrophes) et le PCCR.	100%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	49 740	26 892
				Coûts de fonctionnement	455 912	168 037
	• Systèmes de gestion régionaux et efficaces en place pour appuyer la réalisation des projets.	• Établissement de l'Unité de coordination des projets qui garantit l'instauration des systèmes de gestion efficaces au niveau régional, et soutient l'exécution de projets en offrant une supervision via des structures complémentaires de deux projets ACCM de l'UE.  • Le site Web du RTSM est pleinement opérationnel, la levée de fonds se poursuit et de nouvelles promesses de financement ont été reçues.	100%	Frais d'investissement		
				Sous-total	505 652	194 929
				À lire en conjonction avec le point 1111 ci-dessus, relatif aux fonds reçus de la part de la BAD.		
Objectif de 2017 pour le volet CC 1.3.1 – Le financement et l'aide technique offerts par les partenaires de développement dans le domaine du changement climatique sont coordonnés et harmonisés afin de maximiser les avantages pour les Membres						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : L'établissement de l'Unité de coordination de projets améliorera la mise à disposition des financements liés au changement climatique						
CC 1.3.1 D'ici 2017, les ressources consacrées à l'adaptation auront sensiblement augmenté ; augmentation des fonds décaissés et du nombre de projets mis en œuvre.	• Augmentation en pourcentage des financements annuels consacrés à l'adaptation par rapport aux niveaux de 2010	• Financement annuel pour l'adaptation augmenté, passant de 20 millions USD à 30 millions USD (FVC 21 millions USD, FA 9 millions USD) • Obtention d'un financement pour la réalisation de trois projets régionaux grâce à l'ACCM+ de l'UE (15,6 millions EUR) en 2018	100%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	57 343	34 600
				Coûts de fonctionnement	12 177	74
	• Augmentation en pourcentage du nombre annuel de projets d'adaptation mis en œuvre par rapport au niveau de 2010.	• Deux projets d'adaptation ont augmenté de 50 % depuis 2010 dans le FVC et le FA.	100%	Frais d'investissement		
				Sous-total	69 520	34 674

# PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1 : CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2017

**Composante :** AMÉLIORATION DE LA CAPACITÉ, DES CONNAISSANCES ET DE LA COMPRÉHENSION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DE LA RÉDUCTION DES RISQUES

**Stratégie 2.1 :** Développer et renforcer les capacités d'exécution de programmes de recherche appliquée pour promouvoir l'observation et la surveillance météorologiques, climatiques et océaniques afin d'améliorer la compréhension, la sensibilisation et les applications de riposte ciblée au changement climatique et de réduction associée des risques de catastrophes

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2017 pour le volet CC 2.1.1 : Capacités d'adaptation et de réduction des risques renforcées et processus décisionnels et actions fondés sur un système intégré mis en œuvre grâce à une meilleure compréhension des tendances, prévisions et impacts du changement climatique et des phénomènes extrêmes						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : L'établissement du Partenariat océanien pour la résilience renforcera la coopération.						
CC 2.1.1 D'ici à 2017, au moins 10 Membres auront renforcé leur capacité institutionnelle et disposeront des compétences nationales nécessaires pour utiliser les informations sur le changement climatique et la réduction des risques de catastrophe lors de la prise de décision et de l'élaboration de politiques opportunes.	<ul style="list-style-type: none"><li>Nombre de Membres tenant compte des connaissances sur le changement climatique et des informations sur la gestion des risques de catastrophe aux fins de l'élaboration de politiques</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>16 ÉTIO ont établi leur politique d'après les informations relatives au changement climatique et à la gestion des risques de catastrophes afin de pouvoir prendre des décisions rapides en renforçant les capacités institutionnelles via :<ul style="list-style-type: none"><li>l'adoption de la Stratégie météorologique des îles du Pacifique et la feuille de route océanienne pour les services climatiques qui fournissent des orientations pour les politiques nationales grâce aux modalités de mise en œuvre de la FRDP au travers de réunions conjointes du PCCR et de la plateforme sur les catastrophes qui offrent des indications au PRP.</li><li>le renforcement de la coopération entre les médias et les services météorologiques nationaux via la formation aux médias et à la communication en partenariat avec le COSPPac, le PROE, le RESPAC et le PNUD aux îles Salomon ; et en partenariat avec le PACMAS aux Fidji.</li><li>l'application des informations des projections sur le changement climatique au secteur agricole grâce à un atelier axé sur la culture du cacao, en partenariat avec le CSIRO (Organisation fédérale pour la recherche scientifique et industrielle) dans le cadre de l'information sur les communications relatives à la science climatique du ministère de l'Agriculture et du Commerce aux îles Salomon.</li><li>une meilleure sensibilisation aux informations météorologiques grâce à diverses formations aux médias et à la communication.</li></ul></li></ul>	Objectif dépassé		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	112 610	110 229
				Coûts de fonctionnement	91 050	104 254
				Frais d'investissement		
				Sous-total	203 660	214 483
				Nouveaux financements reçus de la part de la composante Préparation du FVC au Vanuatu.		
Objectif de 2017 pour le volet CC 2.1.2 : Applications améliorées de la gestion du changement climatique et des risques dans les pays et territoires insulaires océaniques grâce à la collecte, à l'analyse et au partage systématiques des informations en tenant compte des situations sociales et économiques et des connaissances traditionnelles						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : La résilience des pays membres est améliorée grâce à la collecte, l'analyse, la gestion et le partage des informations sur la connaissance.						
CC 2.1.2 By 2011 a climate change portal developed; at least five targeted awareness programmes and communication strategies developed and delivered to raise the level of awareness	<ul style="list-style-type: none"><li>The extent to which climate change portal is ready.</li><li>Nombre de programmes de sensibilisation et de communication réalisés dans le domaine du changement climatique</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Le Portail du Pacifique sur le changement climatique est pleinement opérationnel et intègre des outils du site Web PACCSAP, des outils d'aide à la prise de décisions ainsi que des ressources du projet iCLIM qui a élargi la fourniture de données sur le changement climatique via des ateliers proposant des tests par les utilisateurs.</li><li>Les glossaires météorologiques de Samoa et de Nioué ont été publiés en collaboration avec le COSPPac et le FINPAC afin d'améliorer la compréhension de la terminologie météorologique et climatique</li></ul>	100%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	92 253	100 715
				Coûts de fonctionnement	40 908	27 143
				Frais d'investissement		
				Sous-total	133 161	127 858

## PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1 : CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2017

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD
and facilitate information exchange for key sectors		<ul style="list-style-type: none"> <li>les études du Portail du Pacifique sur le changement climatique montrent que 75 % des utilisateurs du portail (aux Fidji, au Vanuatu et aux Tonga) estiment que le portail constitue une valeur ajoutée pour leur travail, et que son atout majeur est sa fonctionnalité de recherche.</li> </ul>		
		<ul style="list-style-type: none"> <li>Les ateliers initiaux du projet Pacific iCLIM 2 sont terminés, tout comme les consultations nationales menées à Samoa et aux Tuvalu, et des accords nationaux de participation ont été signés par les États fédérés de Micronésie, la PNG, Samoa, les Tuvalu et le Vanuatu alors que le processus est toujours en cours pour les Fidji et les Tonga.</li> <li>Au moins 10 Plans de développement de la communication climatique ont été finalisés pour les îles Cook, les Tonga, les Kiribati, Samoa, les Tuvalu, les îles Salomon, le Vanuatu, Nauru et les îles Marshall, ce qui a orienté les SMN dans la diffusion des produits climatiques aux différents secteurs.</li> <li>Le bilan des données et informations nationales sur le changement climatique pour Palaos est terminé, en partenariat avec USAID ISACC</li> </ul>		
<b>Objectif de 2017 pour le volet CC 2.1.3 : Prestation de services météorologiques régionaux adéquate afin d'assurer l'accès en temps utile à des informations météorologiques et océanographiques de qualité</b>				
<b>Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques :</b> <i>Des informations météorologiques et océanographiques de qualité et judicieuses étaient à la disposition de tous les Membres.</i>				
CC 2.1.3 Toutes les recommandations de l'examen des services météorologiques régionaux sont mises en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> <li>Proportion des recommandations issues de l'examen des services météorologiques régionaux mises en œuvre.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Toutes les recommandations émises lors de la révision météorologique régionale relativement au PROE ont été appliquées et des actions se poursuivent, notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>l'appui permanent du PROE et de l'OMM aux SMHN via le Pacific Met, grâce au Desk Partnership et à la coordination des services météorologiques dans la région pour la recommandation incitant à établir un mécanisme de soutien au PROE</li> <li>la mise en place par le secteur de la santé d'initiatives et établissant le statut d'ENSO comme une affirmation régionale, l'approfondissement de la compréhension de l'ENSO, grâce à l'organisation réussie du troisième Forum sur les perspectives climatiques dans le Pacifique (PICOF-3) à Samoa qui rassemble des scientifiques climatiques de la région et leurs homologues du secteur de la santé autour de la recommandation relative à l'établissement du Pacific Met Desk afin qu'il soutienne les SMHN.</li> <li>aider les SMHN à dialoguer avec les bailleurs quant aux priorités pour les recommandations relatives à l'organisation par le PROE des réunions du CMO avec des bailleurs/partenaires de développement</li> <li>appui technique via le département informatique du PROE, en partenariat avec le COSPPac et l'Australie, pour la recommandation relative au développement d'un nouveau site Web des services météorologiques des Tuvalu</li> <li>renforcement des capacités des SMN dans le cadre du projet relatif aux services de prévision climatique mené conjointement par la République de Corée et les îles du Pacifique et en partenariat avec l'APCC. Ce projet a pour</li> </ul> </li> </ul>	100%	
				<b>Budget</b>
				<b>Dépenses réelles</b>
				Coûts du personnel
				Coûts de fonctionnement
				Frais d'investissement
				<b>Sous-total</b>
				<b>225 046</b>
				<b>238 980</b>

## PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1 : CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2017

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
		<p>but de mettre en service le logiciel PICASO (Pacific Islands Climate Advance Seasonal Outlook), il est spécialement conçu pour la région océanienne et générera des prévisions climatiques mensuelles et trimestrielles avancées.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ amélioration des capacités des SMN des Kiribati, des Tuvalu et des îles Cook, et garantie que les stations aérologiques disposent des accessoires appropriés aux opérations liées au Global Upper Air Network (réseau aérologique mondial) et réalisées en partenariat avec le service météorologique national britannique (UKMO) afin de gérer un fonds océanien.</li> <li>• Recommandation visant à garantir la durabilité et la continuité de l'appui technique relatif au logiciel SCOPIC, aux connaissances traditionnelles, et au renforcement des capacités des SMHN, projet COSPPac 2 du ministère de l'Agriculture et du Commerce à finaliser.</li> <li>• Révision des recommandations concernant les PIMS (Stratégies météorologiques des îles du Pacifique) et le développement de la PRSCS (feuille de route du Pacifique pour des services météorologiques renforcés), qui rejoint les recommandations émises par le CMO en 2013 et 2015, adoptées lors du CMO-4 et le PMMM-2 et insistant sur la clarté des instructions pour le SMHN au niveau régional et national en matière d'appui à la météorologie.</li> </ul>				
CC 2.1.4 D'ici 2017, au moins 14 services météorologiques nationaux auront amélioré l'accès aux outils et aux connaissances scientifiques appliquées sur les moteurs du climat océanien et les prévisions en la matière ;	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de services météorologiques nationaux dotés de bases de données sur le climat et les catastrophes naturelles.</li> <li>• Niveau de soutien visé pour les services météorologiques nationaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La base de données CLIDE reste opérationnelle dans 10 SMN</li> <li>• La base de données des connaissances traditionnelles est installée aux Tonga, ce qui améliore la collecte de données, leur stockage, et le suivi des indicateurs climatiques et météorologiques</li> <li>• Amélioration des capacités des Tonga quant à la gestion des bases des données sur le climat et les catastrophes grâce à un stage de deux semaines réalisé au PROE</li> <li>• Les connaissances traditionnelles sur la météorologie et le climat ont renforcé les capacités des SMN à utiliser les outils de prévision modernes comme outils de vérification grâce à des formations organisées au Vanuatu, à Samoa, et aux îles Salomon</li> <li>• Consultation des parties prenantes organisée par le département Météorologie et Géorisques du Vanuatu, ainsi que les médias et les secteurs, ce qui a permis de faire connaître les produits et services du service météorologique destinés à répondre aux besoins des différents secteurs</li> <li>• Produits climatiques examinés dont El Niño, La Niña, le Climate Bulletin et achèvement du glossaire climatique en bichelamar.</li> </ul>	100%		<b>Budget</b>	<b>Dépenses réelles</b>
				Coûts du personnel	331 200	357 713
				Coûts de fonctionnement	323 870	936 034
				Frais d'investissement	3 000	27 003
				<b>Sous-total</b>	<b>658 070</b>	<b>1 320 750</b>
				Dépassement des dépenses dû au report de fonds pour le projet relatif à l'acidification des océans du FINPAC (NZXXB) et WM		

## PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1 : CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2017

**Stratégie 2.2 : Élaborer et exécuter dans la région des programmes coordonnés d'éducation et de sensibilisation et des stratégies de communication, pour améliorer la capacité des Membres à faire face au changement climatique.**

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2017 pour le volet CC 2.2.1 – Les Membres ont amélioré leur prise de conscience du problème et leur capacité à répondre aux impacts du changement climatique						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : Amélioration des capacités des États membres grâce à des données d'observation, des supports d'informations et de sensibilisation aux impacts du changement climatique						
CC 2.2.1 Participation et prise de décision éclairées pour répondre aux impacts du changement climatique	• Nombre d'initiatives durables et concrètes d'adaptation et d'atténuation sur le terrain.	• Mise en œuvre d'au moins huit initiatives durables d'adaptation et d'atténuation. • Le gouvernement néo-zélandais et la Principauté de Monaco ont soutenu le PROE en coopération avec l'USP (université du Pacifique Sud) et la CPS au travers du Partenariat sur l'acidification des océans qui a conduit au lancement d'activités d'adaptation dans quatre ÉTIO (les Fidji, Tokélaou, les Kiribati et le Vanuatu) • Le partenariat avec la fondation Ocean Foundation International a donné lieu à l'application des recommandations issues de l'évaluation de la vulnérabilité des îles du Pacifique à l'acidification des océans de 2015 • Ateliers nationaux de renforcement des capacités et de sensibilisation organisés aux Fidji et aux Kiribati afin d'accroître les connaissances des communautés locales et des partenaires en matière d'acidification des océans et de gestion efficace de la zone littorale.	100%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	24 671	16 918
				Coûts de fonctionnement	363 330	793 925
				Frais d'investissement		6 358
				Sous-total	388 001	817 201
				Cette section doit être lue en conjonction avec la section 1214.1 ci-dessus.		

**Stratégie 2.3 : Aider les Membres à s'acquitter de leurs obligations au titre de la CCNUCC et des protocoles et processus y afférents**

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2017 pour le volet CC 2.3.1 – Assistance fournie en matière de négociations internationales pour promouvoir la réduction des émissions de gaz à effet de serre et obtenir des ressources pour l'adaptation						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : Des formations en négociations se sont poursuivies en 2017 grâce au mécanisme de soutien de haut niveau pour le renforcement des capacités dans les PIP						
CC 2.3.1 D'ici 2017, tous les pays insulaires du Pacifique participent effectivement aux négociations internationales clés sur le changement climatique.	• Proportion de pays insulaires du Pacifique participant aux négociations de la CCNUCC.	• Tous les PIP ont participé aux réunions de négociation CCNUCC, le PROE a obtenu le financement nécessaire à l'envoi de 11 délégués à la CdP23 en plus de trois autres participants par pays	100%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	74 318	49 032
				Coûts de fonctionnement	56 232	254 214
				Frais d'investissement		
				Sous-total	130 550	303 246
CC 2.3.2 Nombre accru de contributions de la région au cinquième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)	• Nombre de contributions océaniques au cinquième rapport du GIEC	• Trois chercheurs océaniques ont endossé des rôles de premier plan lors de la rédaction de chapitres du GIEC pour le 6 <sup>e</sup> rapport d'évaluation. En outre, d'autres articles et publications ont été documentés pour être utilisés par les groupes de travail du GIEC  • Le 5 <sup>e</sup> rapport d'évaluation a été finalisé, et 3 chercheurs océaniques ont endossé des rôles de premier plan pour la rédaction de chapitres du GIEC. Plusieurs autres contributions sous formes d'articles et de publications ont été compilées	100%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	12 525	5 555
				Coûts de fonctionnement		65
				Frais d'investissement		

## PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1 : CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2017

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
		<ul style="list-style-type: none"> <li>Le PROE a facilité la participation des directeurs du Pacific Met à la réunion des auteurs du GIEC, ce qui a permis un échange bien coordonné d'informations et de données sur le changement climatique avec d'autres pays menés par les SMN océaniques</li> </ul>		Sous-total	12 525	5 620

### Composante CC 3.1 : CONTRIBUTION À LA RÉDUCTION DES ÉMISSIONS MONDIALES DE GAZ À EFFET DE SERRE (GES)

**Stratégie 3.1 :** Promouvoir le développement à faible intensité de carbone en aidant les Membres à mettre en œuvre, en partenariat avec le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique et la Politique énergétique régionale, des mesures d'un bon rapport coût-efficacité sur les énergies renouvelables et le rendement énergétique, des technologies à faible intensité de carbone et un suivi des émissions de GES

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2017 pour le volet CC 3.1.1 – Promotion et application de mesures et de technologies d'un bon rapport coût-efficacité en matière de rendement énergétique						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : L'établissement du pôle régional des CDN contribuera à promouvoir l'efficacité énergétique						
CC 3.1.1 D'ici à 2017, les technologies à haut rendement énergétique seront largement utilisées dans la région	<ul style="list-style-type: none"><li>Pourcentage de mégawatts heures économisés et capacité de production d'énergie renouvelable installée (en mégawatts) par rapport à 2010</li><li>Nombre de meilleures pratiques et d'enseignements tirés du projet PIGGAREP diffusés. d'ici à 2015.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Deux projets nationaux commandés en 2017, à la suite de la fin du projet PIGGAREP</li><li>Les bonnes pratiques et les enseignements tirés du projet PIGGAREP ont continué d'être diffusés par le biais du PCCP (Portail du Pacifique sur le changement climatique) et de conférences régionales et internationales</li></ul>	70%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	27 730	20 100
				Coûts de fonctionnement	671	29 097
				Frais d'investissement		
				Sub Total	28 401	49 197
	Dépassement des dépenses dû au report de fonds destinés à l'achèvement du projet PIGGAREP...					
	<ul style="list-style-type: none"><li>Système régionaux de gestion des projets mis en œuvre</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Un échange d'informations et une coordination ont eu lieu grâce aux réunions régulières des DPCC (partenaires de développement en matière de changement climatique) et du WARD (Sous-comité exécutif du CORP sur le changement climatique et le développement à l'épreuve des catastrophes) du PCCP en 2017</li><li>Le CORP entretient une coordination étroite dans le cadre de l'élaboration de deux projets AMCC+ de l'UE en 2017</li></ul>				
Objectif de 2017 pour le volet CC 3.2.1 – Promotion et application de mesures et de technologies d'un bon rapport coût-efficacité en matière d'énergies renouvelables						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : L'établissement du pôle régional des CDN contribuera à promouvoir la résilience du Pacifique						
CC 3.2.1 D'ici à 2017, tous les Membres auront mis en œuvre des technologies d'exploitation des énergies renouvelables et	<ul style="list-style-type: none"><li>Nombre de cibles ou feuilles de route nationales sur les énergies renouvelables adoptées d'ici 2015</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Six feuilles de route nationales développées, grâce aux contributions techniques du PROE</li><li>CDN converties à partir des INDC (contributions escomptées déterminées au niveau national) suite à la ratification de tous les PIP alors que le PROE continuait</li></ul>	100%		Budget	Dépenses réelles
				Personnel Costs	20 128	11 401
				Operating Costs		13 072
				Capital Costs		



## PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1 : CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2017

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
seront dotés de plans pour en accroître l'utilisation.	• Nombre de nouvelles études de faisabilité réalisées d'ici 2015	à fournir des services consultatifs et contribuait au développement du pôle régional des CDN.		Sub Total	20 128	24 473
	• Nombre de embres mettant en œuvre des technologies d'exploitation des énergies renouvelables grâce aux conseils du PRO	• Le PROE fournissait des avis sur les technologies renouvelables aux pays membres, à leur demande • Les travaux visant à améliorer les CDN ont progressé en 2017 grâce aux services consultatifs techniques du PROE				
Objectif de 2017 pour le volet CC 3.3.1 – Inventaires de gaz à effet de serre et évaluations des besoins techniques réalisés						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : Les travaux menés dans ce domaine sont désormais axés sur le développement des directives de l'Accord de Paris et restent à finaliser						
CC 3.3 D'ici à 2017, tous les Membres disposeront d'inventaires précis de leurs émissions et d'évaluations de leurs besoins techniques	• Nombre de nouveaux inventaires de GES, et de bases de référence BUR et NDC achevées d'ici 2016.	• Les travaux visant à améliorer les CDN ont progressé en 2017 grâce aux services consultatifs du PROE	100%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	20 128	11 401
				Coûts de fonctionnement		
				Frais d'investissement		
				Sous-total	20 128	11 401
Objectif de 2017 pour le volet CC 3.4.1 – Appui fourni pour renforcer la capacité des Membres et sensibilisation aux mécanismes internationaux de compensation des émissions de carbone						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : Les travaux menés dans ce domaine sont désormais axés sur le développement des directives de l'Accord de Paris et restent à finaliser						
CC 3.4.1 D'ici 2017, tous les embres seront dotés d'une autorité nationale d'application des mécanismes de compensation des missions de carbone et auront laboré des projets au titre du écanisme pour un éveloppement propre (MDP) du Protocole de Kyoto	• Nombre d'autorités nationales désignées établies dans le cadre des nouveaux mécanismes de Paris d'ici 2017. • Capacité au niveau régional à appuyer la mise en œuvre national des travaux d'atténuation	• Les autorités nationales désignées sont établies dans tous les PIP pour le Fond vert pour le climat et mises en place pour le CDM (mécanisme de développement propre) • Trois projets CDM ont été mis en œuvre par des PIP • Un appui au renforcement des capacités a été fourni dans le cadre de l'aide aux PIP en matière de CDN • Les travaux dans ce domaine restent encore l'objet de négociations internationales	100%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel		
				Coûts de fonctionnement		
				Frais d'investissement		
				Sous-total		
				Budget	Dépenses réelles	
				Coûts du personnel	\$1,097,577	\$1,036,422
				Coûts de fonctionnement	\$1,893,585	\$3,187,444



## PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1 : CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2017

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD	
<b>TOTAL PROGRAMME 1</b>			Frais d'investissement	\$3,000	\$34,332
			Sous-total	\$2,994,162	\$4,258,199

## 2. BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE

**Objectifs du programme :** D'ici 2015, tous les Membres auront amélioré la gestion durable des écosystèmes et de la biodiversité insulaires et océaniques pour le bien des communautés, des modes de subsistance et des objectifs nationaux de développement durable, grâce à une compréhension accrue de la gestion écosystémique et à la mise en œuvre des Plans d'action nationaux et stratégies pour la biodiversité

**Évaluation générale :** D'ici 2017, 75 % des objectifs du plan stratégique du BEM seront atteints à 80-100 %. De grands succès ont été obtenus pour remédier et sensibiliser aux problèmes des espèces envahissantes, les États insulaires océaniques connaissent une bonne dynamique pour atteindre les objectifs d'Aichi du CDB. Les capacités du PROE pour soutenir les initiatives sur les aires protégées se sont améliorées en travaillant avec les partenaires, et une meilleure gestion des océans est à présent au programme des PIP.

### Les faits marquants incluent

- *Écosystèmes insulaires et océaniques*
- La réunion annuelle de la Table ronde du Pacifique pour la conservation de la nature (PIRT) était axée sur la coordination du soutien régional pour les engagements volontaires mondiaux pris par les pays insulaires océaniques lors de la Conférence des Nations Unies sur les océans.
- Évaluation réussie de l'efficacité de la gestion des zones protégées pour toutes les zones protégées de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et publication de la méthode d'évaluation globale adaptée à la région du Pacifique insulaire.
- Le projet régional APA du FEM a aidé trois pays à se conformer aux exigences du Protocole de Nagoya au travers de l'examen et du développement des mécanismes juridiques pour l'accès et le partage des avantages. Tous les pays participants ont désormais accès à un appui technique qui les accompagne dans la mise en œuvre des obligations du Protocole de Nagoya.
- Finalisation des produits de communication (documentaire vidéo et compilation d'études de cas) destinés à la promotion des résultats du projet pour une diversité insulaire intégrée (IIB) de l'Alliance FEM-Pacifique dans les quatre pays participants (Îles Cook, Nauru, les Tonga et les Tuvalu)
- Une contribution technique fournie via le groupe de travail du secteur marin, l'Alliance pour l'océan Pacifique et des conseils directement donnés aux pays ont permis aux Membres d'adopter des positions fermes sur les besoins des PÉID qui ont contribué à des résultats positifs suite aux négociations mondiales menées entre autres lors de la Conférence des Nations Unies sur les océans, le processus du Prep Comm sur la protection des BBNJ, les Objectifs et indicateurs de développement durable des Nations unies, ainsi que la proposition Ocean Pathway présentée à la CdP23 de Bonn.
- Neuf nouveaux stagiaires de pays membres du PROE ont achevé le Programme de bourses pour la gestion des récifs coralliens 2016 qui s'est déroulé dans le Parc marin du récif de la Grande barrière de corail.
- Finalisation du projet de mise à jour du statut et des tendances des récifs coralliens avec le GCRMN (Réseau mondial de surveillance des récifs coralliens) et neuf nouveaux boursiers océaniques formés à la gestion des récifs coralliens et ainsi qu'aux méthodes de leadership.
  - Soutien à la 7<sup>e</sup> réunion régionale Ramsar Oceania durant laquelle ont pu être identifiés les besoins à venir des Membres dans le cadre du Plan d'action régional pour les zones humides ; la planification des projets de résolutions de la CdP14 sur le carbone bleu, la culture et les zones humides ; et proposition pour une initiative régionale Oceania Ramsar.
- Un projet de biorégionalisation marine du sud-est du Pacifique a débuté avec le CSIRO, il a pour but d'accroître la compréhension écologiquement saine de la répartition des systèmes côtiers et marins afin qu'elle puisse servir à la planification de l'espace marin à l'échelle régionale et nationale.
- L'analyse et la cartographie de l'écosystème et de la résilience socio-économique (ESRAM) sont achevées pour toutes les zones du projet afin de déterminer les options pour l'adaptation écosystémique au changement climatique.

### ***Espèces menacées et migratrices***

- 18 zones recommandées par des experts régionaux et internationaux pour l'attribution du statut de Zones importantes pour les mammifères marins (IMMA), et cinq autres zones ont été soumises à l'obtention du même statut d'IMMA.
- La Conférence Baleines dans un océan en évolution qui a été accueillie par le gouvernement des Tonga, où 14 États membres ont signé la Déclaration de l'Année de la baleine des îles du Pacifique
- La CdP12 de la CMS a inscrit le requin bleu à l'Annexe II de la Convention, sur une proposition des gouvernements de Samoa et du Sri Lanka
- L'exposition Tjibaou, en Nouvelle-Calédonie, a présenté 11 artistes provenant de quatre pays et territoires des îles du Pacifique en commémoration de la campagne de l'Année de la baleine
- L'atelier régional de mise en œuvre de la CITES a été organisé aux Fidji.

- Démarrage de l'étude sur les requins visant à évaluer la diversité et l'abondance des requins au Samoa à l'aide d'un système vidéo sous-marin doté d'appâts et contrôlé à distance.
- Révision, actualisation et adoption par les Membres des Plans d'action pour les espèces marines.

### • ***Espèces envahissantes***

- Élaboration du descriptif du projet du FEM 6 visant à « *renforcer les capacités régionales et nationales afin de réduire l'impact des espèces exotiques envahissantes sur la biodiversité d'importance mondiale dans le Pacifique* » (6 252 000 USD).
- Préparation de projet pour la composante espèces envahissantes du projet Territoires d'outre-mer du FED11 (env. 5 millions EUR).
- Adoption de la proposition et mise en œuvre initiale du projet de mobilisation des données nationales et régionales dans le Pacifique ainsi que du renforcement des capacités d'élaboration de projets (188 000 EUR).

## PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2: Biodiversité et gestion écosystémique | 2017

### Composante: BEM 1 – ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES ET OCÉANIQUES

**Stratégie:** Promouvoir et soutenir la gestion et la conservation des écosystèmes insulaires, côtiers et marins ainsi que la biodiversité unique de la région

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD															
Objectif de 2016 pour le volet BEM 1.1 – Amélioration de la gestion écosystémique chez les Membres et mise en œuvre de stratégies de conservation pour réduire la perte et la dégradation de la biodiversité et des habitats terrestres et marins, y compris la mise en œuvre d'accords multilatéraux sur l'environnement et d'activités régionales pertinentes en matière de conservation																			
<i>Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : Grâce au soutien apporté par le PROE, tous les Membres ont depuis plusieurs années instauré leurs stratégies et plans d'action nationaux ou mécanismes équivalents en faveur de la biodiversité (NBSAP). De même, tous les Membres disposent d'AMP établis afin de correspondre à leurs systèmes existants. Le projet de l'Alliance FEM-Pacifique IIB a renforcé les capacités locales et nationales à utiliser des outils spécifiques notamment les P3DM, la planification spatiale marine et le système de normes ouvertes Mirardi pour aider à la gestion et à la planification de la conservation dans les îles Cook. Un protocole d'accord conclu avec le Centre mondial de surveillance continue de la conservation (WCMC) du PNUE contribue constamment à améliorer l'accès aux données et aux informations sur les aires protégées disponibles dans le pays et partagées grâce au portail des aires protégées des îles du Pacifique. Le programme du PROE pour les aires protégées facilite et coordonne le soutien régional apporté aux aires protégées dans la région insulaire océanienne, en vue de réaliser l'objectif 11 d'Aichi et autres ambitions dont l'adaptation d'un outil mondial d'évaluation de l'efficacité de la gestion destiné à la région des îles du Pacifique développé dans le cadre de l'évaluation de l'ensemble des aires protégées en PNG. Les Formation et atelier initiaux du projet APA du FEM ont aidé tous les pays insulaires du Pacifique dans la mise en œuvre du Protocole de Nagoya en vertu de la CBD et ont également aidé trois pays à devenir conforme au Protocole de Nagoya grâce à l'examen et à l'élaboration de mécanismes juridiques pour l'accès et le partage d'avantages.</i>																			
<i>Les activités du PROE ont soutenu le déroulement de plusieurs initiatives s'inscrivant dans le Cadre pour un paysage océanique du Pacifique, en particulier grâce à une contribution technique obtenue via le groupe de travail pour le secteur marin, l'Alliance pour l'océan Pacifique et des conseils directement fournis aux pays. Ceux-ci ont permis aux Membres d'adopter des positions fermes au sujet des besoins des PÉID du Pacifique qui ont permis d'obtenir des résultats positifs suite aux négociations mondiales menées lors de divers événements dont la Conférence des Nations Unies sur les océans, du processus du Prep Comm sur la protection des BBNJ, les Objectifs de développement durable de l'ONU, les objectifs et les indicateurs ainsi que la proposition Ocean Pathway présentée à la CdP23 de Bonn. Processus de planification de l'espace marin dans au moins sept États membres, des ébauches de cartes des biorégions marines et des descriptions ont significativement renforcé les capacités en matière de planification de l'espace marin (MSP) à l'échelle nationale. Ceci combiné à la promotion des questions relatives à la gestion intégrée des océans lors de grands événements mondiaux a contribué à générer une forte attention internationale, nationale et régionale qui permet l'amélioration de la planification multisectorielle de la conservation des systèmes océaniques et de la biodiversité au travers du développement durable. Neuf nouveaux stagiaires dans le cadre du Programme de bourses pour la gestion des récifs coralliens 2017 et développement d'un projet de mise à jour régionale du statut et des tendances du récif corallien ont renforcé les capacités des îles du Pacifique en matière de gestion des impacts anthropiques et climatiques sur les récifs coralliens, de préparation à de nouvelles actions stratégiques lors de l'Année internationale du récif et de l'Année océanienne des récifs coralliens, en 2018 et 2019.</i>																			
BEM 1.1.1 Au moins 50 % des Membres exécutent leurs Plans d'action nationaux et stratégies pour la biodiversité (PANSB) ou leurs équivalents.	<ul style="list-style-type: none"><li>Nombre de Membres exécutant leur PANSB ou l'équivalent</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Quatorze Membres ont mis en œuvre des stratégies et plans d'action nationaux en faveur de la biodiversité (NBSAP) ou des objectifs équivalents grâce à des activités au soutien constant :<ul style="list-style-type: none"><li>formation et atelier régionaux du projet APA organisés à Samoa, avec 14 États insulaires océaniques représentés et 24 participants provenant de pays ou d'agences de bailleurs.</li><li>organisation d'ateliers nationaux sur l'APA au Vanuatu et aux Fidji qui ont évalué les besoins en renforcement des capacités et lancé l'examen et/ou le développement de mesures juridiques visant à réglementer l'accès et le partage des avantages.</li><li>fourniture d'une assistance technique aux pays, notamment une analyse des lacunes en termes de capacités pour les Fidji et le Vanuatu, révision du projet de législation APA pour Palaos, et préparation de la rédaction d'instructions générales pour l'élaboration de lois APA dans les pays du Pacifique.</li><li>finalisation des lignes directrices et du modèle pour la préparation des documents qui seront présentés par le cabinet pour la ratification du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages.</li></ul></li></ul>	Résultats excédés	<table><tr><td></td><td>Budget</td><td>Dépenses réelles</td></tr><tr><td>Coûts du personnel</td><td>57 920</td><td>139 380</td></tr><tr><td>Coûts de fonctionnement</td><td>403 113</td><td>137 731</td></tr><tr><td>Frais d'investissement</td><td>4 000</td><td>886</td></tr><tr><td>Sous-total</td><td>465 033</td><td>277 997</td></tr></table>		Budget	Dépenses réelles	Coûts du personnel	57 920	139 380	Coûts de fonctionnement	403 113	137 731	Frais d'investissement	4 000	886	Sous-total	465 033	277 997
	Budget	Dépenses réelles																	
Coûts du personnel	57 920	139 380																	
Coûts de fonctionnement	403 113	137 731																	
Frais d'investissement	4 000	886																	
Sous-total	465 033	277 997																	

## PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2: Biodiversité et gestion écosystémique | 2017

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
					Budget	Dépenses réelles
BEM 1.1.2 D'ici 2017, les Membres auront augmenté le nombre ou l'étendue des aires de conservation terrestres et marines dûment gérées par rapport à 2010 et atteint des cibles individuelles ; par exemple, dans le cadre du Programme de travail sur les aires protégées de la Convention sur la diversité biologique (CDB).	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre et étendue des aires de conservation dûment gérées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Aires de conservation terrestres et marines gérées efficacement dans au moins trois États membres comme démontré lors de : <ul style="list-style-type: none"> <li>la planification de l'espace marin du parc naturel de la mer de corail de Nouvelle-Calédonie et les processus de consultation publique, qui ont permis l'élaboration d'un projet de plan de gestion pour les AMP</li> <li>l'élargissement et adoption de la législation pour Mara Moana aux îles Cook.</li> <li>l'évaluation de l'efficacité de la gestion de toutes les aires protégées de Papouasie-Nouvelle-Guinée grâce au rapport d'évaluation et à une méthode adaptée au Pacifique insulaire présentés au gouvernement de PNG, aux partenaires et aux Membres du PROE lors d'un événement organisé en marge de la Conférence du PROE</li> </ul> </li> <li>Soutien aux activités de renforcement des capacités menées avec les agences gouvernementales et les ONG partenaires qui contribuent à la gestion efficace de la conservation terrestre et marine dans le PIP, via : <ul style="list-style-type: none"> <li>l'élaboration de lignes directrices relatives à la planification de l'espace marin pour la région du Pacifique qui seront ensuite soumises à examen plus général.</li> <li>le protocole d'accord scellant un partenariat entre le PROE et le Centre de surveillance de la conservation de la nature du PNUE (PNUE-WCMC) visant à renforcer et à améliorer la qualité des ensembles de données des îles du Pacifique dans la base de données mondiale des aires protégées (WDPA) et la base de données mondiale sur l'efficacité de la gestion des aires protégées.</li> <li>la tenue d'ateliers nationaux destinés aux parties prenantes des aires protégées aux Samoa et Vanuatu et adoption d'un processus et d'un mécanisme pour la collecte de données et d'informations relatives aux aires protégées afin de soutenir la mise en œuvre nationale de l'objectif 11 d'Aichi.</li> <li>la formation aux GIS (systèmes d'informations géographiques) dispensée aux parties prenantes des aires protégées au Vanuatu soit 12 participants provenant d'agences gouvernementales et d'ONG.</li> <li>le développement d'une nouvelle conception préliminaire et finalisée pour le PIPAP</li> <li>le marquage des ressources liées à la biodiversité ou aux aires protégées sur le réseau océanien d'information environnementale du PROE (PEIN) accompli et élargissement de l'accès des utilisateurs du PIPAP à l'ensemble de ressources du PEIN relatives aux aires protégées.</li> <li>la formation pratique effectuée au Samoa sur la collecte des données dans les aires protégées au moyen du Global Positioning System (GPS) et l'analyse de données à l'aide de systèmes d'informations géographiques (GIS).</li> <li>la réunion du groupe de travail en charge des aires protégées, organisée dans le cadre de la réunion de la Table ronde des îles du Pacifique aux îles Salomon, a contribué à renforcer la coordination du soutien apporté par les partenaires aux pays se trouvant dans leurs aires protégées suite aux engagements pris lors de la Conférence des Nations Unies sur les océans de 2017.</li> </ul> </li> </ul>	85%			
				Coûts du personnel	65 643	69 292
				Coûts de fonctionnement	65 784	116 244
				Frais d'investissement	2 678	1 463
				<b>Sous-total</b>	<b>134 105</b>	<b>186 999</b>

## PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2: Biodiversité et gestion écosystémique | 2017

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
					Budget	Dépenses réelles
BEM 1.1.3 Chaque pays ou territoire insulaire océanien gère au moins une aire marine protégée (AMP) dûment.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de Membres gérant une aire marine protégée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Lancement d'initiatives de renforcement des capacités en vue d'améliorer l'efficacité de la gestion des AMP et les processus de consultation dans tous les États membres, notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>apport d'une assistance technique et de lignes directrices relatives à la planification de l'espace marin (MSP) et aux aires marines protégées (AMP) à destination des professionnels dans tous les États et territoires membres via le groupe de travail en charge des aires protégées, le PIPAP, le réseau BIOPAMA des gestionnaires de grandes AMP et le projet Ceinture bleue pour la biodiversité.</li> <li>processus de consultation des parties prenantes et projet de plan de gestion des AMP développé pour le parc marin de la mer de Corail de Nouvelle-Calédonie, via le projet Ceinture bleue, ce qui a permis l'engagement du public dans le Plan.</li> <li>formation à la MSP dispensée à 5 professionnels de Nouvelle-Calédonie et de Wallis-et-Futuna.</li> <li>faisabilité et conception de parcours éducatifs sous-marins pour sept sites en Polynésie française et développement du concept à Wallis-et-Futuna.</li> <li>facilitation d'un échange de sites semblables AMP afin que les îles Cook puissent participer à l'étude de surveillance des atolls d'Entrecasteaux en Nouvelle-Calédonie, ce qui a renforcé les capacités scientifiques des îles Cook en matière de gestion de l'AMP.</li> <li>organisation d'une formation à l'utilisation du système d'informations géographiques environnementales (ESIS) et à l'application des données spatiales pour décrire les biorégions marines dans les pays du projet MACBIO (le Vanuatu, les îles Salomon, les Fidji, les Tonga et les Kiribati).</li> <li>processus nationaux de planification de l'espace marin développés plus avant avec les partenaires du projet MACBIO aux Tonga, au Vanuatu, aux îles Salomon, aux Fidji et aux Kiribati.</li> </ul> </li> </ul>	75%			
				Coûts du personnel	32 425	115 851
				Coûts de fonctionnement	233 634	19 849
				Frais d'investissement		
				<b>Sous-total</b>	<b>266 059</b>	<b>135 700</b>
BEM 1.1.4 Au moins une initiative régionale sur le paysage océanique (Oceanscape) pleinement opérationnelle	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre d'initiatives régionales sur le paysage océanique pleinement opérationnelles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Initiatives et actions régionales supplémentaires relatives au paysage océanique réalisées grâce aux activités suivantes <ul style="list-style-type: none"> <li>la stratégie pour les océans du PROE et le budget associé ont été élaborés, ce qui a contribué à accroître les partenariats internationaux et les investissements (p. ex. avec le programme de l'économie marine du Commonwealth) et à faciliter les actions interdisciplinaires qui s'inscrivent dans le Cadre pour un paysage océanique.</li> <li>contribution technique relative aux questions portant sur l'environnement côtier et marin afin de développer des orientations stratégiques régionales avec le groupe de travail sur le secteur marin et l'Alliance pour l'océan Pacifique.</li> <li>Apport d'un soutien direct aux Membres du PROE pour les négociations du Prep Comm des Nations Unies relatives au développement d'un accord international de protection de la biodiversité au-delà de la juridiction nationale (BBNJ).</li> <li>Préparation de notes techniques et politiques, de recommandations et de présentations de haut niveau pour les délégués océaniques à la Conférence 2017 de l'ONU sur l'ODD14 relatif aux océans et aux indicateurs principaux du Pacifique pour l'ODD14 (Actions 2B, 3C et 4B du FPO).</li> </ul> </li> </ul>	100%			
				Coûts du personnel	21 617	19 569
				Coûts de fonctionnement		71 740
				Frais d'investissement		
				<b>Sous-total</b>	<b>21 617</b>	<b>91 309</b>

## PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2: Biodiversité et gestion écosystémique | 2017

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
		<ul style="list-style-type: none"> <li>élaboration de fiches d'information marines régionales du PROE qui ont été fournies à la section océanique des rapports régionaux sur la mer série n° 202 sur le ABNJ.</li> <li>contributions régionales du PROE aux réunions COI-UNESCO/PNUE/PNUD-FEM/FAO sur la gouvernance et la gestion océaniques ainsi que les priorités du programme régional sur les mers du PNUE relatifs aux océans et récifs coralliens (Actions 4B et 5D FPO) s'appliquant les Membres du PROE</li> <li>réalisation de plusieurs présentations pour la CdP23 de Bonn sur le changement climatique reprenant les questions stratégiques régionales du PROE en matière de conservation littorale et marine ce qui a aidé à accroître les appuis internationaux pour la proposition climat-océans.</li> </ul>				
BEM 1.1.5 D'ici 2017, au moins deux nouveaux pays insulaires océaniques auront ratifié la Convention de Ramsar	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de pays insulaires océaniques ayant ratifié la Convention de Ramsar</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un total de six îles du Pacifique participant à la Convention Ramsar, sans autre augmentation en 2017, avec toutefois un appui fourni aux Membres, notamment :               <ul style="list-style-type: none"> <li>soutien de la 7<sup>e</sup> réunion régionale Ramsar Oceania lors de laquelle ont été identifié les besoins futurs des Membres dans le cadre du Plan d'action régional pour les zones humides ; ont été élaboré les projets de résolution pour la CdP24 sur le carbone bleu et la culture &amp; les zones humides ; et fut proposée une initiative régionale Oceania Ramsar.</li> <li>conseil technique dispensé aux Tonga, au Vanuatu et à Palaos sur l'évaluation et la désignation des sites Ramsar potentiels.</li> <li>réalisation du premier inventaire national complet des zones humides pour Wallis-et-Futuna, dispense de formations et d'aide dans la réalisation de cet inventaire et lors du processus de nomination de sites Ramsar en vertu de la Convention Ramsar.</li> </ul> </li> </ul>	75%		<b>Budget</b>	<b>Dépenses réelles</b>
				Coûts du personnel	5 404	4 892
				Coûts de fonctionnement		1 605
				Investissements		
				<b>Sous-total</b>	<b>5 404</b>	<b>6 497</b>
BEM 1.1.6 D'ici à 2017, mise en œuvre du Plan d'action régional pour les zones humides, coordonnée avec tous les partenaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>Degré de mise en œuvre du Plan d'action régional pour les zones humides</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les PIP ont reçu un appui technique pour l'élaboration du projet de mise à jour du statut et des tendances des récifs coralliens finalisé avec le réseau mondial de surveillance du récif corallien du Pacifique (GCRMN).</li> <li>Description préliminaire développée pour un Plan d'action régional pour les zones humides avec le Secrétariat de la Ramsar.</li> <li>Le protocole d'accord de partenariat signé avec CRIOBE a ouvert la voie vers le partage du stockage et la gestion conjointe d'une base de données régionale sur les récifs coralliens, une amélioration de la coordination avec le GCRMN du Pacifique et un renforcement des capacités en matière de gestion et de surveillance des récifs coralliens.</li> <li>Neuf nouveaux stagiaires de pays membres du PROE ayant achevé le Programme de bourses pour la gestion des récifs coralliens de 2016 qui s'est déroulé dans le Parc marin du récif de la Grande barrière de corail ont reçu un accompagnement visant à renforcer leurs capacités d'application des méthodologies de gestion des récifs coralliens.</li> </ul>	85%		<b>Budget</b>	<b>Dépenses réelles</b>
				Coûts du personnel	10 809	9 785
				Coûts de fonctionnement	16 800	15 910
				Frais d'investissement		
				<b>Sous-total</b>	<b>27 609</b>	<b>25 695</b>

## PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2: Biodiversité et gestion écosystémique | 2017

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2017 pour le volet BEM 1.2 – Adaptation écosystémique (EbA) largement reconnue et utilisée en tant qu'élément clé des mesures d'adaptation au changement climatique						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : L'importance et la valeur des approches en matière d'adaptation écosystémique ont acquis une dynamique considérable dans la région grâce aux initiatives du PROE. Cela comprend le travail réalisé aux îles Salomon (Choiseul et Honiara), aux Fidji (Lami Town, Taveuni et Macuata), au Samoa, aux Tonga et au Vanuatu (Port Vila et Tanna). Avec d'autres divisions, le BEM encourage l'adaptation écosystémique par la création de partenariats, la collaboration avec toutes les parties prenantes, le renforcement des capacités, la production de produits de communication, la recherche sociale et écologique, les conseils politiques et techniques et la mise en place d'activités sur le terrain.						
BEM 1.2.1 D'ici à 2017, cinq exemples d'adaptation écosystémique au changement climatique mis en œuvre par les ÉTIO.	<ul style="list-style-type: none"><li>Nombre exemples d'actions d'adaptation écosystémique mis en œuvre</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Au moins six exemples d'adaptation écosystémique (EbA) mis en œuvre dans les ÉTIO repris ci-dessus :<ul style="list-style-type: none"><li>lancement des lignes directrices et de l'outil pour les îles du Pacifique relatifs à l'analyse coût-bénéfice EbA .</li><li>achèvement de l'analyse sur la résilience écosystémique et socio-économique et des études d'évaluation (ESRAM) pour les Fidji [niveau national, niveau provincial (Macuata), niveau insulaire (Taveuni)], îles Salomon [niveau national, niveau municipal (Honiara), niveau insulaire (Wagina)] ; et Vanuatu [niveau national, niveau municipal (Port Vila), niveau insulaire (Tanna)].</li><li>réalisation de l'évaluation des options d'adaptation écosystémique pour les sites de projet dans la province de Macuata et Taveuni aux Fidji, à Honiara et Wagina aux îles Salomon, à Port Vila et Tanna dans le Vanuatu.</li><li>accomplissement des plans de mise en œuvre de l'adaptation écosystémique pour les activités de présentation de tous les sites de projets et établissement des modalités d'instauration.</li><li>facilitation d'un dialogue et d'une mission d'apprentissage sur l'intégration de la biodiversité et du changement climatique au niveau national dans la région insulaire du Pacifique avec le gouvernement des Fidji et le Secrétariat CBD.</li></ul></li></ul>	100%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	462 414	509 502
				Coûts de fonctionnement	657 645	655 783
				Frais d'investissement		1 210
				Sous-total	1 120 059	1 166 495
Objectif de 2017 pour le volet BEM 1.3 – Amélioration des partenariats de coopération et de l'engagement de toutes les parties prenantes nationales et régionales et renforcement de l'action concertée sur la conservation de la biodiversité, conformément à la Stratégie d'action pour la conservation de la nature, à l'appui des initiatives et priorités nationales						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : Aide fournie par le biais de la Table ronde du Pacifique, la CdP de la CBD, et des Communautés de l'action océan d'ONU-Océans afin d'accompagner les pays et les ONG promouvant la biodiversité dans la coordination des engagements volontaires pris par la région océanienne lors de la Conférence des Nations Unies sur les océans. Depuis quelques années, la Table ronde du Pacifique dispose de quatre groupes de travail (GT) pleinement opérationnels : le GT sur les espèces, le GT sur les espèces envahissantes, le GT sur les aires protégées et le GT sur le droit de l'environnement.						
BEM 1.3.1 Groupes de travail de la Table ronde pour la conservation de la nature pleinement opérationnels et jouant le rôle de meneurs et coordinateurs régionaux pour les questions clés	<ul style="list-style-type: none"><li>Proportion de groupes de travail de la Table ronde pour la conservation de la nature pleinement opérationnels</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Au moins quatre groupes de travail de la Table ronde pour la conservation de la nature sont établis et fonctionnels dans les ÉTIO. Ils offrent un encadrement régional avec l'appui du Secrétariat.</li><li>Organisation de la 20e réunion de la Table ronde sur le thème « Les océans à un seuil critique, des engagements mondiaux aux actions régionales » qui a enclenché le soutien régional envers les pays ayant pris des engagements volontaires lors de la Conférence des Nations Unies sur les océans de 2017.</li><li>Les réunions en table ronde ont facilité la communication autour des progrès de mise en œuvre du Cadre régional pour la conservation de la nature.</li><li>Le Secrétariat a poursuivi sa présidence du groupe de travail sur les aires protégées ainsi que sa tâche de coordination du soutien apporté aux PIP dans la mise en œuvre de l'objectif 11 d'Aichi, notamment au moyen du Portail des aires protégées des îles du Pacifique (PIPAP) en tant qu'outil d'information et de réseautage efficace.</li><li>Le Secrétariat a continué de coprésider le groupe de travail sur les espèces dans le cadre des activités de la Table ronde des îles du Pacifique (PIRT).</li></ul>	100%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	95 952	86 831
				Coûts de fonctionnement	33 859	14 921
				Frais d'investissement		
				Sous-total	129 811	101 752



## PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2: Biodiversité et gestion écosystémique | 2017

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2017 pour le volet BEM 1.4 – Le PROE assume son rôle de coordinateur régional pour simplifier les processus des AME et les exigences en matière de rapports						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : Une série d'indicateurs provisoires propres au Pacifique pour l'ODD 14 sur les océans ainsi que la contribution au processus régulier de l'ONU sur l'évaluation mondiale des océans II place la région en bonne position pour rendre compte à la CBD 2020 des objectifs d'Aichi et des ODD en 2030. Aide fournie aux Membres lors des CdP de la CBD, de la Ramsar, et d'autres ateliers régionaux de renforcement des capacités, ce qui a permis aux pays et aux ONG actives pour la biodiversité de coordonner la mise en œuvre et l'établissement de rapports sur leur contribution aux objectifs d'Aichi de la CBD et à d'autres AME mondiaux. Cela inclut également de meilleures capacités d'application des engagements volontaires pris par la région du Pacifique lors de la Conférence des Nations Unies sur les océans.						
BEM 1.4.1 Les Membres consacrent moins de temps à la préparation des rapports requis par les AME.	<ul style="list-style-type: none"><li>Les Membres consacrent moins de temps à la préparation des rapports requis par les AME.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Tous les AME ont modifié les exigences en matière de présentation de rapport par les États membres océaniques tout en fournissant un appui dans les domaines suivants :<ul style="list-style-type: none"><li>soutien fourni aux Membres pour les actions de suivi visant à mettre en œuvre des décisions pertinentes de la CdP13 de la CBD.</li><li>contribution aux indicateurs pour le Pacifique sur l'ODD 14 en faveur des océans via le partage de détails environnementaux.</li><li>communication des besoins et recommandations régionaux des îles du Pacifique au processus régulier de l'ONU pour l'évaluation mondiale des océans II.</li></ul></li></ul>	95%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	61 710	52 466
				Coûts de fonctionnement	29 810	4 514
				Frais d'investissement		
				Sous-total	91 520	56 980
Objectif de 2017 pour le volet BEM 1.5 – Développement des connaissances régionales, étude de la possibilité d'actions régionales sur les écosystèmes océaniques dans les zones internes et externes aux juridictions nationales en association avec les organisations et initiatives régionales et internationales pertinentes, et étude de la faisabilité d'un projet du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) sur cette question						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : Un nouveau projet décrivant la biorégionalisation marine du sud-est du Pacifique permettra d'accroître la compréhension écologiquement saine de la répartition des systèmes côtiers et marins, afin qu'elle puisse servir à la planification de l'espace marin à l'échelle régionale et nationale. Une contribution technique fournie via le groupe de travail du secteur marin, d'Alliance pour l'océan Pacifique, le Programme sur les mers régionales du PNUE et des conseils directement aux pays a permis aux Membres de préparer des positions arrêtées sur les besoins des PÉID, avec des résultats positifs suite aux négociations mondiales comme la Conférence des Nations Unies sur les océans, le processus du Prep Comm sur la protection des BBNJ, les Objectifs de développement durable, les objectifs et les indicateurs ainsi que la proposition Ocean Pathway présentée à la CdP23 de Bonn.						
BEM 1.5.1 Recensement du nombre de zones d'importance écologique ou biologique dans le cadre de la CDB et d'autres organisations et initiatives pertinentes	<ul style="list-style-type: none"><li>Nombre de zones d'importance écologique ou biologique (ZIEB) recensées</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Objectif réalisé en 2014. Les activités supplémentaires en découlant furent achevées en 2017, notamment :<ul style="list-style-type: none"><li>le projet de la « Trame bleue pour la biodiversité », de l'Agence française pour la Biodiversité (AFB ex AAMP) a permis d'améliorer les capacités de gestion des AMP des quatre membres des PTOM du Pacifique.</li><li>le projet de biorégionalisation marine du Pacifique, débuté par le CSIRO, décrit les biorégions afin d'établir une gestion et une planification spatiale marine à l'échelle nationale et régionale qui soient plus pertinentes.</li></ul></li></ul>	100%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	22 921	20 828
				Coûts de fonctionnement	2 200	12 002
				Frais d'investissement		
				Sous-total	25 121	32 830

## PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2 : Biodiversité et gestion écosystémique | 2017

### Composante: BEM 2 – ESPÈCES MENACÉES ET MIGRATRICES

**Stratégie :** Coordination et soutien régionaux efficaces de la gestion et de la conservation des espèces menacées et migratrices

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD																
Objectif de 2017 pour le volet BEM 2.1 – Enrayement du déclin des populations des principales espèces menacées et migratrices grâce à une planification et à une gestion ciblées et à la mise en œuvre active des conventions internationales dans la région																				
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : Des avancées notables ont été réalisées avec l'inscription des requins bleus à l'Annexe II de la CMS en vue de protéger l'une des principales espèces de requins migrateurs qui fait l'objet d'un vaste commerce sur le marché mondial de l'aileron de requin. Cette initiative était menée par le gouvernement de Samoa et soutenue par d'autres Membres océaniques. Plusieurs consultations des communautés et activités de sensibilisation ont été organisées afin de sensibiliser à l'importance des requins pour les environnements marins et aux menaces qui les affectent. Dans le cadre d'un projet intitulé Global Shark FinPrint (Empreinte d'aileron de requin mondiale), des études sur les requins ont été conduites afin d'obtenir des données et des informations sur la diversité des espèces de requins et sur l'état des récifs coralliens pour le Samoa.																				
BEM 2.1.1 D'ici à 2017, révision et actualisation du Plan d'action régional sur les espèces marines	<ul style="list-style-type: none"><li>Préparation du Regional Marine Species Action Plan (RMSAP - Plan d'action régional pour les espèces marines) en vue de la consultation régionale</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Projet de Plan d'action régional pour les espèces marines (RMSAP) adopté par les Membres du PROE et préparé pour publication après commentaires et actualisation, notamment :<ul style="list-style-type: none"><li>la conduite de consultations communautaires au moyen de questionnaires de perception distribués à 45 villages choisis dans les îles de Savaii, Upolu, Manono-tai et Apolima-tai afin de sensibiliser à l'importance des requins dans l'environnement marin de Samoa, aux menaces, aux mesures de conservation et de gestion élaborées pour protéger cette espèce.</li><li>l'organisation de consultations communautaires en collaboration avec le ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement, la société de conservation de Samoa, le Réseau jeune pour l'action climatique de Samoa, et des pêcheries.</li><li>la réalisation d'une étude sur les requins visant à évaluer la diversité et l'abondance des requins au Samoa qui a révélé la présence de requins gris de récif, de requin à pointes noires, de requins-coraïl, de raies fouet et de raies pastenagues masquées à tâches bleues dans les aires marines protégées et les zones de pêche observées</li></ul></li></ul>	100%		<table><tr><th></th><th>Budget</th><th>Dépenses réelles</th></tr><tr><td>Coûts du personnel</td><td>38 177</td><td>110 594</td></tr><tr><td>Coûts de fonctionnement</td><td>5 180</td><td>56 505</td></tr><tr><td>Frais d'investissement</td><td></td><td></td></tr><tr><td>Sous-total</td><td>43 357</td><td>167 099</td></tr></table> <p>Soutien financier supplémentaire de Pew</p>		Budget	Dépenses réelles	Coûts du personnel	38 177	110 594	Coûts de fonctionnement	5 180	56 505	Frais d'investissement			Sous-total	43 357	167 099
	Budget	Dépenses réelles																		
Coûts du personnel	38 177	110 594																		
Coûts de fonctionnement	5 180	56 505																		
Frais d'investissement																				
Sous-total	43 357	167 099																		
BEM 2.1.2 D'ici à 2017, au moins quatre nouveaux pays insulaires océaniques ont signé la Convention sur les espèces migratrices (CMS) ou ses mémorandums d'entente pertinents.	<ul style="list-style-type: none"><li>Nombre de nouveaux pays insulaires océaniques ayant ratifié la CMS ou ses mémorandums d'entente</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Pas de nouveaux Membres des PIP ou de signature de protocole d'accord relatif aux espèces migratoires</li><li>Sensibilisation à la gestion des requins bleus par toute une série d'événements dans les États pratiquant la pêche après l'inscription réussie des requins bleus à l'Annexe II par les délégués océaniques qui ont participé à la pré-CdP de la CMS et à la CdP12 de la CMS grâce au soutien technique et financier du PROE.</li><li>Coopération internationale établie comme priorité avec l'adoption de mesures par les Parties à la CMS lors des événements en marge de l'Année de la Baleine organisée par le DG et Pacific Shark à la CdP12 de la CMS qui s'est tenue à Manille, aux Philippines.</li></ul>	90%		<table><tr><th></th><th>Budget</th><th>Dépenses réelles</th></tr><tr><td>Coûts du personnel</td><td>16 686</td><td>17 258</td></tr><tr><td>Coûts de fonctionnement</td><td>9 140</td><td>58 926</td></tr><tr><td>Frais d'investissement</td><td></td><td></td></tr><tr><td>Sous-total</td><td>25 826</td><td>76 184</td></tr></table> <p>Financement supplémentaire obtenu des fonds caritatifs Pew</p>		Budget	Dépenses réelles	Coûts du personnel	16 686	17 258	Coûts de fonctionnement	9 140	58 926	Frais d'investissement			Sous-total	25 826	76 184
	Budget	Dépenses réelles																		
Coûts du personnel	16 686	17 258																		
Coûts de fonctionnement	9 140	58 926																		
Frais d'investissement																				
Sous-total	25 826	76 184																		

## PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2 : Biodiversité et gestion écosystémique | 2017

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2017 pour le volet BEM 2.2 – Intégration des priorités en matière de protection des espèces marines et terrestres dans les stratégies et programmes nationaux, régionaux et internationaux pertinents						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : Le PROE s'est associé au gouvernement des Tonga qui a organisé aux Tonga la Conférence de haut niveau sur les baleines dans un océan en évolution lors de laquelle 11 États du Pacifique ont signé la Déclaration des îles du Pacifique sur l'Année de la Baleine 2016-2017. Les gouvernements français, américain et britannique ont également signé la déclaration par la suite. Plusieurs Membres ont également pris des engagements volontaires lors de la Conférence des Nations Unies sur les océans de New York, en vue d'élargir la protection des cétacés, des tortues et des requins. Les réglementations examinées pour le Samoa et les Fidji ont été révisées par l'équipe chargée des espèces menacées et migratoires afin de renforcer les mesures de conservation et de gestion relatives à la protection des requins et des raies au sein de leurs eaux nationales.						
BEM 2.2.1 D'ici 2017, intégration des priorités régionales concernant les espèces dans les politiques et programmes régionaux et internationaux pertinents.	<ul style="list-style-type: none"><li>Nombre de politiques et programmes régionaux ou internationaux élaborés ou actualisés pour intégrer les priorités régionales concernant les espèces.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Le RAMSAP a été complètement révisé et mis à jour par les Membres du PROE afin de favoriser le développement de politiques et de programmes internationaux.</li><li>Organisation aux Tonga de la conférence sur les baleines dans un océan en évolution qui s'est conclue par la signature par 12 Membres du PROE de la Déclaration des îles du Pacifique pour l'Année de la Baleine 2016-2017. La France et le Royaume-Uni ont également signé cette déclaration, lors d'un évènement en marge de la CdP12 de la CMS sur l'Année de la Baleine.</li><li>Organisation du deuxième atelier sur les Zones importantes pour les mammifères marins (IMMA), et établissement d'une liste complète de 18 zones désignées comme IMMA et 5 zones candidates approuvées.</li><li>Inauguration d'une exposition d'art Tjibaou à Nouméa, en Nouvelle-Calédonie, qui présente des artistes océaniens mettant en scène des baleines pour commémorer la campagne de l'Année de la Baleine.</li></ul>	95%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	19 954	20 157
				Coûts de fonctionnement	15 200	222 795
				Frais d'investissement		
				Sous-total	35 154	242 952
				Financement supplémentaire obtenu des fonds caritatifs Pew		
BEM 2.2.2 D'ici 2017, élaboration et mise en œuvre de deux plans régionaux et quatre plans nationaux de rétablissement des espèces	<ul style="list-style-type: none"><li>Nombre de plans de rétablissement des espèces mis en œuvre</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Pas de plan de recouvrement élaboré ou mis en œuvre avec les Membres mais élaboration d'</li><li>Un Plan d'action pour les espèces marines 2018-2022 adopté par les Membres lors de la réunion du PROE</li></ul>	60%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	9 146	9 759
				Coûts de fonctionnement	7 500	2 432
				Frais d'investissement		
				s-total	16 646	12 191
BEM 2.2.3 Mise en œuvre d'une législation nouvelle ou actualisée concernant les espèces sauvages	<ul style="list-style-type: none"><li>Nombre de lois nouvelles ou actualisées concernant les espèces sauvages</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Nouvelle législation relative à la faune sauvage en cours de révision pour adoption ultérieure par les Membres et mise en application, notamment :<ul style="list-style-type: none"><li>réglementation 2009 sur la protection des espèces sauvages marines recommandée pour adoption au Samoa</li><li>révision du projet de Réglementation 2017 sur la pêche (conservation des requins et des raies au niveau national) aux Fidji terminée.</li></ul></li></ul>	60%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	10 452	10 709
				Coûts de fonctionnement	4 700	10 745
				Frais d'investissement		
				Sous-total	15 152	21 454
				Financement supplémentaire obtenu des fonds caritatifs Pew		

## PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2 : Biodiversité et gestion écosystémique | 2017

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
<b>Objectif de 2017 pour le volet BEM 2.3 – Maintenance et utilisation de la base de données sur la recherche et le suivi des tortues marines (TREDS) pour contribuer à leur conservation aux échelons national et régional</b>						
<i>Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : Les Membres continuent d'utiliser la base de données de recherche et de surveillance sur les tortues marines (TREDS) pour entrer les informations de marquage des tortues. Les Membres et les partenaires continuent également de rendre compte des balises récupérées en les renseignant dans la TREDS. Grâce à l'obtention de financement par le Fonds Pacifique, la TREDS actuelle sera améliorée, passant d'une base de données Microsoft Access à un système en ligne facile d'utilisation et d'accès pour les Membres du PROE.</i>						
BEM 2.3.1 Adoption par les Membres de la base de données TREDS	<ul style="list-style-type: none"><li>Nombre de Membres utilisant la base de données TREDS</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Au moins 9 Membres et 15 Membres insulaires océaniques contribuent régulièrement à la TREDS en y renseignant les tortues équipées de balises et relâchées, les programmes de suivi de la nidification et les captures de tortues déjà recensées</li><li>Le Fonds Pacifique a fourni des fonds à hauteur de 15 000 € afin de mettre à jour la TREDS et la transférer en ligne.</li></ul>	85%		<b>Budget</b>	<b>Dépenses réelles</b>
				Coûts du personnel	12 133	11 043
				Coûts de fonctionnement	2 200	17 871
				Frais d'investissement		843
				Sous-total	14 313	29 757
<b>Objectif de 2017 pour le volet BEM 2.4 – Statut des espèces menacées et en voie de disparition suivi en continu et actualisé dans le cadre de la surveillance régionale de la biodiversité</b>						
<i>Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : Un document préparé pour la CdP12 de la CMS sur le statut des requins bleus évalue à plus de 20 millions le nombre de requins bleus capturés chaque année, avec une importante proportion dans la région des îles du Pacifique. Le requin bleu est aujourd'hui la principale espèce ciblée par le commerce mondial d'aileron de requin. La réussite de la proposition de Samoa visant à inscrire le requin bleu à l'Annexe II de la CMS constitue un signal fort dans la lutte mondiale et régionale contre le déclin de cette espèce via le développement de mesures de conservation plus rigoureuses. L'Année de la Baleine, la conférence sur les baleines dans un océan en évolution ainsi que la Conférence des Nations Unies sur les océans ont également mis en lumière la nécessité de surveiller constamment les effets du changement climatique, des bruits sous-marins et de la pollution marine, surtout des plastiques, sur la mégafaune composée notamment des cétacés, des tortues et des requins.</i>						
BEM 2.4.1 D'ici 2017, achèvement de l'examen du statut des espèces menacées et évaluation régionale des effets positifs sur l'enrayement du déclin des populations de ces espèces.	<ul style="list-style-type: none"><li>État d'avancement de l'évaluation régionale du statut des espèces menacées ; effet sur l'enrayement du déclin de ces espèces</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Des documents thématiques préparés pour le CdP12 de la CMS ont évalué le déclin des requins bleus, ils ont contribué à l'inscription du requin bleu à l'Annexe II de la CMS.</li><li>Des présentations sur l'évaluation régionale du statut des espèces menacées, spécifiquement sur le déclin des requins bleus, furent préparées pour les principales délégations de la Conférence des Nations Unies sur les océans, notamment les Tonga, Samoa et Fidji.</li></ul>	80%		<b>Budget</b>	<b>Dépenses réelles</b>
				Coûts du personnel	21 259	20 803
				Coûts de fonctionnement	2 805	24 246
				Frais d'investissement		
				Sous-total	24 064	45 049
<b>Objectif de 2017 pour le volet BEM 2.5 – Les pays insulaires océaniques (PIP) ratifient la Convention sur le commerce des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), mettent en place des lois de protection de la vie sauvage, reçoivent une formation appropriée et élaborent des modèles de lois</b>						
<i>Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : Une réunion régionale de mise en œuvre de la CITES s'est tenue aux Fidji, organisée par les autorités scientifiques, de gestion et d'exécution de Parties et non-Parties à la CITES, issues du Pacifique. Formation à l'identification des ailerons de requins également dispensée lors de cette réunion afin d'aider les délégués à distinguer les espèces de requins inscrites à la CITES et les espèces qui ne sont pas encore inscrites à l'Annexe de la CITES.</i>						
BEM 2.5.1 D'ici à 2017, ratification de la Convention CITES par au moins quatre nouveaux pays insulaires océaniques	<ul style="list-style-type: none"><li>Nombre de Membres supplémentaires ayant ratifié la Convention CITES</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Aucun nouveau Membre des PIP n'a rejoint la CITES, cependant les activités majeures suivantes aient été soutenues :<ul style="list-style-type: none"><li>collaboration avec l'autorité de gestion néo-zélandaise de la CITES, organisation de la réunion régionale de mise en œuvre de la CITES aux Fidji.</li><li>aide continue fournie aux Parties océaniques à la CITES pour la mise en œuvre de leurs obligations en vertu de la CITES.</li></ul></li></ul>	80%		<b>Budget</b>	<b>Dépenses réelles</b>
				Coûts du personnel	19 954	19 853
				Coûts de fonctionnement	15 650	9 982
				Frais d'investissement		
				Sous-total	35 604	29 835

## PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2 : Biodiversité et gestion écosystémique | 2017

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
					Budget	Dépenses réelles
BEM 2.5.2 Formation des responsables scientifiques terminée en vue de la mise en œuvre de l'article 4 de la CITES (avis de commerce non préjudiciable)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre d'agents formés à la mise en œuvre l'article 4 de la CITES</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Au moins 49 responsables issus des agences pour l'environnement, la pêche et organismes d'exécution ont été formés à l'identification des ailerons de requins aux Fidji, mettant en lumière le modèle d'avis de commerce non préjudiciable pour les requins et les raies élaboré pour le Pacifique.</li> </ul>	80%			
				Coûts du personnel	9 146	9 759
				Coûts de fonctionnement	172 476	6 239
				Frais d'investissement		
				<b>Sous-total</b>	<b>181 622</b>	<b>15 998</b>
BEM 2.5.3 Élaboration d'un modèle de plan de gestion pour les coraux, les dauphins et les autres espèces marines	<ul style="list-style-type: none"> <li>État d'achèvement du modèle de plan de gestion de la CITES pour les coraux, les dauphins et les autres espèces marines</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Modèle de plan de gestion de la CITES pour les coraux, les dauphins et les autres espèces marines non achevé.</li> <li>Des exemples de modèles d'avis de commerce non préjudiciable (NDF) élaborés et disponibles ont été présentés lors de l'atelier régional des Parties à la CITES, ils garantissent que les espèces inscrites à la CITES qui font l'objet d'un commerce, notamment les coraux, soient prélevés de la nature et exploités de façon durable.</li> </ul>	65%			
				Coûts du personnel	15 025	15 527
				Coûts de fonctionnement	4 070	81
				Frais d'investissement		
				<b>Sous-total</b>	<b>19 095</b>	<b>15 608</b>

## PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2 : Biodiversité et gestion écosystémique | 2017

**Volet :** BEM 3 – ESPÈCES ENVAHISSANTES

**Stratégie :** Fournir un soutien technique, institutionnel et financier aux programmes régionaux sur les espèces envahissantes, en coordination avec d'autres organisations régionales

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2017 pour le volet BEM 3.1 – Menace des espèces envahissantes réduite grâce à l'action publique, la législation, la sensibilisation et la gestion, y compris des mesures régionales et nationales de prévention et de riposte						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : La menace des espèces envahissantes a été réduite grâce à l'identification des lacunes ayant entravé l'atteinte des objectifs relatifs aux « lignes directrices pour la gestion des espèces envahissantes dans le Pacifique » (« Lignes directrices »). Elles ont été identifiées lors de la réalisation du Rapport sur l'état de conservation en Océanie (ECO), les lacunes de capacité ont été relevées lors de la mise en place de la Stratégie de développement de capacité pour les espèces envahissantes de Pacifique (PISCDS). Les grands projets qui travaillent à ces objectifs depuis 2010 sont le projet « Polynesia, Micronesia Hotspot » du Fonds du Partenariat pour les écosystèmes critiques et le projet « Prévention, contrôle et gestion des espèces envahissantes non indigènes dans les îles du Pacifique » de l'Alliance FEM-Pacifique. Un autre projet a été approuvé pour la reconstitution des ressources du FEM 6 (> 6 millions USD) qui comprend un sous-volet pour un service de soutien régional. Le document de projet a été finalisé, l'UE a financé à hauteur d'environ 5 millions EUR un autre projet pour les territoires d'outre-mer adressant entre autres les espèces envahissantes. La cible 3.1.2 a été dépassée avec la révision d'un NISSAP et le développement de huit NISSAP initiaux. La cible 3.1.3 a été dépassée avec huit ÉTIO adoptant l'évaluation des risques via des études documentaires pour orienter la gestion des espèces envahissantes. Cet objectif nécessitera toujours une attention particulière. Une base de données de communication des lignes directrices a été créée et testée pour mesurer les progrès par rapport aux lignes directrices dans le cadre de la gestion des espèces envahissantes dans le Pacifique et les lacunes ont été notifiées aux Membres pour les activités de projet et lors de plusieurs forums régionaux.						
BEM 3.1.1 D'ici 2013, les priorités régionales concernant les espèces envahissantes seront recensées suite à une analyse des lacunes des Directives pour la gestion des espèces envahissantes dans le Pacifique et les organismes membres du Partenariat océanien sur les espèces envahissantes prendront des mesures concertées en conséquence, en collaboration avec les Membres	<ul style="list-style-type: none"><li>État d'avancement de l'analyse des lacunes et de la mise en œuvre de ses recommandations</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>La base de données de communication des lignes directrices compte 2 184 entrées pour 2017, les Membres font référence à l'obtention d'informations de référence pour le nouveau Plan stratégique.</li><li>Lacunes dans l'application des lignes directrices communiquées aux Membres qui ont aidé à la conception du projet sur les espèces envahissantes du FEM 6 et le projet OCT du FED11 au niveau national/territorial.</li><li>Lacunes analysées afin de déterminer l'axe de la composante régionale du projet des espèces envahissantes du FEM 6.</li><li>Les territoires français sont plus familiers des lignes directrices et la manière de les utiliser.</li></ul>	100%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	20 201	23 404
				Coûts de fonctionnement	11 732	51 121
				Frais d'investissement		
				Sous-total	31 933	74 525
				Fonds supplémentaires du Fonds Pacifique pour l'alignement des lignes directrices des territoires français.		
BEM 3.1.2 D'ici à 2017, cinq nouveaux Membres seront dotés de plans d'action sur les espèces envahissantes gérés par des comités nationaux	<ul style="list-style-type: none"><li>Nombre de Membres supplémentaires s'étant dotés de plans d'action sur les espèces envahissantes</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Un Plan d'action national sur les espèces envahissantes (NISSAP) examiné et au moins huit NISSAP initiaux développés, alors que les Tuvalu et l'île Pitcairn ont défini les activités à venir pour la création de nouveaux NISSAP/TISSAP</li><li>Les documents « Battler Series Guide » et « Develop a National or Territorial Invasive Species Strategy and Action Plan » ont été partagés avec les Membres et mis à disposition en ligne dans la base de ressources Battler accessible via le site Web du PROE.</li></ul>	100%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	10 698	11 412
				Coûts de fonctionnement		292
				Frais d'investissement		
				Sous-total	10 698	11 704
BEM 3.1.3 D'ici à 2017, adoption de l'évaluation des risques environnementaux pour orienter les programmes de sûreté biologique et de lutte contre les espèces envahissantes dans cinq États ou Territoires insulaires océaniques (ÉTIO)	<ul style="list-style-type: none"><li>Nombre d'ÉTIO utilisant l'évaluation des risques environnementaux pour orienter les programmes de sûreté biologique et de lutte contre les espèces envahissantes</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Au moins 5 ÉTIO ont utilisé l'évaluation de risques environnementaux, ce qui a affiné la gestion en matière de biosécurité/espèces envahissantes dans la République des îles Marshall, aux Tonga, à Nioué, aux Tuvalu, à Wallis-et-Futuna et sur l'île Pitcairn</li><li>Les documents « Battler Series Guide » et « Find Answers Online to Invasive Species Questions » ont été mis à la disposition de plusieurs Membres et régions, et étaient disponibles en ligne dans la base de ressources Battler accessible via le site Web du PROE</li></ul>	100%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	9 393	10 892
				Coûts de fonctionnement		
				Frais d'investissement		
				Sous-total	9 393	10 892



## PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2 : Biodiversité et gestion écosystémique | 2017

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2017 pour le volet BEM 3.2 – Partenariat océanien sur les espèces envahissantes et Réseau pédagogique océanien sur les espèces envahissantes (PILN) maintenus en tant que mécanismes régionaux permanents de coordination, de renforcement des capacités et de surveillance, et collaboration dans ce domaine entre les organismes régionaux pertinents						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : Le partenariat océanien sur les espèces envahissantes et le réseau pédagogique océanien sur les espèces envahissantes aident les Membres à renforcer leurs capacités, la sensibilisation et la mobilisation des ressources. Les deux réseaux continuent d'attirer de nouveaux adhérents, et accueillent des initiatives et des besoins sous-nationaux et sous-régionaux. Le PIP a attiré l'attention des dirigeants du Pacifique sur l'importance de l'engagement pour contrôler les espèces envahissantes, comme le reflètent les communiqués des dirigeants en 2012-2014. Les équipes du PILN se sont renforcées grâce à des formations ciblées, des échanges de connaissances et le perfectionnement des compétences. Les membres des réseaux défendent et préconisent, développent et mettent en œuvre des initiatives importantes à l'échelle mondiale comme un Plan de biosécurité pour la Micronésie et Hawaï et l'inclusion des espèces envahissantes aux Modalités d'action accélérées (Samoa, la voie à suivre) de la part des petits États insulaires en développement. Actuellement, les équipes multisectorielles et multi-agences sur les espèces envahissantes couvrent la Micronésie, la Mélanésie et la Polynésie. 22 équipes de 19 pays (y compris les États-Unis et Hawaï) et territoires ont été créées. Les deux réseaux ont grandement contribué à accélérer les actions pour la gestion des espèces envahissantes du Pacifique et à construire un cadre pour les personnes travaillant ou luttant contre de telles espèces.						
BEM 3.2.1 D'ici à 2017, tous les Membres auront mis en œuvre des technologies d'exploitation des énergies renouvelables et seront dotés de plans pour en accroître l'utilisation	• Nombre d'ÉTIO devenus membres du PILN	• Au moins 18 % (86 %) des Membres du PILN et du PIP ont accédé au statut de membres complets avec des réseaux étendus comptant 22 équipes de 19 pays impliquées dans des activités comme : <ul style="list-style-type: none"><li>la lettre d'information du PILN « Soundbites », qui met en avant les questions liées aux espèces envahissantes dans le Pacifique</li><li>le prix « Pacific Invasive Species Battler of the Year », dans sa première année de lancement, a été décerné à un professionnel de terrain (non-cadre) océanien des Tonga, qui travaille à la préservation de la biodiversité en utilisant un minimum de ressources</li><li>un projet de structure d'information sur la diversité au niveau mondial a été proposé, elle inclut 14 pays partenaires travaillant ensemble à la publication des données sur les espèces envahissantes du Pacifique</li><li>l'établissement d'un groupe de travail sous-régional polynésien discuté avec quelques Membres.</li></ul>	100%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	12 113	11 827
				Coûts de fonctionnement		
				Frais d'investissement		
				Sous-total	12 113	11 827
Objectif de 2017 pour le volet BEM 3.3 – Intégration des espèces envahissantes dans les programmes de sensibilisation du public, les programmes d'éducation formelle et permanente et les campagnes ciblées de marketing social						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : La plupart des Membres incluent la sensibilisation du public dans leurs programmes environnementaux et certains pays ont des stratégies et introduisent la question des espèces envahissantes dans les programmes scolaires ; une campagne ciblée de marketing social a été préparée en 2015 et mise en œuvre en 2016. Cet objectif avance dans la plupart des pays. Un guide pour créer des campagnes efficaces a été publié en 2016 dans le cadre du « Recueil de livres sur la lutte contre les espèces envahissantes ».						
BEM 3.3.1 D'ici 2017, de bons exemples de campagnes de sensibilisation et d'éducation adaptés aux besoins de la région auront été mis en place.	• Nombre de campagnes de sensibilisation et d'éducation achevées dans le Pacifique	• Support élaboré pour la campagne océanienne pédagogique de sensibilisation aux espèces envahissantes « Stop the Little Fire Ant School Challenge », et diffusé à plusieurs Membres et pays dans des forums régionaux.	100%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	21 506	21 407
				Coûts de fonctionnement		1 520
				Frais d'investissement		
				Sous-total	21 506	22 927

## PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2 : Biodiversité et gestion écosystémique | 2017

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2017 pour le volet BEM 3.4 – Nette amélioration de la compréhension des impacts économiques des espèces envahissantes						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : La quantification du coût économique réel reste un défi important en raison de nombreux facteurs sociaux et environnementaux. Les impacts économiques relatifs à la perte commerciale, à la maintenance des infrastructures, à certains problèmes de santé et à la perte d'avantages agricoles sont plus facilement mesurés que les coûts directs ou la perte d'avantages issus des richesses environnementales et sociales telles que les services écosystémiques ; ce qui signifie que ces coûts sont largement sous-évalués. Les capacités des Membres à mener à bien une évaluation économique des espèces envahissantes progressent. Un modèle d'évaluation a été créé et des études de cas sur cinq espèces envahissantes présentant une menace importante dans les Fidji sont terminées. Un guide sur l'économie des espèces envahissantes a été publié en 2016 dans le cadre du « Recueil de livres sur la lutte contre les espèces envahissantes ». La sensibilisation sur les espèces envahissantes au niveau politique s'est accrue au cours des quatre dernières années avec de possibles engagements ; certains pays ont pris des initiatives pour inclure les espèces envahissantes importantes dans la reconstitution des ressources du FEM 6 et dans le programme FED-11 des PTOM						
BEM 3.4.1 D'ici 2013, une étude pilote aura été réalisée pour démontrer les coûts économiques réels et potentiels d'espèces envahissantes spécifiques et les avantages économiques d'interventions efficaces	• Achèvement d'une étude de cas pilote sur les coûts économiques des espèces envahissantes	• Au moins deux études de cas terminées. Les documents « Battler Series Guide » et « Use Economic Analysis to Battle Invasive Species » ont été développés et fournissent des exemples de tentatives d'évaluation du coût économique des espèces envahissantes en présentant les défis au niveaux social et environnemental résultant de la perte commerciale, des questions de santé sociale, de la perte des bénéfices agricoles et de la perte d'atouts environnementaux comme les services écosystémiques.	100%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	15 504	15 992
				Coûts de fonctionnement		
				Frais d'investissement		
				Sous-total	15 504	15 992
BEM 3.4.2 D'ici 2014, une campagne de marketing social aura été réalisée afin de promouvoir l'importance politique des enjeux relatifs aux espèces envahissantes et d'accroître les financements qui y sont consacrés.	• Campagne de marketing social sur espèces envahissantes réalisée.	• La campagne de lutte contre les espèces invasives « Battler Series Guide » a été mise à la disposition de différents Membres et dans des forums régionaux, et étaient disponibles en ligne dans la base de ressources Battler accessible via le site Web du PROE  • Campagne de 2015-2016 pour un changement de comportement, « Behaviour Change », terminée, tout comme la campagne marketing sur les réseaux sociaux ciblant les espèces envahissantes.	100%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	6 002	6 396
				Coûts de fonctionnement		
				Frais d'investissement		
				Sous-total	6 002	6 396



## PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2 : Biodiversité et gestion écosystémique | 2017

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2017 pour le volet BEM 3.5 – Amélioration des informations sur le statut et la répartition des espèces envahissantes, et les méthodes objectives de définition des priorités, pour étayer les mesures de lutte menées dans la région						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : Les informations sur la répartition des espèces envahissantes sont désormais disponibles via les études documentaires sur les informations disponibles et les nouvelles études de base de référencement. La compilation des données sur les espèces enregistrées, leurs routes, leurs impacts et d'autres facteurs a permis aux Membres de définir objectivement des priorités pour des actions de gestion au sein de leurs Plans d'action et de leurs stratégies nationales sur les espèces envahissantes. La région compte environ 30 000 îles, il y a donc encore de nombreuses zones qui requièrent des inventaires de référencement. Afin de garantir la préservation des données de cette base de référencement, elles sont archivées dans un recueil sécurisé tenu par le Groupe de spécialistes sur les espèces envahissantes. Un projet visant à mobiliser les données sur les espèces envahissantes a été approuvé, et son instauration a commencé en 2017. Les informations améliorées soutiennent deux grands projets internationaux qui sont actuellement en cours de finalisation.						
BEM 3.5.1 D'ici 2017, existence de signes tangibles d'une coordination régionale améliorée pour le partage de l'information sur la situation et la répartition des espèces envahissantes.	<ul style="list-style-type: none"><li>Coordination régionale permettant le partage d'informations sur les espèces envahissantes</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Renforcement de la coordination régionale grâce au partage d'informations sur les espèces envahissantes dans les domaines suivants :<ul style="list-style-type: none"><li>maintien de l'accès des Membres à l'information via la base de ressources pour les éradicateurs d'espèces envahissantes</li><li>approbation du projet « Regional and National Alien and Invasive Species Data and Information Mobilization and Capacity Building in the Pacific » (188 000 EUR).</li><li>le Secrétariat est devenu le premier nœud du Pacifique à communiquer des données sur la biodiversité à l'installation mondiale d'information sur la biodiversité</li><li>détermination de protocoles et d'accords d'échange de données avec d'autres détenteurs internationaux de données sur les espèces envahissantes</li><li>identification de détenteurs de données nationales et d'ensembles de données pour communication, organisation aux Tonga d'un atelier national sur le partage de données</li></ul></li></ul>	100%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	19 705	25 127
				Coûts de fonctionnement		61 718
				Frais d'investissement		
				Sous-total	19 705	86 845
				Fonds supplémentaires issus du programme GBIF (installation mondiale d'information sur la biodiversité) de la BID		
BEM 3.5.2 Un grand projet sur les espèces envahissantes inclus dans le programme du FEM - 5.	<ul style="list-style-type: none"><li>Inclusion d'activité d'une valeur de plusieurs millions de dollars des États-Unis dans le programme du FEM - 5.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Approbation d'un formulaire d'identification de projet du FEM 6 visant à renforcer les capacités nationales et régionales afin de réduire l'impact des espèces envahissantes non indigènes sur la biodiversité importante dans le Pacifique, soumission des documents relatifs aux projets pour consultation aux Tonga et à Nioué, les consultations se poursuivront en 2018</li><li>Le Secrétariat a aidé les territoires d'outre-mer de Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, île de Pitcairn, et Wallis-et-Futuna à développer une composante espèces envahissantes (estimée à 5 millions EUR) pour le projet du FED11 consacré aux territoires d'outre-mer</li></ul>	100%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	14 090	16 103
				Coûts de fonctionnement		41 620
				Frais d'investissement		
				Sous-total	14 090	57 723
				Fonds supplémentaires des Nations Unies pour la subvention destinée à la préparation de projet du FEM6		

## PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2 : Biodiversité et gestion écosystémique | 2017

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2017 pour le volet BEM 3.6 – Importance accrue accordée dans la région à l'éradication et au contrôle biologique des espèces envahissantes						
<p><b>Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques :</b> Des méthodes d'éradication sont employées par les Membres pour gérer les plantes envahissantes à faible incidence, ce qui peut prendre de nombreuses années, selon la viabilité des graines de l'espèce, les méthodes et le matériel disponible pour le contrôle. <i>La relative petite taille de nombreux sites privilégiés en raison de leur biodiversité et la présence de beaucoup d'espèces envahissantes déterminent si un contrôle permanent est nécessaire à la gestion dans les zones où l'éradication n'est pas faisable et où une approche orientée sur le site est alors recommandée.</i></p> <p><i>Avant 2011, 114 éradications de 9 espèces animales ont eu lieu dans 12 ÉTIO, la plupart dans les années 90 et les années 2000. Entre 2011 et 2016, 43 éradications de 6 espèces animales ont eu lieu dans 6 ÉTIO. Les récentes éradications se sont concentrées sur les chats et 3 espèces de rats et de chèvres. Compte tenu du fait que la majorité des précédentes éradications ont été mises en œuvre sur 20 ans, le taux d'éradication a augmenté d'environ 43 pour cent au cours des 5 dernières années. Les éradications animales sont généralement complexes et nécessitent d'importants financements et ressources techniques. Récemment, l'accent a été mis sur l'augmentation du nombre d'éradications que les Membres peuvent effectuer seuls avec des fonds limités en se concentrant sur les petites îles. Cela viendra en complément des projets à plus large échelle. L'éradication des animaux envahissants, notamment des chats et des rats, est essentielle pour restaurer la fonction de l'écosystème terrestre et marin et doit plus largement être utilisée comme outil d'adaptation écosystémique au changement climatique et pour la préparation aux catastrophes naturelles.</i></p> <p><i>Depuis 2011, soixante-deux agents de contrôle biologique ont été délibérément introduits dans les ÉTIO pour contrôler 21 espèces de mauvaises herbes dans 17 pays. Deux autres agents ont été naturellement répandus dans la région. Trente-six de ces agents sont à présent établis pour 19 espèces de mauvaises herbes. Les projets de contrôle biologique ont grandement bénéficié des conseils des experts australiens, néozélandais et américains. Au cours des 5 dernières années, davantage de mauvaises herbes préoccupantes pour l'environnement ont été traitées telles que le tulipier du Gabon et la Mikania micrantha. Des recherches sont en cours pour déterminer l'origine de la Merremia peltata, qui est un problème pour la plupart des pays du Pacifique. Une nouvelle propagation des agents de contrôles dans d'autres pays du Pacifique représente un fort potentiel avec plus de 200 possibilités d'introduire des agents existants dans des pays qui ne les ont pas encore. D'autres travaux sur de nouvelles espèces menaçant la résilience de l'écosystème au niveau du paysage et augmentant les dommages et les coûts pendant et après les catastrophes naturelles doivent être évalués. Les agents de contrôle biologique introduits suivent les protocoles internationaux pour les essais de spécificité de l'hôte.</i></p>						
BEM 3.6.1 D'ici 2017, des projets de démonstration de lutte biologique et d'éradication auront été menés dans le cadre du programme de l'Alliance FEM-Pacifique et d'initiatives complémentaires	• Nombre de projets de démonstration de contrôle biologique et d'éradication mis en œuvre	• Aucun nouveau projet de biocontrôle ou d'éradication exécuté en 2017 • Biocontrôle des mauvaises herbes et éradication des prédateurs promus comme outils permettant d'améliorer la résilience écosystémique dans les îles du Pacifique auprès des Membres et dans des forums régionaux/internationaux. • Aide technique apportée au niveau national pour les biocontrôles et éradications prévues fournies en Nouvelle-Calédonie, à Nioué, Tokélaou, aux Tonga et à Wallis-et-Futuna.	100%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	33 794	36 590
				Coûts de fonctionnement	19 700	49 187
				Frais d'investissement		
				Sous-total	53 494	85 777
				Fonds supplémentaires de Island Conservation		
TOTAL PROGRAMME 2				Budget	Dépenses réelles	
			Coûts du personnel	1 171 732	1 453 010	
			Coûts de fonctionnement	1 713 200	1 665 579	
			Frais d'investissement	6 678	4 402	
			Sous-total	2 891 610	3 122 991	

## 3.0 DIVISION GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION

**Objectifs du programme :** En 2017, tous les Membres ont amélioré leur gestion durable des écosystèmes insulaires et océaniques et de la biodiversité, pour appuyer les communautés, les moyens de subsistance, et les objectifs nationaux de développement durable grâce à une meilleure compréhension de la gestion écosystémique et la mise en place des Plans d'action stratégiques nationaux pour la biodiversité.

**Objectif du programme :** Aider les pays et territoires insulaires océaniques à améliorer leurs capacités de gestion et de lutte contre la pollution, les produits chimiques dangereux et les déchets

En 2017, la Division de Gestion des déchets et de lutte contre la pollution est demeurée une priorité pour le PROE puisque ces questions ont grandement contribué à la dégradation des écosystèmes régionaux et au coût socio-économique qui entravent le développement durable. Le PROE a continué d'aider les pays à lutter contre la pollution et à gérer les produits chimiques et les déchets dangereux de manière plus efficace en leur fournissant des conseils techniques, à travers des programmes d'assistance ainsi qu'un soutien institutionnel.

L'un des faits marquants de l'année 2017 est l'acceptation de la demande d'investissements complémentaires dans la gestion des déchets dans le Pacifique via le mécanisme de financement du FED11. Le projet PacWaste du FED10 a été élargi afin d'inclure davantage de cours d'eau. Le PROE, au travers de sa Division GDLP, s'est vu charger de la mise en application du projet PacWaste Plus du FED11 qui sera mis en œuvre conjointement avec la CPS et l'USP et se déroulera en parallèle avec d'autres programmes régionaux comme le J-PRISM. Les actions stratégiques d'instauration du projet se fondent sur la Stratégie régionale décennale océanique de gestion des déchets et de la pollution 2016-2025 (« Pacifique plus propre 2025 »).

L'inquiétude mondiale au sujet des débris marins issus principalement des activités terrestres a également été examinée lors de la Conférence des Nations Unies sur les océans. La région, par l'intermédiaire du PROE, a répondu à cette inquiétude en proposant des engagements volontaires destinés à lutter et réduire de manière significative la pollution marine d'ici 2025. Les interventions suivantes sont recommandées contre les plastiques : récupération au niveau des évacuations, nettoyage du littoral, interdiction ou restriction des plastiques et récupération-

recyclage-réutilisation. Ces mesures pourraient potentiellement attirer de nouveaux investissements dans la région pour les générations à venir.

En 2017, l'allocation budgétaire au programme pour la gestion des déchets et la lutte contre la pollution a été réduite de 14 % par rapport à 2016 (passant de 4,963 millions USD à 4,36 millions USD). Le programme a sous-exécuté 15 % de son budget 2017 en raison de légers retards dans la mise en œuvre de deux projets régionaux, d'imprévus ainsi que du départ de certains membres du personnel affectés au projet. Le budget non utilisé en 2017 a généré une économie de 0,26 million USD de frais de personnel et 0,38 million USD du budget opérationnel. Environ 67 % du budget dépensé en 2017, soit à peu près 2,5 millions USD, concernait les dépenses liées au PacWaste.

### Autres faits marquants de l'année :

#### *Gestion des déchets solides*

- Développement de la Stratégie régionale de gestion des débris métalliques et les contributions associées, comme l'évaluation de référence des débris métalliques au Samoa et les lignes directrices relatives la gestion des débris métalliques diffusée dans la région.
- Révision du secteur des déchets des Tuvalu, en particulier la mise en œuvre de la Politique intégrée des déchets aux Tuvalu et du Plan d'action exigés pour l'évolution du Programme bilatéral pour la gestion des déchets avec l'UE via le mécanisme de financement du FED11.
- Établissement de la toute première association de recyclage dans la région (Samoa Recycling and Waste Association) en étroite collaboration avec les entreprises

samoanes et J-PRISM, ce qui peut stimuler l'entrepreneuriat et l'écotourisme grâce aux liens avec le secteur des déchets.

### ***Gestion des déchets dangereux***

- Exécution des tâches restantes du projet PacWaste qui incluaient l'installation de 15 incinérateurs, l'organisation de formations aux déchets sanitaires auprès du personnel et des opérateurs hospitaliers, des opérations de désamiantage dans plusieurs pays et délivrance de formations connexes sur la gestion améliorée, l'élimination sûre et conforme des déchets de laboratoire ainsi que le développement d'un partenariat en matière de gestion des déchets électroniques (e-déchets).
- Poursuite de la mise en œuvre du projet de l'Alliance FEM-Pacifique uPOP Reduction dont les activités principales incluaient l'achèvement et l'application de la Stratégie de gestion des conteneurs de pesticides, les avancées en matière de gestion des huiles usées dans certains pays, le développement et la diffusion d'une série d'outils de gestion et de formation sur les produits chimiques, et surveillance du compostage et le suivi des projets pilotes en matière de gestion des déchets sanitaires.

### ***Gestion de la pollution***

- Réalisation de deux ateliers/formations régionaux financés par l'OMI sur a) Annexe V de la MARPOL et formation sur la manière de conduire une analyse des lacunes des installations de réception portuaires ; b) ratification et mise en œuvre de l'Accord de CapTown pour traiter les questions relatives aux navires de pêche, aux déchets marins et au respect de la MARPOL.
- Progrès des initiatives de traitement des plastiques : a) établissement d'un centre régional du PROE pour les déchets marins dans le Pacifique ; b) accompagnement des Membres pour l'adoption par la WCPFC de la Mesure de gestion de la conservation 2017-04 qui répond aux exigences de la MARPOL au sujet des navires de pêche en prévision de son entrée en vigueur en janvier 2019 ; et c) aide fournie aux pays dans leurs efforts de sensibilisation et d'éducation, parmi lesquels le tournoi de rugby sans plastiques Raka7 organisé aux Fidji.
- Avancée des installations de réception régionale du Pacifique grâce à la conduite d'une analyse de lacunes de deux ports supplémentaires (port de Majuro aux îles Marshall et port de Lautoka aux Fidji).

# PRIORITÉ STRATÉGIQUE 3 : DIVISION GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2017

Composante : WMPC 1 – MODIFICATION DES COMPORTEMENTS

Stratégie 1.1: Aider les Membres à élaborer des lois, règlements et instruments financiers qui favoriseront la modification des comportements pour minimiser la pollution et gérer efficacement les déchets et les produits chimiques dangereux grâce à l'éducation et à la communication

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2017 pour le volet WMPC 1.1 – Sensibilisation accrue des populations insulaires océaniques aux avantages et au besoin de gérer efficacement les déchets et les produits chimiques dangereux et de lutter contre la pollution pour réduire le volume de débris et améliorer la santé de l'environnement						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : Travaux significatifs menés pour réaliser le projet PacWaste et le projet uPOP Reduction de l'Alliance FEM-Pacifique. Un nombre d'orientations régionales spécifiques relatives à la gestion des déchets comme les conteneurs de pesticides et les débris métalliques ont été élaborées. L'étude sur les impacts potentiels de l'ingestion de plastiques marins par les poissons, menée par un doctorant de l'université d'Auckland est désormais achevée et attend d'être publiée. L'inquiétude grandissante relative aux débris marins au niveau international a motivé la rédaction de propositions visant dans un premier temps à renforcer la sensibilisation et à mettre en œuvre des initiatives de réduction. Le PROE a apporté un appui technique à plusieurs événements promouvant la réduction des déchets. Suite à la formation délivrée sur la gestion des débris métalliques, la toute première association de recyclage a été créée dans la région (Samoa Recycling and Waste Management Association). La mise en œuvre du programme Pacifique plus propre 2025 se poursuit malgré des ressources limitées, la Division a fourni de vastes efforts pour élaborer des propositions et renforcer les collaborations établies avec les partenaires afin d'explorer de nouvelles pistes d'investissement dans la gestion des déchets.						
WMPC 1.1.1 D'ici 2017, augmentation de la part des déchets et des produits chimiques dangereux correctement gérés par tous les Membres.	• Proportion des déchets et des produits chimiques dangereux correctement gérés.	<ul style="list-style-type: none"><li>• Les Membres ont efficacement géré les déchets et les produits chimiques dangereux grâce à des initiatives soutenues par le PROE visant à rendre durable la gestion des déchets aux niveaux nationaux.</li><li>• Appui technique fourni aux Membres en vue de l'amélioration de la gestion de l'amiante au niveau régional, les déchets électroniques et les déchets sanitaires (PacWaste) par le biais des activités suivantes :</li><li>• Soutien aux mesures d'interdiction ou de restriction régionales relatives aux importations, à la réutilisation et la revente de produits et de déchets contenant de l'amiante dans le Pacifique proposées par les îles Cook et convenues lors de la réunion du PROE<ul style="list-style-type: none"><li>○ enlèvement des matériaux contenant de l'amiante d'un chantier à Suva, aux Fidji ; enlèvement, transport et élimination de 22 sites, principalement des écoles à Rarotanga et aux îles Cook ; et désamiantage de 50 % des bâtiments publics et 12 % des habitations de Nioué.</li><li>○ établissement de partenariats entre le service national pour l'environnement des îles Cook et une entreprise locale de recyclage (Recycle Cook Islands Ltd) pour la collecte, le démantèlement et le recyclage des déchets électroniques à Rarotanga.</li><li>○ installation de 18 incinérateurs dans la région (îles Cook, États fédérés de Micronésie, Fidji, Kiribati, Nauru, îles Salomon, Tonga et Vanuatu) et formation interactive connexe sur l'élimination des déchets sanitaires.</li><li>○ évacuation de quatre conteneurs de débris métalliques de la décharge de Majuro.</li><li>○ préparation d'un document ministériel sur la législation régissant le dépôt de conteneurs dans les États fédérés de Micronésie qui intègre la législation interdisant le polystyrène et le plastique</li></ul></li></ul>	Avancées significatives réalisées en 2017, et objectifs pleinement atteints en 2013		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	259 730	217 863
				Coûts de fonctionnement	2 602 197	2 576 667
				Frais d'investissement	4 500	
				Sous-total	2 866 427	2 794 530

## PRIORITÉ STRATÉGIQUE 3 : DIVISION GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2017

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Apport d'un soutien technique pour améliorer la gestion des déchets verts aux Tuvalu à travers la mise en œuvre des options recommandées dans l'analyse coût- bénéfice de la gestion des déchets verts</li> <li>• Aide apportée à Palaos et aux quatre États des États fédérés de Micronésie dans le développement permanent et/ou la mise à jour de la gestion des déchets et de la pollution assurant leur respect du programme Pacifique plus propre 2025 ; aide également apportée au Vanuatu lors de l'édition technique de leur mise à jour de la Stratégie relative aux déchets solides en amont de sa publication</li> <li>• Examen du secteur des déchets des Tuvalu, en particulier de la mise en œuvre de leur politique et du plan d'action intégrés sur les déchets ainsi que de la structure organisationnelle de l'agence chargée des questions liées aux déchets.</li> <li>• Rédaction du premier projet de la Stratégie régionale relative aux débris métalliques pour examen</li> <li>• Réalisation et alignement du plan de travail du Centre régional du Pacifique (PRC) 2018-2019 sur le programme Pacifique plus propre 2025 et le plan de travail de la Division</li> <li>• Apport d'une aide technique et financière à la Papouasie-Nouvelle-Guinée pour la mise en œuvre de leur projet pilote sur la gestion des huiles usagées.</li> <li>• Aide apportée aux Tuvalu et aux États fédérés de Micronésie pour l'amélioration de leur gestion des huiles.</li> <li>• Mise à disposition de réservoirs de stockage pour les huiles usagées aux Tuvalu dans le cadre du projet uPOP.</li> <li>• Campagne uPOP d'éducation et de sensibilisation au niveau national à Nauru et aux Tuvalu.</li> <li>• Finalisation de la Stratégie régionale de gestion des conteneurs de pesticides</li> </ul>				
WMPC 1.1.2 Amélioration de la qualité des eaux côtières et réduction du nombre d'incidents de pollution chez au moins cinq Membres ÉTIO.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Qualité de l'eau de mer et nombre d'incidents de pollution dans la région.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Avancées significatives réalisées dans la gestion des eaux marines côtières dans les ÉTIO grâce à des engagements multilatéraux pris au niveau national et international comme : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ l'organisation d'un atelier régional conjointement avec l'Organisation maritime internationale et l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture aux îles Cook, qui traitait des questions liées aux microplastiques qui affectent la qualité de l'eau</li> <li>○ la poursuivre les initiatives et des recommandations sur les débris marins émises dans le rapport du GEN6 qui soulignait que la présence de microplastiques affecte la qualité des eaux marines côtières</li> <li>○ établissement du PROE comme centre régional pour les débris marins dans le Pacifique dans le cadre du Partenariat mondial sur les déchets marins d'ONU Environnement</li> <li>○ échange avec les homologues asiatiques sur les questions liées aux débris marins grâce à la participation et à la présentation des travaux du PROE lors de la réunion de l'APEC et à la conférence d'Asie de l'Est sur les débris marins</li> <li>○ aide apportée à la République des îles Marshall afin d'obtenir l'approbation par la WCPFC de l'initiative de gestion de la conservation 2017-04 visant la conformité aux exigences MARPOL par les navires de pêche qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.</li> </ul> </li> </ul>	80%		<b>Budget</b>	<b>Dépenses réelles</b>
				Coûts du personnel	36 167	36 722
				Coûts de fonctionnement	5 500	31 608
				Frais d'investissement		
				<b>Sous-total</b>	<b>41 667</b>	<b>61 330</b>

## PRIORITÉ STRATÉGIQUE 3 : DIVISION GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2017

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
		<ul style="list-style-type: none"> <li>soutien apporté aux initiatives communautaires en cours sur la gestion des déchets marins liées à la présence de microplastiques qui affectent la qualité des eaux marines côtières via : i) l'initiative Paddle for Oceans [Pagaie pour les océans] aux Fidji et à Samoa</li> <li>établissement de nouvelles initiatives communautaires sur la gestion des déchets marins axées sur les effets de la présence de microplastiques sur la qualité des eaux marines côtières au travers des communautés sportives et professionnelles : i) soutien apporté à un tournoi de rugby sans plastique aux Fidji (RAKA7) ; et ii) soutien à la campagne en faveur d'une taxe sur le plastique aux Fidji.</li> <li>apport d'une aide technique aux Fidji pour le développement d'aires marines particulièrement sensibles (PSSA) autour du passage Beqa et de réglementations visant à lutter contre la pollution marine émanant des navires qui affecte la qualité de l'eau, tout comme les déversements de carburant, le rejet des déchets et le déversement des eaux usées.</li> </ul>				
WMPC 1.1.3 Exécution de programmes de minimisation des déchets fondés sur les principes du refus, de la réduction, de la réutilisation et du recyclage, lors de cinq manifestations sportives ou culturelles régionales importantes, et large diffusion des enseignements.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de programmes de minimisation des déchets mis en œuvre lors de manifestations importantes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Instauration de trois des cinq programmes de minimisation des déchets basés sur les principes « refuser, réduire, réutiliser, recycler » lors d'événements sportifs régionaux, en collaboration avec : <ul style="list-style-type: none"> <li>le premier tournoi Raka7 des Fidji pour un événement sans plastique ;</li> <li>la République des îles Marshall dans le cadre du programme pour des écoles propres ; et</li> <li>la République des îles Marshall dans le cadre du « Trash for Cash » (Argent contre déchets) - tournoi de pêche de fond pour la lutte contre le cancer du sein</li> </ul> </li> </ul>	85%		<b>Budget</b>	<b>Dépenses réelles</b>
				Coûts du personnel	35 517	(4 241)
				Coûts de fonctionnement	40 900	6 244
				Frais d'investissement		
				<b>Sous-total</b>	<b>76 417</b>	<b>2 003</b>
WMPC 1.1.4 Élaboration d'ici 2018 du kit de communication sur la gestion des déchets et utilisation par au moins cinq ÉTIO d'ici 2020.	<ul style="list-style-type: none"> <li>État d'achèvement des kits de communication sur la gestion des déchets ; nombre de Membres utilisant ces kits.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Finalisation des ressources d'aide à la communication en matière de gestion des déchets dangereux pour lancement dans tous les ÉTIO</li> <li>Rédaction d'un projet de lignes directrices sur la gestion des débris métalliques au Samoa qui doit être révisé par le MNRE (ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement) de Samoa et par des experts</li> </ul>	100 % depuis 2016	Coûts du personnel	20 039	5 939
				Coûts de fonctionnement	52 753	1 862
				Frais d'investissement		
				<b>Sous-total</b>	<b>72 792</b>	<b>7 801</b>
WMPC 1.1.5 Exécution et suivi de programmes pilotes de gestion des déchets, des produits chimiques dangereux et de la pollution par certains membres d'ici 2013.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de Membres ayant mis en œuvre des programmes pilotes de gestion des déchets, des produits chimiques dangereux et de la pollution.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Au moins 14 ÉTIO ont mis en œuvre des programmes pilotes de gestion des déchets, des produits chimiques dangereux et de la pollution.</li> <li>Réalisation dans 14 PIP d'une étude de référence et obtention d'estimations des quantités et types de pesticides importés annuellement</li> </ul>	100 % réalisé en 2013		<b>Budget</b>	<b>Dépenses réelles</b>
				Coûts du personnel	82 888	24 516
				Coûts de fonctionnement	222 827	7 741
				Frais d'investissement		
				<b>Sous-total</b>	<b>305 715</b>	<b>32 257</b>

## PRIORITÉ STRATÉGIQUE 3 : DIVISION GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2017

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD
		<ul style="list-style-type: none"> <li>Analyse des amendements législatifs et politiques adoptés dans le cadre de l'entrée en vigueur et la mise en œuvre des bonnes pratiques en matière de gestions des conteneurs de pesticides aux Fidji, au Samoa et aux Tonga</li> <li>Poursuite des collaborations en cours avec l'équipe du projet J-PRISM Phase 2 qui influence les pays et efforts régionaux vers une gestion efficace des déchets axée sur l'établissement d'un système de suivi des déchets, le renforcement des capacités, la gestion des catastrophes et la récupération des ressources au niveau régional.</li> <li>Adoption de plans pilotes relatifs aux déchets, aux produits chimiques et à la pollution par les agences nationales, les ONG déployées sur le terrain, et les groupes de femmes dans les pays membres, comme : <ul style="list-style-type: none"> <li>un système de sacs lokwe prépayés qui finance le service de collecte dans des zones qui ne bénéficiaient pas de ce service en République des îles Marshall</li> <li>la défense du système de sacs lokwe par l'ONG citoyenne Women United Together aux îles Marshall (WUTMI) et l'organisation du « Clean Up Day » (Journée du nettoyage) lors de laquelle 500 sacs poubelles lokwe pleins ont été collectés en République des îles Marshall</li> <li>les plans de rachat de piles plomb-acide usagées (ULAB) qui ont permis de récolter plus de 20 tonnes de piles usagées auprès de résidents de la République des îles Marshall</li> <li>l'évaluation de référence et l'organisation de formations/ateliers sur la bonne gestion des débris métalliques au Samoa L'appui technique fourni par le PROE a résulté en la création de l'association Samoa Recycling and Waste Management Association composée d'entreprises concernées par les questions liées aux déchets</li> <li>le Centre de coordination de la technologie maritime pour le transport à faible empreinte carbone dans la région, en partenariat avec la CPS</li> <li>le plan pilote de compostage de Nioué (Alliance FEM-Pacifique) qui a reçu le soutien continu du PROE</li> <li>le projet pilote sur les soins de santé aux Kiribati (Alliance FEM-Pacifique &amp; PacWaste) qui a reçu le soutien continu du PROE</li> <li>l'analyse coût-bénéfice réalisée suite à une étude de faisabilité approfondie portant sur le programme de gestion des conteneurs de pesticides usagés à Samoa, aux Tonga et aux Fidji (Alliance FEM-Pacifique)</li> </ul> </li> </ul>		



## PRIORITÉ STRATÉGIQUE 3 : DIVISION GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2017

Composante: WMPC 2 – CONNAISSANCES, DONNÉES, PLANIFICATION ET RECHERCHE

Stratégie 2.1: - Aider et encourager les pays membres à collecter, analyser, interpréter et diffuser des données sur les déchets, les produits chimiques dangereux et la pollution pour en améliorer la gestion d'ici 2020. Stratégie quinquennale de renforcement de la législation environnementale au niveau national, axée sur les mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets.

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2017 pour le volet WMPC 2.1 – D'ici 2015, élaboration pour les Membres de Stratégies et de plans détaillés de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution reposant sur des données techniques fiables, et mise en œuvre d'actions prioritaires						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : Bien que la plupart des résultats de cet objectif aient été atteints depuis 2013, les travaux se sont poursuivis. Des efforts conséquents ont été déployés pour le lancement d'un système régional de suivi des déchets via l'identification d'indicateurs de mesure des progrès de la région en matière de gestion des déchets solides. Les travaux seront élargis aux déchets dangereux et à la gestion de la pollution. Les travaux initiaux visant à établir des méthodes normalisées via les projets de l'Alliance FEM-Pacifique et J-PRISM seront pris en compte dans le développement du système de suivi. La diffusion des résultats des projets (PacWaste et uPOP de l'Alliance FEM-Pacifique) et des activités de la Division se poursuit par différents canaux. Plus spécifiquement, le Portail sur les débris marins a permis au PROE de s'établir comme centre régional pour les déchets marins. Ces activités prépareront les pays à développer des systèmes nationaux de gestion des données.						
WMPC 2.1.1 Élaboration et diffusion de méthodes standard de collecte, de stockage, d'analyse et d'interprétation des données relative à la pollution et à la gestion des déchets, ainsi que leur utilisation par au moins six ÉTIO.	<ul style="list-style-type: none"><li>État de développement et d'adoption des méthodes standard d'analyse de la pollution et de gestion des déchets.</li><li>Nombre de Membres utilisant les méthodes standard.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Adoption par 6 ÉTIO de méthodes normalisées en matière de gestion de la pollution et des déchets selon les approches suivantes, via :<ul style="list-style-type: none"><li>une collaboration avec la Division SGE et J-PRISM pour développer un système régional de suivi des déchets</li><li>la création et la publication en consultation avec les pays membres, grâce au PacWaste pour 14 PIP et le Timor-Leste, de profils pays en matière de déchets pour ce qui concerne l'amiante, les déchets médicaux et électroniques</li><li>la proposition au CPRT avec le soutien du J-PRISM du lancement des groupes de travail techniques sur le recyclage, les débris marins et les débris résultants de catastrophes au niveau de la région</li><li>la fourniture d'assistance technique pour faciliter la normalisation des méthodes de collecte de données sur les huiles usagées (GEFPAS) en Papouasie-Nouvelle-Guinée et aux Tuvalu.</li><li>l'application des conventions de Waigani et de Bâle ainsi que des AME liés aux produits chimiques pour laquelle tous les PIP ont reçu le soutien du PROE (Alliance FEM-Pacifique, Secrétariat de la Convention de Waigani et PRC). Devra être couverte par le PacWaste Plus.</li><li>l'élaboration d'un mécanisme institutionnalisé pour une coopération Pacifique-Pacifique avec le soutien du PROE en ce qui concerne le maintien de la base de données PIDOC (base de données des îles du Pacifique pour les activités de renforcement des capacités).</li><li>l'établissement de méthodes normalisées de gestion des déchets dangereux entrepris aux Tuvalu et communiquées lors d'un atelier de formation</li><li>l'identification de domaines de recherche via d'éventuelles bourses de doctorats pour l'université de Newcastle sur les thèmes du gaspillage énergétique, de la pollution marine, de la biorestauration suite aux déversements d'hydrocarbures ou encore des indicateurs de gestion écosystémique et de gouvernance environnementale</li></ul></li></ul>	% réalisés en 2013 avec des activités émergentes envisagées pour 2017		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	83 598	68 417
				Coûts de fonctionnement	31 920	102 026
				Frais d'investissement		
				Sous-total	115 518	170 443

## PRIORITÉ STRATÉGIQUE 3 : DIVISION GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2017

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
					Budget	Dépenses réelles
WMPC 2.1.2 Augmentation du nombre d'articles pertinents publiés dans des revues, actes et autres publications scientifiques régionales et internationales.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre d'articles publiés sur la pollution et la gestion des déchets dans le Pacifique.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Au moins six articles pertinents publiés au niveau régional en collaboration avec d'autres agences, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> <li>le rapport de la région du Pacifique sur le statut de la mise en œuvre des 3R en Asie et dans le Pacifique (publié en ligne).</li> <li>l'établissement du Portail sur les déchets marins dans le cadre de l'établissement du PROE comme centre régional pour les déchets marins dans le Pacifique en vertu du Partenariat mondial sur les déchets marins d'ONU Environnement</li> <li>les supports de communication soutenant l'avancée des projets PacWaste et Alliance FEM-Pacifique et de la Division GDLP sont diffusés dans les PIP lors d'événements dont les formations</li> <li>deux articles liés à la gestion des déchets dangereux publiés dans le bulletin du bureau régional de la Convention de Bâle en Chine (BCRC).</li> <li>(X) questions relatives à la gestion des déchets et de la pollution soulevées grâce au bulletin d'information PROE-Tok et aux communiqués de presse</li> <li>publication en cours d'examen de l'étude des impacts potentiels de l'ingestion de plastiques marins par les poissons réalisée en collaboration avec l'université d'Auckland, dans le cadre d'un doctorat.</li> </ul> </li> </ul>	100 % réalisé en 2013			
				Coûts du personnel	86 163	51 254
				Coûts de fonctionnement	49 500	11 753
				Frais d'investissement		
				<b>Sous-total</b>	<b>135 663</b>	<b>63 007</b>
WMPC 2.1.3 Publication d'un tour d'horizon régional de la gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de la lutte contre la pollution.	<ul style="list-style-type: none"> <li>État d'achèvement du tour d'horizon régional de la gestion des déchets, des produits chimiques et de la pollution.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ajustement des indicateurs relatifs aux déchets solides définis dans le projet Pacifique plus propre 2025 dans le cadre du développement d'un système régional de suivi des déchets visant à rendre compte des avancées réalisées en matière de gestion des déchets dans la région.</li> <li>L'initiative « Des océans propres pour un Pacifique plus propre » a été lancée suite à la Conférence sur les océans des Nations Unies qui s'est tenue à New York et encourageait la prise d'engagements régionaux volontaires de prévention/réduction de la pollution marine résultant d'activités terrestres (efforts par exemple pour le plastique).</li> </ul>	100 % réalisé en 2015			
				Coûts du personnel	12 791	15 929
				Coûts de fonctionnement		2 515
				Frais d'investissement		
				<b>Sous-total</b>	<b>12 791</b>	<b>18 444</b>

# RIORITÉ STRATÉGIQUE 3 : DIVISION GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2017

Composante : WMPC 3 – RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET CONSEILS EN MATIÈRE DE BONNES PRATIQUES

Stratégie 3.1: Recenser et combler les déficits de capacités des Membres pour permettre la mise en œuvre d'activités de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution d'ici 2015

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2017 pour le volet WMPC 3.1.1 – Capacité des Membres sensiblement augmentée d'ici 2015 en matière d'élaboration et de mise en œuvre de programmes et activités de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : Reconnaisant les capacités encore limitées de la région à résoudre la plupart des questions liées aux déchets, la Division a continué d'explorer de nouvelles pistes d'investissements via divers mécanismes de financement. La proposition du FED11 pour un programme régional de gestion des déchets a franchi deux étapes essentielles qui ont mené à la signature de l'accord de financement pour un projet de 17 millions EUR. La note de synthèse de projet pour le financement a bien été reçue. Des évaluations de la gestion des déchets solides ont été réalisées dans la plupart des pays et celles-ci alimenteront le système régional de suivi des déchets actuellement en cours de développement. Les données de références peuvent être utilisées comme valeurs de référence afin de mesurer les progrès dans le domaine de la gestion des déchets dans les différents pays. La Division a tiré profit d'autres possibilités réalisables qui ont permis la diffusion des bonnes pratiques dans la région, ce qui a renforcé la sensibilisation aux questions liées aux déchets dans le Pacifique.						
WMPC 3.1.1 Analyse de référence de la capacité de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution achevée en 2017 et révisée en 2020, en association avec d'autres travaux comme ceux réalisés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).	• État d'achèvement de l'analyse de référence de la capacité de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux	• Analyses de référence des capacités en matière de gestion des déchets et de produits dangereux partiellement achevées, avec des avancées positives dans les domaines suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>une évaluation de référence de la gestion des déchets solides est menée dans huit pays et sera étendue aux autres pays insulaires du Pacifique, par le biais du J-PRISM</li><li>évaluation de référence de la gestion des déchets des Tuvalu qui soutiendra la mise en œuvre du projet bilatéral conduit avec l'UE</li><li>collecte d'informations de référence en cours pour la rédaction du document d'orientation régionale sur les connaissances écologiques traditionnelles existantes comme le compostage - peut réduire les POP et contribuer à établir une production alimentaire résiliente dans la région.</li><li>soutien technique aux Tuvalu lors de l'identification des besoins en matière de gestion des déchets dangereux</li><li>réalisation de l'évaluation initiale des débris marins au Samoa par le biais d'un appui aux stages.</li><li>identification de la nécessité d'élargir le PIDOC (base des données des îles du Pacifique des activités de renforcement des capacités) et lien avec le projet INFORM du PROE</li><li>proposition du PacWaste Plus du FED11 via le QSG1 et QSG2.</li><li>soumission d'une note de synthèse pour une proposition de projet sur le traitement des huiles usagées, des débris marins et des débris résultant des catastrophes dans des pays insulaires océaniques sélectionnés grâce à des financements de l'AFD.</li><li>collecte d'informations de référence en cours pour la rédaction du document d'orientation régionale sur le réemballage, la collecte, le transport et l'élimination des déchets chimiques dans le Pacifique</li><li>contribution collaborative autour de l'étude de circulation des ressources menée par le PRIF (Infrastructures régionales du Pacifique)</li></ul>	90%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	10 504	10 707
				Coûts de fonctionnement	77 000	198 729
				Frais d'investissement		
				Sous-total	87 504	209 436

# RIORITÉ STRATÉGIQUE 3 : DIVISION GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2017

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
					Budget	Dépenses réelles
WMPC 3.1.2 Mise en œuvre d'au moins une activité régionale principale d'ici 2017 pour combler les déficits de capacités des Membres	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre d'activités régionales mises en œuvre pour combler les déficits de capacités des Membres concernant les déchets et la pollution</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Lancement d'activités fondamentales régionales remédiant aux lacunes en termes de capacités dans les domaines suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>poursuite de la stratégie régionale de gestion des déchets résultant de catastrophes</li> <li>réunion STAC et CdP de la Convention de Waigani achevée à Samoa</li> <li>CdP de la Convention de Nouméa achevée à Samoa</li> <li>réalisation de deux consultations régionales sur la stratégie régionale sur les débris métalliques</li> <li>assistance technique fournie par le PROE autour de la mise en application des conclusions des conférences et réunions régionales sur la pollution marine (ORRT, PMTA, PPA).</li> <li>émission d'avis lors de la réunion du Comité de pilotage du J-PRISM sur les progrès régionaux dans l'élaboration d'un mécanisme de suivi de la gestion des déchets solides conforme au programme Pacifique Propre 2025 et collaboration éventuelle entre le PacWaste Plus et le J-PRISM</li> <li>organisation de réunions entre l'Alliance FEM-Pacifique et le comité de pilotage régional océanien afin de rendre compte des progrès des activités et d'approuver le prochain programme annuel de travail sur la réduction des lacunes en termes de capacités de gestion des déchets dangereux dans les PIP.</li> <li>organisation de réunions du comité de pilotage du projet PacWaste afin de rendre compte des progrès des activités et d'approuver le prochain programme annuel de travail sur la réduction des lacunes en termes de capacités de gestion des déchets dangereux dans les PIP et au Timor-Leste</li> <li>renforcement de la relation avec les PTOM grâce au partage des résultats positifs (renforcement des connaissances et des capacités) des jumelages réalisés entre Wallis-et-Futuna et les Fidji lors de l'atelier sur la conclusion du projet Integre et examen du projet RESCCUE encore en cours.</li> </ul> </li> </ul>	100 % réalisé en 2013  Avec activités en cours			
				Coûts du personnel	6 442	6 401
				Coûts de fonctionnement	105 382	16 217
				Frais d'investissement		
				<b>Sous-total</b>	<b>111 824</b>	<b>22 618</b>
WMPC 3.1.3 Cinq modèles de bonnes pratiques de gestion des déchets et de lutte contre la pollution identifiés et diffusés à tous les Membres et au moins un modèle reproduit chez certains Membres	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de modèles de bonnes pratiques de gestion des déchets et de lutte contre la pollution diffusés et reproduits</li> <li>Nombre de modèles <u>reproduits</u></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Diffusion des informations relatives aux bonnes pratiques en matière de gestion de l'amiante, des déchets électroniques, médicaux, chimiques, des huiles usagées, des déchets marins (avec fiches d'information) et du mercure.</li> <li>Réutilisation adaptée du système de sacs prépayés existant aux Kiribati et au Vanuatu pour le programme de sacs lokwe dans la République des îles Marshall</li> <li>Présentation de quatre documents traitant des bonnes pratiques en matière de gestion des déchets au Samoa via la conférence scientifique de l'université nationale de Samoa</li> </ul>	100 % réalisé en 2014  Avec activités qui se poursuivent			
				Coûts du personnel	39 667	28 026
				Coûts de fonctionnement	31 672	2 902
				Frais d'investissement		
				<b>Sous-total</b>	<b>71 339</b>	<b>30 928</b>
WMPC 3.1.4 Proposer une formation sur les meilleures pratiques en matière de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et en matière de lutte contre la pollution à tous les Membres par le biais d'un programme de transmission	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de directives sur les meilleures pratiques en matière de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Formations aux bonnes pratiques et application des lignes directrices relatives à une meilleure gestion de l'amiante aux Fidji, aux États fédérés de Micronésie, au Samoa, aux Tonga, au Vanuatu, à Nauru et aux Tuvalu. <ul style="list-style-type: none"> <li>organisation de formations aux bonnes pratiques pour améliorer la gestion des déchets médicaux dans sept hôpitaux - Timor-Leste (3), Îles Salomon (2), Tuvalu (1), et Nioué (1) ; formations aux bonnes pratiques organisées dans quatre États des États fédérés de Micronésie, aux Kiribati, à Nauru, à Samoa et au Vanuatu.</li> <li>animation d'une formation technique intensive pour les opérateurs utilisant les 14 incinérateurs installés</li> </ul> </li> </ul>	100 % réalisé en 2013			
				Coûts du personnel	147 363	96 300
				Coûts de fonctionnement	255 462	2 235
				Frais d'investissement		
				<b>Sous-total</b>	<b>402 825</b>	<b>98 535</b>

# RIORITÉ STRATÉGIQUE 3 : DIVISION GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2017

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
		<ul style="list-style-type: none"><li>organisation de formations aux meilleures pratiques en matière d'amélioration de la gestion des piles plomb-acide usagées en République des îles Marshall et aux îles Salomon.</li><li>lancement d'un programme interactif de gestion des déchets médicaux</li><li>rédaction d'un guide et d'un manuel de gestion des déchets médicaux complétant la formation dispensée et insistant sur la séparation des déchets médicaux à la source</li><li>rédaction d'un projet de lignes directrices sur la gestion des débris métalliques au Samoa</li><li>appui technique apporté aux États fédérés de Micronésie, et à l'État de Yap, pour la mise à jour les NATPLAN</li><li>dispense de conseils et d'un appui techniques aux Kiribati et au Samoa lors de l'élaboration et de la mise à jour de la législation nationale sur la prévention de la pollution marine (y compris l'introduction d'organismes marins nuisibles par les navires).</li><li>dispense d'une formation technique à tous les PIP sur l'application des Conventions de Waigani et de Bâle ainsi que les AME sur les produits chimiques pertinentes.</li><li>diffusion à tous les PIP des outils ressources et du manuel de formation régionaux pour la gestion des produits chimiques</li></ul>				
Objectif de 2017 pour le volet 3.1.2 – Les Membres sont mieux équipés pour se préparer et réagir contre les pollutions marines causées par les navires, et les prévenir						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : L'application du plan sur les installations de réception portuaires a progressé suite aux conclusions positives d'audits réalisés dans les ports de Lautoka et Majuro. De même, la question de longue date des navires et épaves abandonnés a évolué grâce à l'achèvement d'une évaluation des risques à l'échelle régionale et d'une analyse coût-bénéfice des épaves qui présentent des risques élevés.						
WMPC 3.2.1 Atteinte des objectifs du Programme pour la prévention de la pollution marine dans le Pacifique 2015-2020 (PACPOL).	<ul style="list-style-type: none"><li>PACPOL mis en œuvre avec succès.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Atteinte des objectifs de la PACPOL comme indiqué dans les audits réalisés dans les ports de Lautoka et de Majuro et mise à jour du plan sur les installations de réception portuaires dans d'autres ports du Pacifique.</li><li>Évaluation des risques à l'échelle régionale et analyse coût-bénéfice terminées pour les navires et épaves présentant un risque élevé pour la PACPOL.</li></ul>	100 atteint en2013		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	48 897	48 989
				Coûts de fonctionnement	11 000	143 844
				Frais d'investissement		
				Sous-total	59 897	192 833
TOTAL PROGRAMME 3				Budget	Dépenses réelles	
			Coûts du personnel	869 766	606 822	
			Coûts de fonctionnement	3 486 114	3 104 344	
			Frais d'investissement	4 500		
			Sous-total	\$4,360,379	\$3,711,166	

## 4. DIVISION SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE

**But du programme :** D'ici 2015, tous les Membres seront à même d'élaborer et de mettre en œuvre des cadres et des processus transparents et rigoureux pour améliorer la gouvernance, la planification et la surveillance environnementale ainsi que les rapports sur l'environnement, et le Secrétariat produira des évaluations périodiques régionales de l'état de l'environnement

En 2017, la Division pour la surveillance et la gouvernance environnementales a continué à apporter un soutien politique et à dispenser des conseils techniques dans les domaines politique, législatif, de la conformité, de la planification, du suivi et de sa communication avec d'importants progrès dans tous les domaines stratégiques ciblés. Les principaux résultats et conclusions atteints en 2017 avaient été grandement soutenus via le projet AME ACP, financé par l'UE. La mise en œuvre du projet régional financé par le PNUE et le FEM a commencé en 2017.

En 2017, 12 des 19 objectifs des plans stratégiques avaient été atteints de 80 % à 100 %, et 10 de ces objectifs avait été atteints à 100 %. Les objectifs réalisés à moins de 80 % continueront d'être soutenus grâce au nouveau projet régional Inform du PNUE-FEM, dont la mise en œuvre a débuté en 2017.

Un budget de 1 002 232 USD a été approuvé pour l'année 2017 ; toutefois, un dépassement de 267 701 USD a été engagé, largement dû au report de fonds de 2016, notamment des fonds reçus pour le projet régional Inform PNUE-FEM.

### Les faits marquants de 2016 incluent :

#### Cadres propices

- Démarrage des processus du SoE (état de l'environnement) et de la Stratégie nationale de gestion environnementale (SNAGE) à Nioué et les îles Salomon
- Organisation du dialogue de haut niveau du PROE-ONU Environnement et du ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement sur la parité hommes-femmes qui comprenait une formation pratique destinée au personnel du ministère et du PROE
- Contribution au développement de la feuille de route du Pacifique pour le développement durable grâce à notre implication auprès du groupe de travail CORP ODD. La feuille de route a été adoptée par les dirigeants lors du 48<sup>e</sup> Forum des dirigeants à Apia
- Organisation et déroulement réussi du Forum océanien pour l'environnement qui précédait la 28<sup>e</sup> Conférence du PROE. Le Forum pour l'environnement a attiré l'attention et insisté sur l'importance de disposer de données environnementales

fiables et correctes pour l'accompagnement des processus de planification durable et pour la prise de décision informées

#### Intégration et AME

- Élaboration de lignes directrices régionales sur les EIE portant sur le tourisme côtier qui ont été approuvées par les Membres lors de la 28<sup>e</sup> Conférence du PROE. Les lignes directrices ont ensuite été approuvées par le comité de direction de l'Office du tourisme du Pacifique Sud (SPTO) lors d'une réunion du conseil d'administration qui s'est déroulée en octobre au Vanuatu.
- Mise à jour du Manuel de négociations d'AME afin de guider et d'aider les Membres à pouvoir négocier des AME.

#### Renforcement des capacités

- Dispense de formations sur la conformité et l'exécution aux Fidji et à Samoa en partenariat avec le bureau régional océanien de l'UICN (IUCN ORO). Ces formations étaient destinées aux agents en charge de la conformité et de l'application des lois environnementales
- Organisation de formations sur les ÉIE, d'exercices pratiques et de visites de terrain dans les États fédérés de Micronésie (Kosrae et Pohnpei), à Tokélaou (Nukunonu) et aux îles Cook
- Organisation d'une formation sur le développement de la base de données du GIS et la Planification spatiale marine (PSM) à Kiribati dans le cadre du projet MACBIO

#### Suivi et réalisation de rapports

- Organisation réussie de l'atelier initial du projet régional Inform du PNUE-FEM qui a notamment identifié les besoins en matière de gestion des données environnementales et de rapports de suivi des pays, y compris les interventions pratiques et bénéfiques requises pour répondre à ces besoins via le projet Inform.
- Lancement du rapport sur l'état de l'environnement (SoE) pour la République des îles Marshall
- Élaboration des lignes directrices SoE pour guider et aider les Membres dans les processus SoE

Composante : **EMG 1 – CADRES PROPICES**

Stratégie : **1.1 - Renforcer les cadres, politiques et processus nationaux en matière de gouvernance environnementale, ainsi que pour sa mise en œuvre, ce qui inclut les études d'impact sur l'environnement (EIE), la surveillance et la réalisation de rapports ainsi que les mécanismes institutionnels connexes**

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2017 pour le volet EMG 1.1 – Adoption et utilisation formalisée des évaluations stratégiques et intégrées de l'environnement en tant qu'outils de planification de premier ordre dans tous les pays						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : Poursuite du renforcement des capacités des Membres en matière d'EIE, via des formations ciblées, des conseils techniques et l'élaboration de cadres politiques favorables. En 2017, les lignes directrices régionales sur les EIE pour le tourisme côtier ont été élaborées et approuvées par les Membres du PROE et les membres du comité de direction du SPTO. Ces lignes directrices ont pour but de renforcer l'intégration des questions environnementales dans le développement du tourisme côtier pour atteindre un tourisme durable dans la région. Les Membres ont continué de solliciter l'aide du PROE afin de renforcer leurs capacités et de bénéficier de formations sur les EIE visant à améliorer les capacités individuelles, systémiques et institutionnelles. Des formations sur la conformité et l'application ont été dispensées aux Fidji et au Samoa afin de renforcer les capacités des responsables concernés. Elles présentaient les processus, outils et approches qui leur permettent d'exécuter leur tâche de manière efficace et efficiente.						
EMG 1.1.1 D'ici 2017, élaboration de modèles océaniques de cadres réglementaires, couvrant les études d'impact, les évaluations intégrées et les évaluations stratégiques de l'environnement.	Nombre de modèles de cadres réglementaires élaborés (études d'impact, évaluations intégrées et évaluations stratégiques de l'environnement).	<ul style="list-style-type: none"><li>Publication du modèle de cadre réglementaire régional établissant les lignes directrices sur les EIE pour le tourisme côtier et oriente les activités de développement touristique dans le secteur du tourisme après avoir été dûment approuvée par les Membres du PROE lors de la 28<sup>e</sup> Conférence du PROE puis par le SPTO lors de la réunion du comité de direction d'octobre 2017.</li><li>Identification de lacunes au niveau des États dans l'application des lignes directrices sur les ÉIE grâce à des formations et des visites de sites par des responsables gouvernementaux de Nukunonu, de Tokélaou, des îles Cook, de Kosare et de Pohnpei (États fédérés de Micronésie).</li><li>Soutien de la coopération technique sud-sud entre le Commonwealth des îles Mariannes du Nord (CNMI) et les États fédérés de Micronésie en matière d'ÉIE qui a permis le partage d'expériences entre des fonctionnaires des deux pays.</li><li>Renforcement de la position de l'ÉIE des pays membres qui participent aux négociations dans le cadre de la BJN grâce à un soutien technique direct.</li><li>Facilitation d'échange d'expériences sur les ÉIE via le Forum océanien pour l'environnement qui incluait une visite au pont Vaisigani à Samoa, le nouveau site proposé.</li><li>Contribution technique fournie lors de la rédaction du projet de mandat pour la sauvegarde sociale et environnementale (ESS) des Tuvalu, citant l'amélioration de l'ESS nationale au sein des processus et systèmes gouvernementaux.</li><li>Le PROE a étendu sa présence puisqu'il a été approuvé en tant qu'observateur auprès de l'Autorité internationale des fonds marins, ce qui a permis au Secrétariat de fournir un appui technique à ses Membres sur des questions environnementales.</li></ul>	100%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	152 625	94 921
				Coûts de fonctionnement	30 572	139 527
				Frais d'investissement		7 134
				Sous-total	183 197	241 582



# PRIORITÉ STRATÉGIQUE 4 : SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALES

2017

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
EMG 1.1.2 D'ici 2015, mise en place chez au moins cinq Membres ÉTIO de cadres intégrés de politiques et de réglementations favorables inspirés des modèles océaniques.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de Membres ayant mis en place des cadres intégrés de politiques et de réglementations inspirés des modèles océaniques.</li> <li>Niveau de conformité à l'égard des lois nationales sur l'environnement en vigueur</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le Plan d'action régional pour les espèces marines (RMSAP) cité au point 2.1.1.1 en tant que cadre réglementaire au niveau régional vient d'être adopté par les Membres du PROE avant que les Membres ne mettent en place un cadre réglementaire intégré sur la base du modèle du Pacifique. Activités en 2016 poursuivies en 2017, aucune nouvelle activité entreprise.</li> <li>Amélioration des compétences et des capacités de 40 responsables chargés de l'application de réglementations aux Fidji et à Samoa en matière d'enquête sur les violations des lois environnementales au moyen des outils réglementaires appropriés</li> </ul>	100%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel		
				Coûts de fonctionnement		7 757
				Frais d'investissement		
				Sous-total		7 757
EMG 1.1.3 D'ici à 2015, recensement des besoins régionaux pour veiller à ce que tous les enjeux importants soient examinés.	<ul style="list-style-type: none"> <li>La réalisation achevée d'une analyse des besoins.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les résultats et conclusions des études d'analyse de besoins terminées en 2012 ont aiguillé la préparation et la formulation du programme ACP MEA2 Phase</li> </ul>	100%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel		
				Coûts de fonctionnement		
				Frais d'investissement		
				Sous-total		

**Stratégie 1.2:** Organisation d'une stratégie quinquennale de renforcement de la législation environnementale au niveau national, axée spécifiquement sur les mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2017 pour le volet EMG 1.2 – Lois promulguées par les Membres pour satisfaire aux obligations découlant des principaux accords multilatéraux sur l'environnement (AME) et aux priorités environnementales nationales						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : Il convient de noter que la législation relève de la compétence de chaque Membres selon leurs procédures et processus nationaux et que le Secrétariat n'a ni influence ni autorité en la matière. En 2017, une révision législative a été réalisée pour tous les 14 pays insulaires du Pacifique. Cette révision avait pour but d'évaluer le statut de la législation environnementale dans chaque pays et d'informer les décideurs des lacunes à combler.						
EMG 1.2.1 D'ici à 2017, actualisation et publication des examens nationaux de la législation environnementale réalisés dans les années 1990.	• Nombre de Membres ayant actualisé l'examen de leur législation environnementale.	• La révision législative a été réalisée pour les 14 PIP a fourni des informations de référence utiles sur le statut de la législation en matière d'environnement dans chaque pays.	100%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	16 289	54 050
				Coûts de fonctionnement		152
				Frais d'investissement		
				Sous-total	16 289	54 202

# PRIORITÉ STRATÉGIQUE 4 : SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALES

2017

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
					Budget	Dépenses réelles
EMG 1.2.2 Législation nationale adoptée et fonctionnaires formés pour appliquer les dispositions des accords multilatéraux sur l'environnement (p. ex. application des règlements de la CITES et matériels de sensibilisation).	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de Membres dotés d'une législation pour appliquer les dispositions des AME</li> <li>Nombre de Membres disposant de fonctionnaires formés à l'application des dispositions des AME</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le Manuel de négociations pour les AME a été mis à jour afin d'approfondir la compréhension des AME par les Membres grâce à de meilleures compétences en négociation</li> <li>Amélioration des compétences et des capacités de 40 responsables chargés de l'application de réglementations aux Fidji et à Samoa en matière d'enquête sur les violations des lois environnementales au moyen des outils réglementaires appropriés</li> <li>Au moins 21 professionnels juridiques du gouvernement et des secteurs privés ainsi que des fonctionnaires environnementaux aux Tuvalu ont été formés à la mise en œuvre efficace des accords environnementaux multilatéraux (AME) en partenariat avec le bureau régional océanien (ORO) de l'UICN et le PROE</li> </ul>	100%			
				Coûts du personnel	79 278	123 511
				Coûts de fonctionnement	65 321	6 044
				Frais d'investissement		
				<b>Sous-total</b>	<b>144 599</b>	<b>129 555</b>
EMG 1.2.3 Les pays océaniques ayant ratifié des AME proposent de nouvelles priorités concernant l'assistance fournie par les Conférences des Parties aux AME et par les bailleurs de fonds potentiels.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de propositions soumises par des pays océaniques ayant ratifié des AME au sujet de nouvelles priorités en matière d'assistance.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les AME sur la biodiversité et les déchets constituaient les priorités principales en termes de soutien dans le cadre de la Phase 3 du programme ACPMEA financé par l'UE et approuvé lors de la 28<sup>e</sup> Conférence du PROE.</li> </ul>	100%			
				Coûts du personnel	98 892	110 643
				Coûts de fonctionnement	33 440	168 893
				Frais d'investissement		
				<b>Sous-total</b>	<b>132 332</b>	<b>279 536</b>

## Volet : EMG 2 – INTÉGRATION

**Stratégie 2.1:- Appuyer l'intégration des politiques et initiatives de gouvernance environnementale portant sur le changement climatique, la biodiversité et la gestion durable des écosystèmes, les espèces envahissantes et la gestion des déchets, dans l'ensemble des programmes et des processus nationaux de développement et de planification budgétaire.**

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2017 pour le volet EMG 2.1 – Participation accrue des secteurs économiques et sociaux, de la recherche nationale et des établissements éducatifs à la planification environnementale						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : En 2017, les processus SNAGE pour Nioué, les îles Salomon et la République des îles Marshall ont été lancés. L'engagement actif des parties prenantes des secteurs économiques et du développement, comme l'agriculture, la pêche et le tourisme, a été essentiel aux processus SNAGE. Cet engagement a constitué une véritable plateforme encourageant les synergies, le partage des informations importantes et les collaborations entre les agences environnementales et les secteurs de développement.						
EMG 2.1.1 Tous les secteurs économiques, les instituts de recherche et les établissements éducatifs d'au moins cinq ÉTIO participent à la planification environnementale nationale.	<ul style="list-style-type: none"><li>Nombre de Membres dont les secteurs économiques, les instituts de recherche et les établissements éducatifs participent à la planification environnementale nationale.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Trois Membres, les États fédérés de Micronésie (Kosrae et Pohnpei), Tokélaou (Nukunonu) et les îles Cook, ont dispensé des formations aux ÉIE grâce à l'engagement et à la participation à des secteurs clés dont la pêche, l'agriculture, la culture, l'éducation et les ressources foncières.</li><li>Au moins deux Membres, Nioué et les îles Salomon, ont facilité les processus conjoints SoE et SNAGE avec la participation des différents secteurs cités au point 4.1.1.1</li></ul>	100%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel		(153)
				Coûts de fonctionnement		35 661
				Frais d'investissement		
				Sous-total		35 508
EMG 2.1.2 D'ici 2017, les priorités régionales convenues concernant les cibles internationales des AME, les objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres cadres internationaux auront été intégrés dans les politiques et stratégies nationales d'au moins cinq Membres.	<ul style="list-style-type: none"><li>Nombre de Membres qui incluent les priorités régionales convenues concernant les cibles internationales des AME dans leurs politiques et stratégies nationales.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>D'autres Membres, Nioué et Nauru, ont fait des objectifs des AME des priorités principales dans leurs stratégies nationales de gestion de l'environnement et les cadres nationaux de politique environnementale</li></ul>	100%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	141 235	154 473
				Coûts de fonctionnement	83 848	35 664
				Frais d'investissement		64
				Sous-total	225 082	190 201
EMG 2.1.3 Les questions sexospécifiques sont prises en compte dans les activités de planification environnementale.	<ul style="list-style-type: none"><li>Preuves que les questions touchant à la condition féminine sont prises en compte dans les activités de planification environnementale.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Au moins 18 responsables du PROE et du ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement de Samoa ont été formés aux méthodologies et approches de la parité hommes-femmes dans les processus de planification environnementale et le Plan de secteur national pour l'environnement 2017-2021 pour Samoa</li></ul>	100%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel		
				Coûts de fonctionnement		1 041
				Frais d'investissement		
				Sous-total		1 041

## Composante : EMG3 – RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

**Stratégie 3.1:- Renforcer les capacités nationales et régionales visant à appliquer des processus efficaces de surveillance et d'évaluation de l'environnement dans le cadre des études d'impact, des évaluations intégrées et des évaluations stratégiques de l'environnement ainsi que de la réalisation de rapports sur l'état de l'environnement**

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2017 pour le volet EMG 3.1.1 – Renforcer les capacités nationales et régionales (techniques et ressources humaines) en vue de la surveillance de l'environnement et de la production de rapports réguliers sur l'état de l'environnement.						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : Appui continu au renforcement des capacités et aux formations sur les ÉIE, le SoE et les processus SNAGE, notamment un soutien consultatif juridique et politique. En 2017, la mise en œuvre du projet régional financé par ONU Environnement et le FEM (projet Inform) a commencé. Le projet impliquera l'ensemble des 14 PIP et se basera sur le processus SoE déjà établi dans divers pays dans le but de renforcer la capacité de gestion des données afin de soutenir les processus de planification et de prise de décision.						
EMG 3.1.1 D'ici à 2017, formulation et mise à l'essai de lignes directrices et de programmes régionaux normalisés concernant la formation de ressources humaines dotées de compétences techniques en matière de surveillance, d'évaluation et de production de rapports sur l'environnement.	<ul style="list-style-type: none"><li>Programme environnemental régional standard comportant des lignes directrices pour les formations et les ressources de développement humain, incluant les compétences techniques pour la surveillance, l'évaluation et la production de rapports.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Soutien technique fourni aux parties prenantes principales à Nioué et aux îles Salomon par l'utilisation des lignes directrices régionales pour le suivi des rapports environnementaux développé en 2015. Ces lignes directrices visent à améliorer les compétences en matière de suivi, d'évaluation et de communication de rapport sur les processus SoE et SNAGE</li></ul>	100%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	10 120	
				Coûts de fonctionnement		16 930
				Investissements		
				Sous-total	10 120	16 930
EMG 3.1.2 D'ici 2017, exécution du programme de formation à la surveillance environnementale et cours de formation des formateurs dispensés chez au moins neuf membres ÉTIO.	<ul style="list-style-type: none"><li>Nombre de Membres ayant mis en place un programme de formation à la surveillance environnementale.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Formation d'au moins 50 fonctionnaires environnementaux en République des îles Marshall, aux îles Salomon et à Nioué à la surveillance environnementale et à l'utilisation et à l'interprétation des données dans le cadre du processus SoE.</li></ul>	100%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel		
				Coûts de fonctionnement		76
				Investissements		
				Sous-total		76
EMG 3.1.3 D'ici 2017, mise en place d'un réseau de spécialistes de l'évaluation et de la planification environnementales dans le Pacifique	<ul style="list-style-type: none"><li>Nombre de spécialistes de l'évaluation et de la planification environnementales ayant intégré un réseau</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Au moins 20 professionnels ont souscrit au réseau du Pacifique pour l'évaluation environnementale après sa création en 2016</li></ul>	100%		Budget	Actual
				Coûts du personnel		
				Coûts de fonctionnement		1 465
				Investissements		
				Sous-total		1 465
Objectif de 2017 pour le volet EMG 3.1.2 – Capacités nationales de mise en œuvre des cadres réglementaires et de la législation renforcées						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : Continuer à fournir un soutien ciblé pour le renforcement des capacités notamment pour les EIE, EdE, SNAGE et les cadres politiques légaux afin de renforcer les capacités dans les secteurs, les institutions et les communautés notamment la compréhension des liens entre les ODD et les AME.						
EMG 3.2.1 D'ici 2017, évaluation des capacités requises et adoption de mesures pour combler les déficits recensés.	<ul style="list-style-type: none"><li>Proportion des déficits de capacités comblés</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Les besoins et lacunes en matière de capacités ont été identifiés grâce à des formations en conformité et application dispensées aux fonctionnaires concernés aux Fidji et à Samoa, respectivement.</li></ul>	100%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel		
				Coûts de fonctionnement		
				Investissements		
				Sous-total		

Composante : EMG4 – SUIVI ET RÉALISATION DE RAPPORTS

Stratégie : 4.1 - Élaborer des indicateurs nationaux et régionaux prioritaires sur l'environnement et un programme approprié pour la réalisation des rapports sur l'état de l'environnement

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2017 pour le volet EMG 4.1 – Élaboration et utilisation largement diffusée d'un système normalisé de production de rapports régionaux et nationaux sur l'état de l'environnement afin d'établir des niveaux de référence et de mesurer les évolutions						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : En 2017, processus SoE entamé pour Nioué et les îles Salomon, et lancement des rapports SoE pour les îles Marshall et les îles Cook. Le rapport SoE de la République des îles Marshall a été utilisé comme base pour le 5 <sup>e</sup> rapport national de la RIM à la CBD. Évaluation des options pour un portail sur les données environnementales et un outil de production de rapports afin de soutenir le processus de SoE. Ces travaux seront appuyés comme étant une activité essentielle du projet Inform.						
EMG 4.1.1 D'ici 2017, mise en place d'un cadre pour réaliser des évaluations et des rapports régionaux réguliers sur l'état de l'environnement et pour adopter des dispositions en matière d'accès et de partage des données.	<ul style="list-style-type: none"><li>Date de mise en place d'un cadre régional sur l'état de l'environnement.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Le cadre du SoE établi en 2014 a orienté les activités poursuivies par la suite dans les États membres et a eu les résultats suivants :<ul style="list-style-type: none"><li>la RIM a utilisé le rapport SoE de 2016 en tant que principale source de données pour la préparation de son 5<sup>e</sup> rapport national à la CDB.</li><li>les lignes directrices et les outils ressource du SoE ont été communiquées aux États membres, alors qu'elles étaient déjà disponibles sur le site Web du PROE</li><li>organisation d'une formation sur le développement de la base de données du GIS et la Planification spatiale marine (PSM) à Kiribati dans le cadre du projet MACBIO</li></ul></li></ul>	100%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	208 815	125 861
				Coûts de fonctionnement	170 197	207 382
				Investissements	1 600	
				Sous-total	380 612	333 243
EMG 4.1.2 Niveaux de référence des principaux indicateurs régionaux sur l'environnement établis (y compris les grands indicateurs sur le changement climatique, la biodiversité, les déchets et la pollution), surveillance régulière effectuée et rapport sur l'état de la biodiversité régionale produit en 2015.	<ul style="list-style-type: none"><li>Date d'adoption des niveaux de référence des principaux indicateurs environnementaux</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>La base commune d'indicateurs environnementaux régionaux clés, initiée en 2016, et les travaux spécifiques sur les indicateurs environnementaux régionaux ont été reportés à 2018 en raison du retard dans le lancement du projet Inform.</li></ul>	60%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel		
				Coûts de fonctionnement		2 776
				Investissements		
				Sous-total		2 776
				Pas de budget		
EMG 4.1.3 D'ici à 2017, rédaction et diffusion d'un premier rapport sur l'état de l'environnement de la région.	<ul style="list-style-type: none"><li>Nombre de Membres ayant contribué à l'établissement des indicateurs sur l'état de l'environnement.</li><li>État d'avancement du rapport régional sur l'état de l'environnement.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Cet objectif a été atteint et rapporté en 2015.</li></ul>	100%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel		
				Coûts de fonctionnement		61
				Investissements		
				Sous-total		61
				Pas de budget		

# PRIORITY STRATEGIQUE 4 : SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALES

2017

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
EMG 4.1.4 D'ici à 2017, mise en place de bases de données nationales et régionales aux fins d'inventaire et de surveillance de l'environnement.	<ul style="list-style-type: none"><li>État d'avancement des systèmes d'inventaire nationaux et régionaux.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>L'objectif a été atteint à 100 % en 2015 et des travaux complémentaires se poursuivent dont des discussions sur les options pour les systèmes de bases de données relatives à la surveillance et aux rapports environnementaux.</li></ul>	100%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel		
				Coûts de fonctionnement		53 921
				Investissements		
				Sous-total		53 921
EMG 4.1.5 D'ici à 2017, mise en place de procédures de gestion des données et des informations, et de préparation des rapports.	<ul style="list-style-type: none"><li>Nombre de Membres ayant mis en place des procédures de gestion des données.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Achèvement de l'évaluation des options quant aux solutions pour la version bêta du portail de données, via l'utilisation de l'approche de développement agile en vertu de laquelle différentes possibilités ont été testées à Samoa et aux îles Salomon.</li></ul>	70%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel		
				Coûts de fonctionnement		
				Investissements		
				Sous-total		
				Pas de budget		
EMG 4.1.6 D'ici à 2017, production par au moins cinq Membres ÉTIO de leurs rapports nationaux sur l'état de l'environnement.	<ul style="list-style-type: none"><li>Nombre de Membres ayant produit leurs rapports sur l'état de l'environnement.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Au moins 5 PIP (Samoa, les Fidji, les îles Cook, la République des Îles Marshall et Nioué) ont approuvé ou rédigé un projet de rapports de SoE. Les SoE de la République des Îles Marshall et des îles Cook ont été lancées lors de la 28<sup>e</sup> Conférence du PROE.</li></ul>	100%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel		
				Coûts de fonctionnement		11 371
				Investissements		707
				Sous-total		12 078
				Pas de budget		
TOTAL PROGRAMME 4				Budget	Dépenses réelles	
			Coûts du personnel	697 134	663 307	
			Coûts de fonctionnement	393 498	688 721	
			Investissements	1 600	7 905	
			Sous-total	\$1,092,232	\$1,359,933	

## **5. DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS**

**Objectif du programme :** **Garantir l'existence de politiques et de services efficaces, propres à contribuer à la réalisation des objectifs des programmes stratégiques du Secrétariat et à l'efficacité de l'Organisation**

Les capacités de l'équipe de direction ont été renforcées grâce à la nomination de directeurs pour les divisions surveillance et gouvernance environnementales (SGE) et gestion des déchets et lutte contre la pollution (GDLP). Ces nominations clés, parallèlement à la mise en œuvre de la série de politiques de la PSM ainsi que le lancement du nouveau système intégré de gestion des projets en ligne, ont permis au Secrétariat d'améliorer grandement ses capacités d'élaboration de programmes de soutien efficaces, bénéfiques et stratégiques aux Membres océaniques.

L'établissement de l'unité de coordination de projets (PCU) a renforcé la capacité du Secrétariat à gérer son rôle d'entité régionale accréditée auprès du Fonds vert pour le climat et du Fonds d'adaptation ainsi que la mise en application de la politique du cycle de projet grâce au système d'information de gestion de projets et au mécanisme interne de révision associée (PRSP).

### **Faits marquants**

- Adoption par la Conférence 2017 du PROE du premier PIP bisannuel du PROE.
- Établissement de la nouvelle structure organisationnelle adoptée par la 28<sup>e</sup> Conférence du PROE, qui s'aligne sur l'approche programmatique et la réalisation intégrée des objectifs stratégiques du PS 2017-2026.
- Gestion financière durable atteinte pendant l'exercice comme le montre l'opinion d'audit sans réserve pour l'exercice 2017. Comptes financiers aux résultats exceptionnels comme le montre l'excédent net de 445 982 USD et la résorption des déficits négatifs dans les réserves à la fin de l'exercice qui représentait un dérangement majeur depuis plusieurs années.
- Soutien à l'équipe de communication pour les préparations du PROE avec les ÉTIO et coordination de la 13<sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique et de la 22<sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique et la Conférence des Nations Unies sur les océans.
- Meilleure gestion des risques financiers et meilleurs processus de gouvernance établis grâce au développement de nouvelles politiques ainsi que la révision de nombreuses politiques du Secrétariat notamment la politique en matière de gouvernance, de déplacements, le manuel des achats, la politique de change, le

manuel de procédures financières, la politique de recouvrement des coûts et de gestion des risques.

- Amélioration de la capacité générale du PROE à gérer les risques grâce à la finalisation du registre des risques et au lancement du comité sur les risques.
- Le comité d'audit interne a été renforcé et dispense activement des conseils à la direction. Nouvelles améliorations de la politique en matière de prévention des fraudes et de politiques pour les « lanceurs d'alerte » ; comité d'audit et charte d'audit interne.
- Les capacités du PROE à remplir son rôle d'agence régionale accréditée auprès du Fonds vert pour le climat (FVC) et d'autres mécanismes financiers internationaux ont été confirmées par l'approbation de ses premiers projets dans le cadre du Fonds d'adaptation et du Fonds vert pour le climat.
- Le développement annuel des résultats du personnel a permis de constater que 84 % du personnel ont un niveau de performance « totalement efficace » et que 7 % l'excèdent. Deux agents ont reçu le prix d'excellence du Directeur général pour leurs résultats et comportements exceptionnels
- Développement et mise en œuvre d'un système d'information pour la gestion des projets basée sur internet
- Fourniture d'une assistance technique et d'une formation informatique au personnel des services nationaux de météorologie des EIO
- Transition réussie du soutien et de l'accueil pour les produits des services climatiques identifiés du bureau de météorologie en Australie et de l'institut de météorologie finnois en Finlande vers le PROE
- Soutien informatique réussi lors des réunions et conférences régionales et amélioration des bases de données des sites internet et des portails de connaissances
- Augmentation significative des demandes d'information sur l'environnement traitées
- Diffusion de plusieurs publications du PROE aux Membres, aux parties prenantes, aux écoles et aux communautés des ÉTIO.
- Produits et activités de communication fournis dans le cadre de la Campagne pour la protection des baleines du Pacifique



**Composante :** CS – EXECUTIVE MANAGEMENT AND CORPORATE SUPPORT

**Stratégie :** 5.1 - Appuyer les Membres grâce à la prestation efficace de services

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2017 pour la composante CS 1.1 Diriger efficacement le Secrétariat et le doter des ressources financières et humaines suffisantes pour réaliser les priorités stratégiques du Plan 2011-2015						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques La gouvernance du PROE est clairement passée, depuis la transition de l'an dernier, à une nouvelle équipe de direction avec la nomination de hauts dirigeants et l'élaboration d'une série de politiques opérationnelles et stratégiques du PROE.						
CS 1.1.1 Évaluer l'efficacité de la prestation des services généraux pour veiller à ce que le Secrétariat puisse réaliser les priorités du Plan stratégique 2011-2015	<ul style="list-style-type: none"><li>Le Secrétariat dispose des ressources et du soutien nécessaires à la réalisation des priorités stratégiques du Plan 2011-2015</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Le Secrétariat a conservé son image de marque dans la réalisation des priorités stratégiques dans le plan 2011-2015 et le soutien de base se poursuivra jusqu'en 2017.</li><li>Des progrès significatifs ont été réalisés dans le recrutement de l'équipe de direction avec la nomination de deux directeurs de programmes pour la SGE et la GDLP.</li><li>PIP 2018-2019 et nouvelle structure organisationnelle approuvés par la 28<sup>e</sup> Conférence du PROE, en ligne avec le PS 2017-2026</li><li>L'unité de coordination de projets (PCU) est sur pied, complète la mise en œuvre de la RIE et travaille de concert avec des programmes et des programmes de développement.</li></ul>	100%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	1 037 730	755 767
				Coûts de fonctionnement	680 981	433 999
				Frais d'investissement	5 000	
				Sous-total	1 723 711	1 189 766
				Les frais de personnel réels sont inférieurs à ceux prévus au budget suite aux retards de nominations à certains postes de direction qui ont entraînés des économies.		
	<ul style="list-style-type: none"><li>Mise en place d'une unité d'audit interne afin d'améliorer la gouvernance au service des pays Membres</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Le comité d'audit a amélioré les processus de gouvernance en fournissant des conseils à l'équipe de directions, surtout dans le domaine de l'exposition aux risques de change pour le Secrétariat.</li><li>Les membres du comité d'audit ont conseillé au Secrétariat de surveiller la situation de déficit dans les fonds de réserve.</li></ul>	85%	Frais de fonctionnement et coûts d'investissement sous-utilisés en raison d'une baisse des recettes/financements.		
CS 1.1.2 Veiller à la planification et à l'organisation efficaces de la Conférence du PROE et des autres réunions de haut niveau dont le PROE est responsable.	<ul style="list-style-type: none"><li>Conférence annuelle du PROE organisée de manière professionnelle, en offrant à tous les Membres la possibilité d'y participer.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>La 28<sup>e</sup> Conférence du PROE s'est tenue à Samoa et fut un succès, les résolutions essentielles se retrouvent dans les conclusions de la réunion et l'approbation des nouvelles modalités bisannuelles de gouvernance.</li></ul>	100%			
CS 1.1.3 Veiller à la consultation efficace et régulière des Membres.	<ul style="list-style-type: none"><li>Les Membres sont consultés et informés des décisions importantes.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Les Membres ont participé efficacement grâce à différents comités des Friends of the Chair (Amis de la Présidence) et comités directeurs créés par la 27<sup>e</sup> Conférence du PROE pour traiter les questions clés stratégiques et organisationnelles</li></ul>				

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD
CS 1.1.4 Veiller à ce que l'audit interne soit effectivement au service du Comité d'audit et effectue ses audits annuels comme prévu par le plan d'audit annuel.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Participation des Membres de la TROÏKA au comité d'audit pour assurer une consultation efficace avec les membres</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Amélioration de l'efficacité et de la gouvernance dans le rôle tenu par les membres de la Troïka grâce à leur participation active au Comité d'audit</li> <li>Le Comité d'audit a tenu x réunions en 2017 dont une réunion le 14 avril 2017 à laquelle ont participé les Membres de la TROÏKA et ayant résulté en xxx.</li> <li>Autres fonctions établies en raison de la réunion de la TROÏKA ? Fonds ? Engagements ?</li> <li>Le comité d'audit a assuré une consultation efficace en se réunissant quatre fois, tout en assurant le suivi des résultats financiers du Secrétariat au cours de cette période</li> <li>Les résultats financiers ont eu des résultats positifs sur le contrôle des dépenses des financements de base ainsi que sur la gestion de l'exposition au risque de change</li> <li>L'auditeur interne a assuré le suivi des contrôles internes au niveau des projets ainsi que du système de gouvernance du PROE</li> <li>Apport de conseils professionnels aux régions contrôlées par l'auditeur interne tout en suivant les contrôles internes de plusieurs projets</li> </ul>	85%	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nouvelle politique de gestion des risques du Secrétariat.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Politique de gestion des risques 2016 mise à jour en 2017 avec pour réalisation majeure la finalisation du registre de risques</li> <li>Le Secrétariat travaille actuellement à la réalisation de son registre de risques dans le système d'information de gestion de projets (PMIS)</li> </ul>	70%	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>La Direction du Secrétariat bénéficie de conseils professionnels afin d'améliorer son efficacité en matière de gestion des risques, de contrôle interne et de gouvernance.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le comité d'audit a rendu compte des résultats du Secrétariat lors de la réunion du PROE</li> <li>Le comité d'audit a régulièrement fourni des conseils au Secrétariat sur la gestion financière des risques de change, sur les contrôles financiers, la gestion des risques et la gouvernance</li> </ul>	85%	

Composante : CS – INFORMATION ET COMMUNICATION

Stratégie : 5.2 - Technologies de l'information et télécommunications

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2017 pour la composante CS 2.1 – Fournir des systèmes d'information et de communication sécurisés et conviviaux						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : La section Technologie de l'information a mis en place des améliorations de l'infrastructure et des biens informatiques afin de renforcer la collaboration, le partage de connaissances et d'informations ainsi que le soutien des initiatives d'appui régionales avec des partenaires pour appuyer les priorités des Membres via l'informatique.						
CS 2.1.1 Gestion des bases de données de l'Organisation et de ses programmes.	<ul style="list-style-type: none"><li>Bases de données de l'Organisation disponibles aux utilisateurs, régulièrement mises à jour sur une plate-forme technique appropriée et stable.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Bases de données interne et de programme gérées et pleinement opérationnelles</li><li>Renforcement des initiatives de gestion des informations et des connaissances du Secrétariat avec des preuves d'accroissement des collaborations et partages d'informations</li><li>Mise en œuvre de l'EDRMS (Système de gestion des archives et documents électroniques) en tant que dépôt central de tous les fichiers de l'organisation</li><li>Amélioration des systèmes d'information internes qui a permis une intégration avec l'EDRMS et l'interopérabilité entre les systèmes</li><li>Renforcement de la collaboration avec les partenaires dans le soutien des initiatives de gestion des connaissances et informations environnementales des Membres via :<ul style="list-style-type: none"><li>le développement conjoint de plans de travail pour la prochaine phase de développement et de maintenance des portails régionaux et nationaux que sont le portail Pacific Met Desk, le portail des aires protégées et le portail du Pacifique pour le changement climatique</li><li>des initiatives de données ouvertes, la certification du PROE en tant que centre de publication de données pour l'information sur la biodiversité dans la région via le Centre mondial d'information sur la biodiversité.</li></ul></li><li>Soutien technique fourni aux projets régionaux comme le COSPPAC, INFORM, BIOPAMA et iClim</li><li>Facilitation de la transition des produits et du soutien des services climatiques, des portails environnementaux et des bases de données vers le PROE afin d'assurer la durabilité d'outils comme le Climate Bulletin et le Forum sur les perspectives climatiques en ligne, le système de prévision climatique ROK-PI ou encore la base de données sur les connaissances traditionnelles</li><li>Création des Portail et sites Web de promotion des programmes du PROE<ul style="list-style-type: none"><li>Conférence des Nations Unies sur les océans</li><li>Portail sur les déchets marins</li><li>Conférence sur les baleines</li><li>Conseil météorologique océanien</li></ul></li></ul>	100%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	534 841	589 403
				Coûts de fonctionnement	245 150	199 865
				Frais d'investissement	32 700	1 129
				Sous-total	812 691	790 397

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD
CS 2.1.2 Assistance sur les services TIC fournie au Secrétariat.	<ul style="list-style-type: none"> <li>TIC à disposition des agents du PROE et gérées sur une plate-forme technique stable.</li> <li>Agents du PROE informés des interruptions de service informatique, programmées afin de perturber le moins possible les activités du Secrétariat.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Amélioration de l'infrastructure d'information, de communication et de technologie et mise à disposition du personnel grâce à la fourniture de services à moindres coûts pour le Secrétariat par : <ul style="list-style-type: none"> <li>l'intégration des systèmes internes au nouveau plan stratégique et des indicateurs du plan de mise en œuvre du programme bisannuel</li> <li>renforcement des capacités informatiques des employés des services météorologiques nationaux de la région grâce à des détachements auprès du service informatique du PROE</li> </ul> </li> <li>Minimisation des effets des perturbations informatiques sur les services du Secrétariat grâce à une communication rapide avec l'ensemble du personnel du PROE</li> <li>Engagement sur la plateforme du PROE grâce à une participation informatique dans les initiatives régionales du CORP, membre actif du groupe de travail du CORP sur les TIC, et le PROE en tant qu'agence principale pour l'informatique verte et les déchets électroniques</li> </ul>	100%	
CS 2.1.3 Élaboration et mise à jour d'un processus de gestion des risques relatifs aux TIC.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Processus de gestion des risques relatifs aux TIC élaborés et déployés pour permettre la restauration de données à jour dans les délais les plus brefs en cas de sinistre informatique.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Obtention, gestion et amélioration de biens informatiques pour le suivi et la gestion des risques en : <ul style="list-style-type: none"> <li>examinant les solutions en matière de sécurité</li> <li>lançant de nouvelles solutions de sécurité pour l'entreprise</li> <li>mettant à jour la documentation des systèmes</li> <li>promouvant les bonnes pratiques avec une meilleure sécurité informatique</li> <li>augmentant la capacité de stockage du réseau avec une rétention des données</li> </ul> </li> </ul>	100%	

Composante : CS – Information et communication

Stratégie : 5.2 - Unité de documentation et d'information

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD
<b>Objectif de 2017 pour la composante CS 2.2 – Fournir des systèmes d'information et de communication sécurisés et conviviaux</b>				
<i>Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : Le rôle du PROE en tant que centre d'échange des informations environnementales dans la région a continué à renforcer la mise à disposition en ligne d'informations et de publications actualisées ainsi que la diffusion des correspondances officielles aux pays membres et aux partenaires.</i>				
CS 2.2.1 Système d'archivage développé et tenu à jour.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Élaboration et déploiement d'un système d'archivage permettant un accès rapide aux données.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Informations historiques pour l'organisation grâce à des options de recherche fonctionnelles et accessibles et versions numériques d'anciens protocoles, lettres d'accord et autres publications afin que ces documents soient continuellement inclus dans le système</li> </ul>	80%	
CS 2.2.2 Maintien et amélioration de l'accès aux services bibliothécaires.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réponses aux demandes de service de recherche et de documentation données dans les délais prescrits.</li> <li>Bases de données bibliographiques actualisées et accessibles. Documents pertinents recensés, catalogués et saisis dans la base de données de la bibliothèque et disponibles sous un format exploitable.</li> <li>Accès accru aux publications, matériels promotionnels et informations sur l'Organisation sur support papier et électronique.</li> <li>Collection étendue et actualisée sur les principaux sujets environnementaux concernant le Pacifique de sorte à répondre aux besoins du PROE et des parties prenantes de la région.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Augmentation de 5 % du nombre de visiteurs de la bibliothèque virtuelle du PROE</li> <li>Renforcement de la capacité de recherche et de diffusion des informations de projet avec une nouvelle aide financière du BIOPAMA et du FINPAC</li> <li>Diffusion de 90 publications du PROE aux bibliothèques dépositaires du PROE/PEIN</li> <li>Fourniture de réponses rapides à plus de 300 demandes d'information liées à l'environnement de la part des Membres, des parties prenantes et du public.</li> <li>Aide à plus de 200 visiteurs en face à face dont des chercheurs et des étudiants</li> <li>Catalogage de plus de 500 nouvelles ressources dans le répertoire du PROE dont 303 étaient disponibles au téléchargement. Le nombre total d'archives reprises dans la base de données s'élève à 41 686</li> <li>Présence établie lors de réunions initiales/de consultation de différents projets du PROE, notamment iCLIM, BIOPAMA, INFORM et IS pour contribuer aux composantes informations et connaissances</li> <li>Animation de formation du personnel sur les capacités en matière d'information</li> <li>Mise en ligne de 70 nouvelles publications du PROE sur le site Web, toutes disponibles en texte intégral au téléchargement</li> <li>Partage continu de ressources d'informations et de conseils avec d'autres bibliothèques du CORP, PIMRIS CPS, PIFS, FFA et USP</li> <li>Accueil de quatre visites pédagogiques d'écoles avec visites du campus du PROE, soit près de 150 étudiants et enseignants qui en ont découvert plus sur le PROE et son action dans la région</li> <li>Poursuite des améliorations de l'interface de la bibliothèque virtuelle</li> <li>Les pages Facebook du PROE/PEIN ont atteint 59 000 abonnés</li> <li>20 membres du personnel ont partagé leurs connaissances et leur expertise au travers de</li> <li>Séminaires mensuels organisés à l'IRCA auxquels un total de 120 personnes a participé</li> <li>Communication continue au personnel des faits mensuels marquants de la bibliothèque Give ME</li> <li>Abonnements maintenus aux journaux électroniques et magazines papier</li> </ul>	100%	

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD
CS 2.2.3 Systèmes de gestion des dossiers à jour et services fournis.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en place et examen régulier des systèmes de gestion des dossiers et actualisation régulière de leur contenu conformément aux meilleures pratiques actuelles.</li> <li>Services d'archivage fournis.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Politique de gestion des archives approuvée par l'équipe de direction avec une mise à jour en continu</li> <li>Test du logiciel Alfresco (logiciel libre) avec le service informatique pour notre système de gestion des archives et des documents électroniques (EDRMS)</li> <li>Fourniture de services continuels de gestion des archives et de la documentation auprès du personnel, des Membres et des parties prenantes. <ul style="list-style-type: none"> <li>60 circulaires envoyées aux Membres et aux personnes contact</li> <li>publication et traitement de 20 appels d'offres du PROE</li> <li>28 traductions enregistrées et traitées</li> </ul> </li> <li>Plus de 200 correspondances officielles diffusées aux Membres et aux partenaires</li> </ul>	80%	

Composante : CS – INFORMATION ET COMMUNICATION

Stratégie : 5.2 - Communication, publications et éducation

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD
<b>Objectif de 2017 pour la composante CS 2.3 – Capacités nationales de communication et d'éducation renforcées et appuyées</b>				
<i><b>Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques :</b> Les réalisations du PROE en partenariat avec les pays membres et les partenaires donateurs sont de plus en plus connues auprès du public. Au niveau national, les capacités locales augmentent leurs compétences en matière de médias et de communication grâce à une série de formations sur la façon de mieux partager les messages concernant l'environnement avec les médias. Le PROE continue à soutenir les pays et territoires insulaires du Pacifique dont l'objectif est de mieux se faire entendre collectivement lors d'événements régionaux et internationaux grâce à un large éventail d'initiatives en matière de communication.</i>				
CS 2.3.1 Renforcement des programmes nationaux d'éducation et de communication sur l'environnement pour promouvoir les changements de comportements à tous les niveaux.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de pays dotés de stratégies de communication.</li> <li>Nombre de publications et de supports de sensibilisation et d'éducation disponibles et accessibles aux Membres par le biais du PROE.</li> <li>Activités d'éducation et de sensibilisation à l'environnement menées par le PROE de manière cohérente et coordonnée en privilégiant l'application des principes de l'EDD.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Plus de 6 Membres ont reçu un soutien continu à leur demande pour le développement de stratégies de communication, notamment pour le développement de capacités</li> <li>Contribution du PROE à l'initiative encourageant le changement de comportement grâce à une préparation anticipant les événements dangereux prenant la forme d'un atelier régional organisé avec les services météorologiques de 13 Membres insulaires afin de les aider à formuler des stratégies médiatiques soutenant leurs travaux en matière de communication.</li> <li>Application des principes ESD constatée dans les travaux de sensibilisation du PROE comme le souligne un recueil d'études de cas du projet pour une biodiversité insulaire intégrée de l'Alliance FEM-Pacifique (IIB) qui vise à conserver la biodiversité/</li> </ul>	90%	
CS 2.3.2 Questions techniques et scientifiques dûment communiquées à tous les niveaux, des activités communautaires à l'élaboration de politiques.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de matériels de communication scientifique produits et distribués.</li> <li>Niveau de compréhension à l'échelon régional des principales thématiques environnementales.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Au moins 90 supports de communication scientifiques produits et diffusés par le Secrétariat dans le but d'orienter les actions communautaires grâce au développement de politiques. Les supports de communication scientifiques sont disponibles au format électronique et papier</li> <li>Réception de commentaires positifs de la part de pays membres du PROE à réception des publications du PROE, notamment des demandes de traduction dans les langues nationales pour utilisation et des demandes d'aide à la diffusion des produits de communication au niveau national.</li> <li>Les commentaires de pays membres du PROE ont été pris en compte lors de la conception et du choix des types de publication reconduites en 2018.</li> </ul>	100%	



Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD
CS 2.3.3 Participation accrue de la jeunesse et des jeunes cadres aux actions et aux décisions portant sur l'environnement.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Initiative PEEL (futurs leaders océaniques de l'environnement) en place.</li> <li>Nombre d'activités élaborées dans le cadre du réseau.</li> <li>Système d'encadrement mis en place pour aider les bénéficiaires du réseau PEEL.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Initiative PEEL (Futurs leaders océaniques de l'environnement) en place.</li> <li>L'engagement de la jeunesse soutenu par le PROE a donné lieu à plus de 70 promesses par des jeunes du Pacifique de participation à des actions contre l'utilisation de plastiques lors du premier tournoi de rugby sans plastiques, le Raka7, aux Fidji</li> <li>Des jeunes océaniques des Tonga ont été accompagnés par des mentors de l'équipe médiatique du Pacifique qui a couvert la conférence sur les Baleines dans un océan en évolution</li> <li>Le PROE comptait l'engagement de jeunes du Pacifique soutenant la conservation des océans en amont de la Conférence des Nations Unies sur les océans de 2017</li> </ul>	95%	
CS 2.3.4 Couverture renforcée des thématiques et manifestations environnementales nationales, régionales et internationales.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Production de documents afin que les médias océaniques aident en diffusant des informations factuelles.</li> <li>Formation proposée aux médias océaniques pour renforcer la couverture des thématiques environnementales.</li> <li>Formation proposée aux pays membres et aux agents techniques du PROE pour améliorer la collaboration avec les médias nationaux et régionaux.</li> <li>Bulletins d'information distribués sur les activités et les manifestations des conférences régionales et internationales sur l'environnement. Élaboration de stratégies visant à promouvoir la position des membres océaniques lors de certaines réunions régionales et internationales.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise à disposition d'une série de ressources pour la formation des médias océaniques afin qu'ils puissent communiquer de façon correcte et factuelle sur les conférences coordonnées du PROE dans l'ensemble des îles du Pacifique</li> <li>Formation sur les services climatiques et météorologiques régionaux aux îles Salomon organisée pour 22 reporters océaniques issus de 10 pays insulaires du Pacifique afin d'enrichir les connaissances techniques des participants qui pourront ainsi adapter la communication des informations aux publics nationaux</li> <li>Dix employés des secteurs des médias et de l'information ont participé à un séminaire sur la communication factuelle des informations dans le cadre du changement climatique et la résilience face aux catastrophes naturelles aux Fidji</li> <li>PROE News a atteint une vaste audience en envoyant plus de 1 000 emails et en partageant avec plus des 60 000 abonnés à ses différents comptes sur les réseaux sociaux diverses informations lors de conférences régionales et internationales sur l'environnement comme la conférence sur les Baleines dans un océan en évolution organisée aux Tonga ; le Conseil météorologique océanique et la composante ministérielle des îles Salomon ; la couverture médiatique de la Table ronde du Pacifique sur le changement climatique ou encore la feuille de route conjointe pour la région du Pacifique.</li> <li>Les stratégies de communication pour Pacific Voyage développées pour la Conférence des Nations Unies sur les océans et la Conférence des Parties à la Convention sur la conservation des espèces migratrices ont accru la visibilité du Pacifique grâce à : <ul style="list-style-type: none"> <li>la participation et l'engagement en faveur des conventions de Bâle, Rotterdam et Stockholm (BRS) des Nations Unies, et à la Conférence sur les océans ;</li> <li>le soutien à l'inscription du requin bleu à la CMS.</li> </ul> </li> </ul>	100%	

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD
CS 2.3.5 Sensibilisation accrue au travail du PROE dans les pays Membres grâce aux médias.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Publications du PROE produites et distribuées conformément à la Stratégie intégrée de communication et aux Directives sur les publications du PROE.</li> <li>Personnel du PROE mieux équipé pour développer des relations avec les médias afin de sensibiliser le public.</li> <li>Matériels de relations publiques du PROE produits et diffusés.</li> <li>Au moins une activité/manifestation médiatique accueillie par le PROE au niveau régional ou national pour attirer l'attention sur le PROE et son travail.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Plus de 90 publications du PROE développées régulièrement et aux moments opportuns conformément aux lignes directrices de visibilité du PROE, aux lignes directrices d'utilisateurs du logo, aux lignes directrices relatives aux publications et aux lignes directrices stylistiques du PROE.</li> <li>Des employés du PROE formés ont participé à des entretiens avec les médias dans les îles du Pacifique et les médias internationaux au sujet des questions environnementales océaniques, et ont amélioré les relations avec les médias.</li> <li>Communication avec les médias pour plus de 30 demandes d'entretien avec les employés ou les Membres du PROE</li> <li>Réalisation de supports médiatiques des relations publiques du PROE et diffusion de divers supports en accord avec les considérations environnementales dont des clés USB, des bannières et des sacs réutilisables contenant des informations sur le PROE</li> <li>Le PROE a conjointement animé la formation régionale destinée aux médias se déroulant aux îles Salomon grâce à laquelle au moins huit interventions à propos du PROE ont été diffusées par chacun des 22 journalistes océaniques provenant de plus de 10 pays ainsi que des publications dans une revue environnementale au niveau national et régional.</li> </ul>	100%	
CS 2.3.6 Capacité médiatique du Pacifique renforcée pour aborder les thématiques environnementales et améliorer leur compréhension.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Production de matériels à l'intention des Membres pour améliorer la collaboration avec les médias nationaux.</li> <li>Formation proposée aux médias océaniques pour renforcer la couverture des thématiques environnementales.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Une série de ressources a été partagée durant la formation délivrée aux médias océaniques. Elles ont aidé les participants à préparer des comptes rendus médiatiques factuels sur les conférences coordonnées du PROE organisées dans l'ensemble des îles du Pacifique</li> <li>Au moins six articles rédigés par deux rédacteurs océaniques établis qui couvraient la conférence des Nations Unies sur les océans, notamment un article post-événement publié dans leur revue.</li> <li>Couverture internationale et régionale de la Table ronde du Pacifique sur le changement climatique et de la feuille de route conjointe sur le changement climatique et la résilience face aux catastrophes suite à l'organisation d'un séminaire sur les meilleures façons de rendre compte du changement climatique et de la résilience face aux catastrophes aux Fidji pour 10 professionnels des médias et de l'information</li> <li>Stimulation de partenariats entre le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique (PIFS) et l'Association des journalistes des îles du Pacifique (Pacific Island News Association) en 2017 et soutien reçu pour la formation régionale aux médias pour la 48<sup>e</sup> réunion des dirigeants du Pacifique</li> </ul>	100% En cours	

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD
CS 2.3.7 Soutien fourni aux Membres du PROE concernant les relations publiques et les composantes de leurs stratégies nationales de communication portant sur les médias.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Production de matériels à l'intention des Membres pour améliorer la collaboration avec les médias nationaux.</li> <li>Prise en compte des médias dans les comités nationaux d'étude et de planification des projets environnementaux.</li> <li>Nombre de stratégies nationales de communication tenant compte des relations publiques et des médias.</li> <li>Formation proposée aux pays membres et aux agents techniques du PROE pour améliorer la collaboration avec les médias nationaux et régionaux.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les Membres insulaires du PROE ont participé à des entretiens journalistiques et ont rédigé des communiqués de presse présentant la série de ressources fournies par les Membres du PROE, notamment des orientations sur les extraits sonores, les fiches d'information, des conseils sur les médias et les interviews.</li> <li>Les commentaires des médias du Pacifique soulignaient les changements positifs opérés par certains départements gouvernementaux au niveau du partage des informations.</li> <li>Développement de plans de diffusion sur le du climat et de résilience aux catastrophes pour plus de 9 Membres avec suivis réguliers si nécessaire</li> <li>Les formations délivrées à 14 services météorologiques de 14 pays différents ont aidé les participants à communiquer avec les médias en intégrant les relations médiatiques dans leurs stratégies de communication.</li> <li>Les formations délivrées au personnel des services météorologiques des Fidji et de Fiji Media sur l'amélioration de la communication autour du suivi sur le changement climatique et les catastrophes et le renforcement de la confiance du personnel des services météorologiques des Fidji envers les médias ont généré davantage de demandes d'assistance dans l'élaboration de leur stratégie nationale de communication en 2018.</li> </ul>	100%	
CS 2.3.8 Soutien fourni au PROE et aux Membres dans le cadre des activités de communication et de la couverture médiatique des manifestations régionales et internationales.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Bulletins d'information distribués sur les activités et les manifestations des conférences régionales et internationales sur l'environnement. Élaboration de stratégies visant à promouvoir la position des membres océaniens lors de certaines réunions régionales et internationales.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Accroissement de la visibilité des îles du Pacifique et du PROE lors des événements internationaux grâce à des actions de communication ciblées dans le cadre des campagnes Pacific Voyage employant des expositions photos, des conseils de survie et des fiches d'information distribuées aux stands PROE/Pacifique installés pour ces événements.</li> <li>La CdP23 de la CCNUCC a vu la participation du PROE en partenariat avec les gouvernements des Tuvalu, du Vanuatu et des îles du Pacifique sur les questions environnementales lors des événements de la CdP23 de la CCNUCC où un stand PROE/Pacifique était présent.</li> <li>La campagne Pacific Voyage à la CdP12 de la CMS incluait deux événements différents en marge de la réunion, l'émission d'articles quotidiens, la création de ressources et de supports à distribuer aux Parties du Pacifique insulaire afin de les aider à évoluer et à négocier lors de CdP12 de la CMS.</li> </ul>	100%	

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD
CS 2.3.9 Sensibilisation accrue au travail du PROE dans les pays membres aux échelons régional et international.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Matériels de relations publiques produits conformément aux directives du PROE relatives à la visibilité et à l'image de l'organisation dans le cadre de la Stratégie de communication intégrée du PROE.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Promotion du Pacifique grâce au stand et à l'évènement organisé en marge, de la CdP12 de la CMS et de la CdP23 de la CCNUCC grâce à la distribution de supports, utilisant des clés USB, des sacs réutilisables et « seis » lors de la CdP23 de la CCNUCC</li> <li>La Conférence des Nations Unies sur les océans, au siège des Nations Unies a accueilli l'évènement de haut niveau des îles du Pacifique qui proposait une exposition photo des îles océaniques mise sur pied par le PROE à l'entrée du bâtiment</li> <li>Les photos et images exposées par le PROE ont été appréciées de la délégation du Pacifique insulaire des missions océaniques à New York</li> </ul>	100%	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Site Internet du PROE contenant des informations actualisées et pertinentes, soumises à un contrôle qualité conformément à la Stratégie de communication intégrée du PROE.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le site Web du PROE était actualisé chaque semaine par l'unité Communications et Sensibilisation grâce à des informations provenant de toutes les divisions</li> <li>Les supports, informations et publications développés par le PROE respectent les lignes directrices du PROE en matière de visibilité, d'utilisation du logo, de publications, de contact avec les médias, de présence sur les réseaux sociaux ainsi que leur feuille de route, de même que le guide stylistique du PROE.</li> </ul>	100%	
CS 2.3.10 Préparation et diffusion de publications et de matériels sur les thématiques abordées et les travaux réalisés par le PROE.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Publications du PROE produites et distribuées conformément à la Stratégie intégrée de communication et aux Directives sur les publications du PROE.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les publications du PROE font en sorte de respecter la pratique « moins de papier » pour la communication des informations en ayant plutôt recours à des clés USB lors des ateliers et des conférences</li> <li>Le PROE a renforcé sa présence officielle sur les réseaux sociaux en utilisant ses comptes Facebook et Twitter pour partager des informations par voie électronique, conformément aux lignes directrices sur les publications.</li> </ul>	100%	

Composante : CS 5.3 – Finances et administration

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2017 pour la composante CS 3.1 – Fournir des informations et des rapports transparents, explicables et opportuns						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : La rapidité, la responsabilité et la transparence via les rapports réguliers sont encore améliorées grâce à la publication de rapports financiers mensuels et trimestriels fournis à la direction ainsi qu'à d'autres comités de surveillance importants comme la Troïka/Trilatérale, le comité d'audit interne et les Friends of the Chair (Amis de la présidence). En outre, les rapports fournis aux partenaires bailleurs selon les calendriers convenus sont à jours et n'ont accusé aucun retard cette année.						
CS 3.1.1 États financiers fiables présentés en temps voulu à la Conférence du PROE.	• États financiers annuels approuvés sans réserve par les commissaires aux comptes.	• Le Secrétariat a approuvé les états financiers annuels avec une opinion d'audit sans réserve émise par des auditeurs externes (KPMG, Fidji) pour les états financiers de 2017.	100%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	643 220	440 053
				Coûts de fonctionnement	467 100	249 365
				Frais d'investissement	56 000	
CS 3.1.2 Présentation en temps voulu de rapports financiers fiables aux bailleurs de fonds.	• Exigences des donateurs respectées en matière de rapports financiers.	• Des rapports financiers précis ont été soumis en temps opportuns au cours de l'exercice fiscal, conformément aux obligations des bailleurs.	100%	Sous-total	1 166 320	689 418
CS 3.1.3 Présentation de rapports de gestion financière à la Direction et aux programmes.	• Services administratifs et programmes du PROE ayant accès à des informations financières propices au bon fonctionnement du Secrétariat.	• États financiers trimestriels précis fournis à la direction ainsi qu'au Comité d'audit et à la Troïka de façon professionnelle, ce qui renforce la transparence et la responsabilité.	100%	Les frais de personnel réels sont inférieurs à ceux prévus au budget grâce aux économies réalisées à cause du retard des nominations de certains postes de cadres dans la finance. Postes pourvus à moitié pendant l'année.		
CS 3.1.4 Processus de gestion intégrée des risques financiers mis en œuvre.	• Évaluation régulière des facteurs de risques financiers et élaboration et mises à jour régulière des mesures d'atténuation des risques	• Politiques clés mises en œuvre, notamment le manuel de procédures fiscales, la politique de gestion des risques, la politique de change et le manuel des achats. • Risques évalués par le comité d'audit et le Secrétariat, ce qui a permis de les atténuer. • Facteurs de risques financiers évalués régulièrement, notamment l'identification de mesures d'atténuation des risques dans le registre des risques mis à jour.	85%	Frais de fonctionnement et coûts d'investissement sous-utilisés du fait du contrôle des dépenses à cause d'une baisse des recettes/financements.		
CS 3.1.5 Gestion et administration des biens	• Plans et systèmes de gestion durable des infrastructures et des biens en place et régulièrement évalués et actualisés.	• Durabilité des infrastructures, des plans et des systèmes garantie par un entretien permanent des propriétés, la gestion des bâtiments et des infrastructures afin de les conserver en bon état conformément aux normes convenues par l'adoption des bonnes pratiques en matière de gestion des propriétés, et ce malgré des contraintes budgétaires.	80%			

## Composante : 5.4– Gestion des ressources humaines

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2017 pour le volet CS 4.1 – Conseils, politiques et procédures fournis de manière efficace et en temps utile en vue de la gestion et de l'administration des ressources humaines						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : L'équipe des ressources humaines continue à donner des conseils stratégiques sur toutes les questions liées aux ressources humaines notamment l'élaboration et la révision des politiques et procédures pertinentes pour faire en sorte de fournir le meilleur service possible avec les ressources à disposition en matière de recrutement et de fidélisation du personnel hautement qualifié.						
CS4.1.1 Conseils et planification stratégiques en matière de gestion des ressources humaines.	<ul style="list-style-type: none"><li>Conseils stratégiques fournis en matière de gestion des ressources humaines.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Conseils stratégiques en ressources humaines fournis à l'équipe de direction et au Secrétariat ciblés sur l'amélioration de la planification organisationnelle ainsi que la prise de décision informée.</li></ul>	100%		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	253 760	283 075
				Coûts de fonctionnement	147 000	43 268
				Frais d'investissement	6 000	
				Sous-total	406 760	326 343
CS 4.2.1 Règlement du personnel et politiques et procédures de gestion des ressources humaines.	<ul style="list-style-type: none"><li>Règlement du personnel révisé et régulièrement mis à jour.</li><li>Politiques de gestion des ressources humaines en place et régulièrement examinées et actualisées conformément aux meilleures pratiques actuelles.<ul style="list-style-type: none"><li>a. Recrutement et sélection.</li><li>b. Rémunération</li><li>c. Fidélisation.</li><li>d. Initiation.</li><li>e. Conditions d'emploi.</li><li>f. Hygiène et sécurité du travail.</li></ul></li><li>Analyse et évaluation des postes réalisées pour refléter la structure de l'Organisation.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Mise en place de révisions continues des nouvelles politiques, procédures et approches afin de s'adapter aux évolutions du marché mondial de l'emploi.</li><li>Adoption des modalités de bonnes pratiques dans la sélection et la rétention des employés très qualifiés travaillant dans un environnement multiculturel</li><li>Satisfaire les obligations du Secrétariat en matière de partenariats malgré des ressources limitées grâce à l'engagement de cinq volontaires du Peace Corp Response ainsi que divers détachements et stages</li><li>Création d'un environnement de travail favorable grâce à des collaborations avec le comité consultatif pour le personnel et l'équipe de direction<ul style="list-style-type: none"><li>maintien d'un rôle actif dans la résolution des questions liées aux rémunérations par l'intermédiaire au groupe de travail sur l'harmonisation du CORP</li></ul></li><li>Bulletin d'information mensuel des RH apportant des mises à jour afin d'améliorer la sensibilisation aux questions liées aux ressources humaines.</li></ul>	90%	Frais de fonctionnement et coûts d'investissement sous-utilisés en raison d'une baisse des recettes/financements		

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2017	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD	
CS 4.3.1 Système d'amélioration des résultats personnels, formation et perfectionnement.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Système d'amélioration des résultats personnels appliqué dans l'ensemble de l'Organisation, en établissant des liens avec la rémunération.</li> <li>Plans de formation et de perfectionnement pris en compte.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le système de développement des performances annuelles lié aux récompenses du personnel est pleinement opérationnel avec des rapports qui montrent que 86 % du personnel à un niveau « niveau pleinement efficace et plus »</li> <li>13 % étaient sur la bonne voie en tant que nouveau personnel</li> <li>Plans de recouvrement développés pour les employés de niveau « inacceptable »</li> <li>Évaluation de la performance du DG menée par la Troïka et acceptée lors de la Conférence du PROE, y compris des domaines qui soutiennent la formation professionnelle continue</li> <li>Programmes de mise à jour menés régulièrement pour les politiques, les procédures, et systèmes liés au personnel, notamment le renforcement de la cohésion d'équipe via Staff Advance</li> </ul>	100%		
<b>TOTAL PROGRAMME 5</b>				<b>Budget</b>	<b>Dépenses réelles</b>
			<b>Coûts du personnel</b>	<b>2 700 178</b>	<b>2 117 419</b>
			<b>Coûts de fonctionnement</b>	<b>1 518 431</b>	<b>943 501</b>
			<b>Frais d'investissement</b>	<b>93 500</b>	
			<b>TOTAL</b>	<b>4 312 108</b>	<b>3 060 920</b>